# TERRORISMES ET GUÉRILLAS

## Techniques actuelles de la violence

Gérard Chaliand

# TERRORISMES ET GUERILLAS

## DU MÊME AUTEUR
chez d'autres éditeurs

### OUVRAGES POLITIQUES

*L'Algérie est-elle socialiste ?* Maspero, 1964
*Lutte armée en Afrique,* Maspero, 1967, 1969
*Armed struggle in Africa,* Monthly Review Press, 1969
*Les paysans du Nord-Vietnam et la guerre,* Maspero, 1968
*Peasants of North Vietnam,* Penguin, 1969, 1970
*La résistance palestinienne,* Le Seuil, 1970
*The palestinian resistance,* Penguin, 1972
*L'Algérie indépendante* (avec J. Minces), Maspero, 1972
*Mythes révolutionnaires du tiers monde,* Le Seuil, 1976 et 1979
*Revolution in the third world,* Penguin, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981
*Les Kurdes et le Kurdistan* (dir.), Maspero, 1978 et 1980
*People without a country. The Kurds and Kurdistan,* Zed, 1981
*Stratégies de la guérilla,* Mazarine, 1979/Gallimard 1984
*Guerilla strategies,* University of California Press, 1982
*L'enjeu africain,* Le Seuil, 1980/Complexe 1984
*The struggle for Africa,* Macmillan, 1982
*Le génocide des Arméniens* (avec Y. Ternon), Complexe, 1981, 1984
*The Armenians. From genocide to resistance,* Zed, 1982
*Rapport sur la résistance afghane,* Berger-Levrault, 1981
*Report from Afghanistan,* Penguin, 1982
*Atlas stratégique* (avec J.-P. Rageau), Fayard, 1983, (Harper and Row, 1985)
*Les faubourgs de l'histoire,* Calmann-Levy, 1984

### POÉSIE

*La marche têtue,* Gallimard, 1959
*Poésie populaire des Turcs et des Kurdes,* Maspero, 1961
*Feu nomade,* Chambelland, 1972
*Anthologie de la poésie populaire kurde,* Stock, 1981

### FANTAISIE

*Cuisines d'ailleurs,* Le Seuil, 1981
*Food without frontiers,* Pluto-Press, 1982
*Atlas de la découverte du monde,* Fayard, 1984

GÉRARD CHALIAND

# TERRORISMES ET GUERILLAS

## Techniques actuelles de la violence

FLAMMARION

© Flammarion, 1985
ISBN : 2-08-064604-4
*Printed in France*

*A la mémoire du « vieux de la montagne ».*

*Pourquoi obscurcir ce qui peut être clair, rallonger ce qui peut être bref ?*

PROVERBE DOGON

*Comme il faut de la vertu dans une république, et dans une monarchie, de l'honneur, il faut de la crainte dans un gouvernement despotique et l'honneur y serait dangereux.*

MONTESQUIEU

# Avant-propos

Depuis quelques décennies, la pensée militaire en Occident connaît une période de relative pauvreté. Le nucléaire et les spéculations qu'il suscite ont quasi monopolisé les activités intellectuelles. Mais, même dans ce domaine, les avancées conceptuelles [1] ont été rares. Trop souvent, on s'est borné à un décompte mécanique des panoplies adverses. Au cours des siècles précédents, la guerre classique a été largement analysée, la bataille disséquée en phases, etc. Alors que peu de réflexions ont été consacrées au phénomène majeur de notre époque, du moins sur le terrain : la guérilla. Celle-ci occupe une place considérable, qu'on l'appelle guerre révolutionnaire ou guerre subversive. La majorité des études consacrées à ce phénomène traitent de contre-insurrection. La plupart des ouvrages rendant compte du combat vu du côté des insurgés manquent d'esprit critique. Il

1. Le meilleur livre français établissant un bilan sérieux dans le domaine nucléaire est : L. Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Hachette, 1978.

n'y a quasiment aucun enseignement dispensé sur les problèmes politiques et militaires de la guérilla (comme d'ailleurs sur le phénomène du terrorisme), tant dans les écoles de guerre que dans les unités d'études et de recherche des universités. Beaucoup de crédits de recherche sont gaspillés en projets aux intitulés ambitieux et aux résultats médiocres et guère opérationnels. Le phénomène du terrorisme contemporain, en grande partie publicitaire, est la forme la plus violente de la guerre psychologique et c'est sous cet angle aussi qu'il doit être étudié et contrebattu. En langue française, l'unique ouvrage général consacré aux problèmes des guerres de guérilla date de 1958[1] ; encore n'est-il que d'un intérêt limité.

La guérilla a modifié la carte du monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : Extrême-Orient : Chine, Indochine, etc. ; Afrique : Algérie, Angola, Mozambique, etc. ; Amérique latine : Cuba, Nicaragua, etc. ; Moyen-Orient : Israël, Palestiniens, etc. Dans un monde où le feu nucléaire a, jusqu'à présent, interdit la guerre, les conflits se sont en général réglés par des stratégies indirectes : gestion des crises, guérillas, terrorismes, et plus rarement, par des guerres classiques.

La guérilla occupe une place considérable dans le monde contemporain et jamais dans l'histoire elle n'a tenu une telle place. Cela tient à son émergence en

1. Gl. Bonnet, *Les Guerres insurrectionnelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Payot, 1958.

tant que guerre révolutionnaire grâce à une série de facteurs :

— La Seconde Guerre mondiale et ses lendemains qui marquent la fin de l'hégémonie européenne ; défaite initiale face au Japon en Extrême-Orient puis perte progressive de la volonté impériale dans un monde en pleine mutation.

— L'innovation que constitue la guerre révolutionnaire par rapport à la guérilla traditionnelle, due à Mao Ze Dong (Mao Tsé Toung) : la guérilla étant seulement une suite d'opérations menées par des éléments irréguliers, fondée sur la surprise et la mobilité, destinée à harceler une armée régulière. Longtemps, la « petite guerre » n'a été pensée que comme une force d'appoint (Clausewitz). La guerre révolutionnaire est une technique militaire pour s'emparer du pouvoir.

L'innovation de Mao Ze Dong tient au fait qu'il a, le premier, greffé le parti d'avant-garde sur la paysannerie. La conception du parti d'avant-garde composé de révolutionnaires professionnels, aujourd'hui banale, est une création de Lénine, dont le but est de mobiliser et d'encadrer le prolétariat pour s'emparer du pouvoir.

Grâce à ce nouveau type d'encadrement en Chine, la paysannerie dépasse le niveau de la jacquerie. La victoire militaire de Mao Ze Dong face aux troupes de Tchang Kaï-tchek (1949), à laquelle Staline, pas plus que les experts américains, ne croyait, apparut à l'époque stupéfiante.

Depuis, en Indochine d'abord, puis en Asie (Malaisie, Philippines), en Europe (Grèce, Chypre), comme en Afrique et en Amérique latine, les méthodes de la guerre révolutionnaire ont été appliquées avec des succès divers.

Ce type d'organisation s'est imposé même dans des mouvements qui n'étaient nullement communistes.

Les luttes nationales contre un adversaire étranger ont la plus grande chance d'aboutir, surtout si l'adversaire est un Etat démocratique, la victoire militaire n'étant plus alors nécessaire.

En effet, il suffit de tenir suffisamment longtemps pour que l'adversaire, ne pouvant lui-même l'emporter militairement, se lasse de son intervention outremer et que le parti de la paix se renforce en métropole. La victoire peut alors être politiquement négociée (Algérie, Sud-Vietnam, etc.).

La guerre de libération « idéale », à l'époque contemporaine, est celle qui oppose un mouvement afro-asiatique à l'Occident. C'est en effet celle qui est assurée du maximum de soutien international.

En revanche, il n'y a pas de négociation possible avec les dictatures, qu'elles soient totalitaires ou non (Afghanistan, Portugal de Salazar).

Les luttes sociales en pays indépendant doivent, pour triompher, déboucher sur la défaite militaire ou l'effondrement de l'Etat. Les luttes de minorités sont, dans le tiers monde, particulièrement difficiles, la conception de l'autonomie n'étant pas acceptée (par crainte d'une éventuelle sécession) et la plupart

des Etats afro-asiatiques se refusant à aider de tels mouvements, sauf pour affaiblir un Etat voisin.

Depuis une quinzaine d'années, le terrorisme occupe une place croissante dans l'actualité politique. Le phénomène n'est en soi pas nouveau et remonte au tyrannicide, mais le terrorisme dont on parle aujourd'hui est d'une espèce particulière. Il ne s'agit guère, en fait, du terrorisme classique utilisé depuis longtemps par des mouvements politiques qui disposent d'une branche armée spécialisée à cet effet (type Irgoun ou groupe Stern dans le cadre du mouvement sioniste, par exemple).

Ce qui a rendu l'impact du terrorisme particulièrement puissant ces dernières années, c'est le développement des médias, et surtout de l'image télévisée combinée avec le terrorisme de type publicitaire, souvent transétatique, et dont les acteurs ne représentent souvent qu'eux-mêmes. Lorsque ce type de terrorisme publicitaire est utilisé par un mouvement politique d'une certaine ampleur, il est en fait un substitut à la guérilla (Palestiniens ; I.R.A.).

Guérilla comme terrorisme sont les armes du faible contre le fort et, en tant que technique, ne sont ni de droite, ni de gauche.

Dans la pratique, depuis une quinzaine d'années, le terrorisme publicitaire a surtout été utilisé comme arme de guerre psychologique.

Une typologie des terrorismes est proposée, distinguant les mouvements terroristes (en pays industriels surtout) sans base de masse : Weathermen, groupe

Baader-Meinhof, Brigades rouges, etc., voués à l'échec parce qu'ils ont fait preuve d'aveuglement idéologique, et les mouvements ayant une certaine épaisseur sociale (I.R.A. d'Ulster, E.T.A. basque luttant pour l'autonomie, Palestiniens, etc.), sans négliger le terrorisme d'Etat (à usage interne ou externe) ou la terreur, ni l'usage, par l'Etat, de la torture « forme extrême de la terreur individualisée[1] ».

J'ai en tant qu'observateur-participant indépendant, consacré une partie importante de ma vie aux mouvements de libération nationale d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est. J'ai toujours travaillé hors institution, sans le soutien (direct ou indirect) de l'Etat, comme les chercheurs français, ni celui des fondations privées, comme les chercheurs américains. En revanche, il m'est plusieurs fois arrivé d'être invité par tel ou tel mouvement de libération. Mais, d'une façon générale, j'ai financé moi-même mes enquêtes de terrain. Une douzaine d'années sur les trois continents et dix-huit mois dans des zones de guerres révolutionnaires ou de guérillas m'ont progressivement fait comprendre les problèmes politiques et stratégiques de la guérilla.

Rien ne me destinait plus particulièrement que d'autres de ma génération, engagés dans les combats anticoloniaux, à ces choix successifs qui m'ont mené

1. Cette définition est de Paul Wilkinson.

en Guinée-Bissau (1964, 1966) avec Amilcar Cabral, au Nord-Vietnam (1967) durant les bombardements américains où j'enquêtais sur l'organisation des villages du delta du fleuve Rouge, en Colombie dans les provinces de Tolima et de Huila (1968), avec le Fath, le F.P.L.P. et le F.D.P.L.P. en Jordanie et au Liban (1969-1970), en Erythrée (1977), au Kurdistan iranien (1980), et trois fois en Afghanistan (1980 et 1982). Rien, si ce n'est l'attrait de l'action, la familiarité avec la nature, le goût de la marche à pied et le fait d'aimer l'atmosphère de la guerre. Pour ceux qui savent se contenter de l'essentiel — et à condition d'en sortir indemne — la précarité de la guerre donne aux moments, aux êtres comme aux choses, un prix singulier. Je ne suis pas fasciné par la guérilla ; on n'est fasciné que par ce qu'on connaît de loin : la guérilla a des aspects multiples et, pour beaucoup, se réduit à une relation de randonnée pédestre plus ou moins difficile. Son intérêt profond est ailleurs : il est dans l'étude de l'organisation d'une société pour faire face à une situation de crise violente ; dans l'intelligence politique et stratégique d'une direction ou de cadres capables de saisir les vulnérabilités de l'adversaire, d'entraîner les populations, de créer les conditions de la durée. A cet égard, j'ai beaucoup appris avec Amilcar Cabral et, plus encore, avec les Vietnamiens. Très peu ailleurs. J'ai retrouvé, avec les combattants du Front populaire pour la libération de l'Erythrée (F.P.L.E.), les mêmes qualités que chez les Vietnamiens. Le statut du visiteur a son impor-

tance. J'ai presque toujours eu le privilège d'être accueilli en ami, ou du moins avec sympathie.

En matière de risques, ceux-ci sont très variables selon les guérillas et les périodes dans chacune d'entre elles. Ils sont par exemple très faibles en Afghanistan parce que, jusqu'à présent, il n'y existe pas de contre-insurrection systématique. Le hasard, certes, est toujours présent, et c'est à un jeune moudjahid afghan que je dois de n'avoir pas marché, en octobre 1980, sur une mine soviétique antipersonnelle. A l'inverse, les risques étaient élevés en Guinée-Bissau où nous avons été fréquemment bombardés (le baptême du feu est surtout un choc sonore), dont deux fois suffisamment près pour perdre des compagnons de route. La chasse nous a également été donnée par des unités aéroportées. Les bombardements de B52 américains au Nord-Vietnam étaient intensifs et des gens, civils et militaires, sont morts à proximité du trou individuel où je m'abritais, dans un village de la province de Thai Binh, en novembre 1967. Les guérillas latino-américaines des années soixante étaient dangereuses en raison de leur manque d'organisation et de sérieux.

En dehors des parasitoses ou des fièvres contractées en zones tropicales (les guérillas physiquement les plus dures sont celles des forêts tropicales en saison des pluies), les risques en pratique sont donc relativement limités. Quant au maniement des armes, l'observateur-participant n'a pas à s'en servir sauf

quand il faut rompre un encerclement où il n'y a plus, pour ceux d'en face, que des cibles.

Nous avons démontré, dans l'*Atlas stratégique*[1], à quel point l'européocentrisme des planisphères n'était que la survivance d'une époque révolue. Cette convention graphique qui, à l'époque où l'Europe dominait le monde, reflétait un état de fait n'était plus, depuis plusieurs décennies, qu'une habitude traduisant la paresse intellectuelle. Il en est de même d'une pensée stratégique où, en dehors de quelques théoriciens du nucléaire, on tourne à vide sans tirer les conséquences des luttes armées d'aujourd'hui : quelques guerres classiques, une quantité considérable de guérillas et un développement d'actions à caractère terroriste. Guérillas, opérations d'intervention rapide, combats urbains, terrorismes, guerre psychologique, bref les stratégies indirectes sont plus que jamais à l'ordre du jour, sans qu'on ait toujours bien assimilé les expériences d'hier ni adapté le savoir aux innovations d'aujourd'hui. C'est à ces questions que ce bref ouvrage cherche à répondre.

1. G. Chaliand, J.-P. Rageau, *Atlas stratégique*, Paris, Fayard, 1983.

Introduction

# LA BOÎTE A OUTILS

A l'époque de l'expansion coloniale, des troupes européennes, peu nombreuses, conquièrent et contrôlent la majeure partie de l'Asie et de l'Afrique. Moins d'un siècle plus tard, des guérilleros, souvent en nombre limité, parviennent à tenir en échec des armées occidentales. Comment cette mutation s'est-elle opérée ?

Certes, l'avance technologique explique en grande partie les conquêtes : les succès initiaux sont rendus possibles grâce au steamer, aux télécommunications, au monopole de la mitrailleuse, aux préventifs contre la malaria. Mais peut-on dire que l'Occident, au cours de ce siècle, ait perdu son avance technologique ? En fait, à moins de vouloir déboucher sur l'attaque frontale comme à Dien Bien Phu, la guérilla (ou la guerre révolutionnaire) n'a pas besoin d'atteindre, en matière d'armements, le niveau global de l'adversaire.

Cependant, le problème de fond n'est pas là. Quelle que soit sa supériorité technologique, ce n'est

pas elle qui constitue l'essence de la supériorité de l'Europe au XIX^e siècle. Ce qui explique la subjugation des colonisés, c'est la supériorité *conceptuelle* des Blancs à ce moment de l'histoire. Il faudra, aux colonisés et semi-colonisés (Japon excepté), deux à trois générations pour combler le gros de ce retard : c'est-à-dire pour retourner contre les Européens leurs propres armes, leur outillage conceptuel.

La poussée coloniale occidentale est, spatialement, considérable : poussée de l'impérialisme russe vers le Caucase, l'Asie centrale, le Turkestan chinois, la Mandchourie ; poussée des Etats-Unis vers le Mexique (ainsi que Porto-Rico, les Philippines, etc.) ; poussée de l'Europe vers l'Asie et l'Afrique. La Chine elle-même est obligée de s'ouvrir.

Le bilan du colonialisme est ambigu. Une vue historique du phénomène requiert de nuancer son caractère oppressif et exploiteur par l'introduction d'éléments essentiels de la modernité. La révolution intellectuelle et scientifique qui prend forme au siècle des Lumières bouleverse l'Europe, et certaines de ses innovations conceptuelles s'étendent à l'ensemble du monde, à commencer par le nationalisme moderne.

La mission civilisatrice n'était évidemment pas la cause et le but de l'expansion coloniale. Toute société vit dans l'hypocrisie, hormis peut-être, à certains égards, les sociétés despotiques classiques qui n'avaient besoin d'aucune justification, sinon la légitimité de la force. Partout, le hiatus entre les discours, les déclarations, les programmes, les projets

et les faits, est patent (bien que le fossé soit infiniment moins grand dans les sociétés démocratiques).

Les exactions de l'époque coloniale sont bien connues : traite et esclavage, décimation des populations indiennes (tant au nord qu'au sud du Rio Grande, et cela jusqu'en Argentine), désagrégation des populations du Pacifique sud, atrocités commises en Chine (1840) ou dans le Sud-Ouest africain (1905-1907).

Il est bon de se souvenir que, dans le pays le plus démocratique du monde, les Etats-Unis, l'esclavage a été aboli il y a un peu plus d'un siècle et les lois discriminatoires à l'égard des Noirs en 1954, l'égalité des droits politiques n'étant juridiquement acquise qu'au début de la décennie 1960, il y a une vingtaine d'années à peine.

Quant aux sociétés asiatiques et africaines, elles étaient toutes dirigées par des souverains et des chefs traditionnels, c'est-à-dire despotiques et détenant le monopole absolu du politique[1]. Les sujets vaquaient à leurs affaires. L'esclavage était la norme. L'empire ottoman, l'empire mandchou, les principautés indiennes, les sultanats malais étaient corrompus, oppressifs et décadents. Le « communalisme » du village africain charriait ses superstitions, ses guerres tribales, son esclavage, etc.

Lorsque l'Europe s'abat, en cette seconde moitié

1. *Cf.* le remarquable ouvrage de R. Emerson, *From Empire to Nation. The Rise of Self Assertion of Asian and African People,* Harvard University Press, 1960 ; Boston, Beacon, 1962.

du XIX^e siècle sur les mondes asiatiques et africains, il s'agit, pour ces sociétés, y compris les plus avancées et notamment pour celles qui avaient une longue tradition étatique, d'un modèle conceptuellement incompréhensible. La réaction première des sociétés traditionnelles fut un refus crispé et xénophobe et un repli vers les valeurs traditionnelles, notamment religieuses. Partout, dans les sociétés à tradition étatique, la réaction est la même.

La Chine, avec la guerre de l'opium (1840) est vaincue par la Grande-Bretagne. Contrainte d'ouvrir ses portes, elle garde cependant confiance dans la supériorité de sa culture, mais, progressivement, au fur et à mesure des humiliations imposées par les armes des puissances européennes, les mandarins s'inquiètent de la faiblesse de la Chine. Ils pensaient toutefois que la supériorité occidentale se bornait à une avance scientifique et technique[1]. De jeunes Chinois furent envoyés en Europe et aux Etats-Unis pour étudier les sciences. Ailleurs, les efforts déployés par Mohamed Ali en Egypte ou par l'empire ottoman pour assimiler seulement les instruments militaires et techniques de l'Occident tout en continuant à penser selon la tradition se révélèrent vains.

Il devint peu à peu évident que, pour sauvegarder son identité, il fallait non seulement conserver des liens profonds avec le passé, mais aussi acquérir une

1. *Les manifestes de Yen Fou,* traduits et présentés par François Houang, Paris, Fayard, 1977.

certaine maîtrise des conceptions, des idées, des institutions qui avaient contribué à façonner l'Occident moderne.

Seul le Japon (dont le trône était occupé par une dynastie locale), fut en mesure de répondre au défi du péril blanc. Par une révolution opérée d'en haut par des samouraïs de second rang, le Japon, grâce en partie à son insularité et à sa cohésion ethnique et sociale, procéda à marche forcée aux mutations indispensables. Révolution élitiste qui maintient le peuple dans l'obéissance, elle pose néanmoins la question du pourquoi de la supériorité occidentale. Cependant, en 1932, les approches hésitantes vers la démocratie sont balayées par les contrecoups de la crise économique mondiale et la montée d'un ultra-nationalisme. Ce sont la défaite de 1945, l'occupation américaine et la Constitution imposée par Mac Arthur qui instaurent la démocratie.

En 1894, la Chine est défaite par le Japon. Cette défaite est un choc considérable et traumatise les milieux lettrés. Passe d'être battue par la Grande-Bretagne ou par la France (1884), mais l'être par le Japon constituait un désastre. Il devenait urgent de se ressaisir. Les réponses fournies jusqu'alors paraissent inadéquates. Certains cherchent à dégager un « vrai » confucianisme, non point tourné systématiquement vers le passé, mais ouvert au progrès. La percée conceptuelle la plus originale est cependant celle de Yen Fou qui, en 1895, un an à peine après le désastre, cherche dans ses quatre « manifestes » à trouver les

clefs de la puissance de l'Occident. Yen Fou constate que la monarchie est impuissante contre l'étranger, despotique à l'égard du peuple, que l'administration est sclérosée par un mandarinat souvent corrompu et figé dans la suffisance tout en ignorant tout du monde extérieur. Yen Fou « introduit en Chine l'idée d'un progrès indéfini dont le moteur est la lutte au lieu d'une conception cyclique qui privilégie le culte du passé[1] ».

Le passage à la modernité considérée comme autre chose que l'absorption de techniques militaires ou scientifiques a partout été malaisé.

L'empire ottoman, par exemple, qui continue grâce à la rivalité anglo-russe de survivre après 1878, ne parvient pas à opérer la mutation. L'adoption des techniques militaires allemandes ne suffira pas à effectuer un redressement. La révolution jeune turque, résultat de la crise intellectuelle, malgré son désir de modernisation, ne saura pas adapter l'empire ni dégager une idéologie nouvelle viable — après avoir hésité entre ottomanisme (un empire de musulmans) et pantouranisme (un empire pour tous les Turcs jusqu'en Asie centrale). Finalement, Mustapha Kemal sauvera du désastre le pays en créant la Turquie moderne sur le modèle européen, celui de l'Etat-nation.

Le processus le plus complexe consiste à assimiler, au cours de quelques générations, le noyau concep-

1. F. Houang, *op. cit.*

tuel qui a été élaboré par l'Europe entre la fin du XVIII^e siècle et le XIX^e siècle. Idées entièrement nouvelles, révolutionnaires, et difficilement applicables telles quelles, sans préconditions [1].

La découverte de la boîte à outils qui recèle les instruments permettant d'accéder au secret de la supériorité et de la puissance occidentales, demande aux élites coloniales et semi-coloniales un effort qui s'étend sur à peu près un demi-siècle.

Que s'agit-il de découvrir ? Le nationalisme tout d'abord, cette idée neuve. L'arrogance impériale et la discrimination raciale vont y aider ; elles seront à la source des nationalismes humiliés des colonies et semi-colonies.

« Le tiers monde n'est pas un. Il est composé de peuples formés par des cultures très différentes à des niveaux variés de développement technique, économique et culturel. Mais, dans les quelque cent cinquante dernières années, à des moments différents de l'évolution de ces peuples, placé dans des conditions nouvelles, celles d'une situation d'humiliation et de soumission communes vis-à-vis d'un seul dominateur : l'Occident européo-américain, il est passé par une même rupture. Je proposerais de l'appeler la fin de la résignation. (...)

« Mais l'Europe, en même temps qu'elle appesantissait son talon de fer sur les peuples et les conti-

1. Le noyau dur de ces conceptions restant : la démocratie, l'esprit critique, le droit à la libre recherche, etc.

nents, montrait aussi autre chose. C'était le pays exécré de l'oppresseur. Mais, à un moment ou à un autre, on y découvrait aussi un modèle de libération, voire plusieurs. Aux élites, courbées sans espoir devant le despotisme, l'Occident montrait un modèle de gouvernement sur lequel les intérêts et les aspirations de tous les sujets pouvaient institutionnellement faire sentir leur action. A tous ceux qui s'abîmaient depuis tant de siècles dans l'approbation conformiste, il donnait l'exemple d'un monde où la contestation était perpétuelle. Au fur et à mesure que se dévoilait cette face du monde occidental, on comprenait que la lutte pour un Etat ou une société meilleurs était possible. L'espérance renaissait.

« La situation d'oppression et d'humiliation commençait à être analysée. D'abord, dans les cadres traditionnels. Le succès de l'Occident n'était-il pas dû à sa religion, dont il se faisait si souvent un drapeau ? Ne fallait-il pas combattre mieux qu'on ne l'avait fait cette religion ou au moins rénover la sienne sur son modèle, emprunter au moins ses méthodes ? On alla jusqu'à intégrer une partie de ses dogmes, à créer des " hérésies coloniales ", des mouvements religieux syncrétistes. Et puis, on se demanda si l'analyse ne devait pas être plutôt politique. Ne devait-on pas plutôt utiliser les méthodes de lutte politique de l'Occident ? se rallier à ses formules de gouvernement ? La grande idéologie européenne du XIX^e siècle, le nationalisme, fut en tout cas reprise. Elle fournissait un cadre idéologique parfaitement

adéquat à la grande révolte contre l'Europe qui fourbissait ses armes[1]. »

Contrairement aux idées reçues dans les écoles de la III^e^ et de la IV^e^ République, le nationalisme moderne est une conception très récente[2]. Avec la Révolution française, pour la première fois, l'idée qu'une nation a des « droits naturels » et que la nation légitime l'Etat est formulée comme une proposition à valeur universelle[3]. Cette idée révolutionnaire se répand en Europe au cours du XIX^e^ siècle. La révolution signifie que si les citoyens (non les sujets) d'un Etat n'approuvent plus l'organisation politique de leur société, ils ont le droit et le pouvoir de la remplacer par un meilleur système. L'idée que les hommes possèdent des « droits naturels », qu'ils puissent être nés égaux en droit, est d'une singulière nouveauté.

Aujourd'hui encore, cette idée qui passe en Occident pour aller de soi est absurde pour un nombre considérable de sociétés à héritage despotique. *C'est au contraire l'idée que l'inégalité est dans la nature des choses qui est évidente dans les sociétés traditionnelles.*

1. M. Rodinson, « Marxisme et tiers monde » *in Marxisme et Monde musulman,* Paris, Le Seuil, 1972.

2. En 1864, un bon tiers des Français ne comprend pas le français (E. Weber, *La Fin des terroirs,* Paris, Fayard, 1983). *Cf.* E. Kedourie, *Nationalism,* Londres, Hutchison University Library, 1960.

3. La déclaration d'indépendance des Etats-Unis est faite (de même que les autres formulations américaines) en termes de droits naturels des individus, non en termes de droits des nations, telle qu'elle circule au XIX^e^ siècle.

Les idées novatrices de la Révolution française se répandent en Europe avec les armées napoléoniennes. La création de l'Etat-nation va devenir peu à peu le but à atteindre partout en Europe. L'éveil national des élites allemandes s'opère après le désastre prussien d'Iéna (1806). La génération de Herder, Fichte, Gneisenau, Scharnhorst, Clausewitz, trouve en Napoléon l'exemple et l'adversaire.

Le Congrès de Vienne (1815) nie la nouvelle légitimité de la nation. Un siècle plus tard, l'empire autrichien mourra de ce refus.

Depuis que la Révolution française apporta le défi de la nation en armes, les régimes non démocratiques en Europe ont été confrontés à un dilemme : comment avoir le soutien populaire et conserver le monopole du pouvoir et des privilèges. En Russie, la tradition despotique a permis, jusqu'à la Première Guerre mondiale, de ne pas poser ce genre de dilemme. Ailleurs, les élites ont voulu profiter de la révolution nationale démocratique sans avoir à payer le prix de la révolution.

Unité nationale et indépendance sont les thèmes centraux de l'Occident au XIX^e^ siècle. Les modèles sont les patriotes luttant pour leurs droits et leurs peuples, tels Kossuth ou Garibaldi. Quant aux idées, elles sont puisées pêle-mêle chez Rousseau, Burke, Fichte, Mazzini, etc.

Avec l'introduction de l'idée de nation au tournant du siècle pour les sociétés d'Asie les plus avancées (seule l'Egypte par ailleurs possède des élites de ce

niveau), un problème très ardu se pose aux minces élites qui, ici et là, ont pris la mesure du retard historique de leur société : comment faire émerger la conscience nationale ?

Les divers concepts que les élites des pays asiatiques puis africains devront assimiler avant de les retourner contre l'Europe afin de s'affranchir sont, en dehors du nationalisme, idéologie majeure du XIX^e siècle européen, assorti du modèle unique de l'Etat-nation : l'idée de république (révolution chinoise mettant fin à la dynastie mandchoue, 1910 ; révolution jeune turque de 1908, etc.) ; l'idée de parti : l'allégeance ne va plus automatiquement au souverain ou à son représentant, mais au parti porteur d'un programme dans lequel s'expriment les aspirations des élites et (potentiellement au moins) du peuple (tel le parti du Congrès indien, le Wafd égyptien, etc.).

Après la réaction de refus, qui se traduit par un repli sur l'idéologie religieuse ou la morale traditionnelle, on assiste partout dans le monde afro-asiatique, dans certaines couches sociales urbanisées, aisées et partiellement déculturées, à une phase d'acceptation de la supériorité occidentale assortie de manifestations d'auto-humiliation. Une fraction des élites nouvelles a honte du bas niveau et de l'arriération de leurs propres masses. Mais cette phase ne dure pas très longtemps. D'autres éléments nationalistes plus radicaux apparaissent et, au nom de l'identité et de la dignité, reprennent la lutte.

Entre-temps, le système colonial a disloqué l'économie traditionnelle, introduit là où elle n'existait pas l'appropriation privée de la terre, suscité des couches sociales nouvelles.

L'ère des grandes révoltes traditionnelles du type révolte des Boxers, rébellion indienne de 1857 (appelée The Indian Mutiny) est révolue. Une autre génération apparaît, celle des Sun Yat Sen en Chine, des Gandhi en Inde. C'est l'époque de la Première Guerre mondiale. Bientôt, les élites qui prennent le relais sont presque toujours des hommes ayant une connaissance assez approfondie de l'Occident, de ses mécanismes et idées.

C'est l'assimilation de cet outillage qui permet l'affranchissement, la reconquête de l'identité et permet d'aborder la phase de la construction de l'Etat. L'Europe donc diffuse, bon gré mal gré, ses conceptions majeures : l'Etat-nation ; l'idée que tout ce qui n'est pas autogouvernement est servitude. Il n'est plus possible, dans les grandes sociétés à tradition étatique comme la Chine, d'ignorer ces nouveaux barbares ou de les sous-estimer ; pas possible comme en Islam d'attendre que passe l'orage en s'accrochant à l'idéologie religieuse.

Après la Première Guerre mondiale, le domaine colonial n'enregistre plus que des accroissements mineurs : mandats britanniques et français sur le Proche-Orient (1920) ; colonisation par l'Italie de la Libye (1922-1932) et, plus tard, de l'Ethiopie (1935) ; accroissement de l'empire japonais (1937).

En 1918, le président américain Wilson proclame le droit à l'autodétermination. Ce principe, bien qu'universel, fut appliqué seulement à l'Europe centrale — et à l'Arménie. C'est à cette époque que sur le démembrement de l'empire des Habsbourg s'érigent des Etats-nations : Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne, etc., tous plus ou moins grevés de complexes problèmes de minorités. A la conférence de Paris, à l'exception des mandats, les problèmes coloniaux jouèrent un rôle insignifiant.

Jusqu'au début du siècle, les théories darwiniennes paraissent apporter une justification à caractère scientifique fondée sur un ordre des choses où la supériorité des Blancs était évidente et justifiée tant sur le plan de la théorie que de la morale. Wilson préconise que les doléances des colonisés soient prises en compte ; rien de plus. Mais en fait, quelles que soient les quelques grandes voix isolées exprimant le rejet de la servitude (et qu'on reconnaît aujourd'hui comme les pères-fondateurs du nationalisme moderne), les colonisés eux-mêmes ne sont ni conscients ni, à plus forte raison, mobilisés. L'immédiat après-guerre ne voit que l'ébauche des premières manifestations qui aboutissent un quart de siècle plus tard (après une nouvelle guerre mondiale) au mouvement d'émancipation impérieux qui se fera alors jour.

Le Congrès de Bakou se tient en 1920 et n'est pas dû à une initiative asiatique, mais à celle de bolcheviks russes. Seul à cette époque, devant l'urgence de la crise et la montée des périls, Mustapha Kemal (et,

un peu plus tard, Ibn Seoud), grâce à une vieille tradition étatique et militaire, parvient à arracher la Turquie à la domination étrangère (1922).

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la promulgation du principe du droit à l'autodétermination n'eut pas d'impact immédiat sur le développement du nationalisme des colonisés, ce qui montre bien le retard, à l'époque, de l'écrasante majorité des élites colonisées.

Ce principe, selon lequel les nations peuvent déterminer librement leur destin, est à la fois proclamé par l'Américain libéral Wilson et par le bolchevik russe Lénine. Le nouveau régime se sert d'ailleurs de ce principe pour inciter les peuples colonisés à secouer le joug de l'impérialisme. Bien que des partis communistes apparaissent ici et là timidement (Chine : fondation en 1921 d'un parti communiste avec douze membres initiaux ; Egypte : création d'un éphémère parti communiste en 1921 ; Vietnam, 1925, etc.), le Congrès de Bakou, où sont présents une majorité de turcophones, est sans grandes conséquences. Il a lieu trop tôt dans le siècle.

L'application du principe de l'autodétermination dépendait totalement des élites et des groupes prêts à s'en servir. Au début, les élites sont très réduites et complexées, mais peu à peu les idées séditieuses circulent et prennent consistance.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, il y a une vague de révoltes coloniales, mais celle-ci demeure modeste. Il ne s'agit plus de cette première

phase de guerre de résistance à la conquête mais déjà de l'ébauche d'un défi à l'ordre colonial. Les concessions en Chine ne sont plus acceptées comme allant de soi ; en Afghanistan (en 1919), Amenullah libère le pays de la dernière tutelle britannique (celle qui régissait les rapports extérieurs du pays) ; au Maroc, a lieu la guerre du Rif (1925-1927) ; il y a des insurrections armées en Birmanie, en Indonésie (1926-1927), au Vietnam (1930), en Syrie pour rejeter le mandat français. L'Inde, en marge d'actes terroristes sporadiques, connaît un mouvement original, animé par le Congrès national indien et Gandhi. Tandis que la Grande-Bretagne use de retenue, s'efforce d'être fidèle à ses idéaux libéraux, Gandhi, remarquable tacticien de la non-violence, exerce une pression politique et mobilise peu à peu les masses indiennes au point de faire la quasi-unanimité.

La fin de la Première Guerre mondiale est le signal de la naissance de l'idée nationaliste qui mûrit véritablement après 1945. Si la circulation des idées paraît lente à l'échelle de l'impatience légitime de petits groupes d'activistes d'avant-garde, celle-ci, à l'échelle d'une période historique relativement brève, semble avoir une diffusion rapide. Il faut tenir compte du degré de conscience initial des masses qu'une série d'événements et de slogans nouveaux mobilisent jusqu'à prendre le risque de la répression la plus sévère.

Le problème des sociétés colonisées ou semi-colonisées face à l'impact formidable de l'Occident

est de se resituer, elles, et leur culture. Processus relativement facile pour la Chine, avec son épaisseur culturelle et en raison du fait qu'elle n'a pas été occupée, sinon très partiellement. D'autre part, la Chine ne s'est guère posé de problèmes d'identité au cours de son histoire, protégée par un tranquille complexe de supériorité. Cette récupération est plus compliquée pour l'Inde, occupée, divisée en hindouistes et musulmans, et représentant davantage une civilisation qu'un Etat. Et elle est beaucoup plus délicate pour les sociétés arabes dans lesquelles le recours au religieux ne comble pas toujours le sentiment d'humiliation né d'un passé glorieux. Très difficile pour les Africains coincés entre panafricanisme, négritude et traditions peu adaptées aux nécessités des temps modernes.

Ce passé, ou des fragments de ce passé, est d'ailleurs lui-même restitué par l'Occident et cette science aujourd'hui décriée : l'orientalisme. Quels que soient les aspects « colonialistes », de cette science, elle a aussi restitué aux sociétés d'Asie de larges pans d'un passé parfois oublié et souvent méconnu. Déjà, l'Europe occidentale avait fait redécouvrir aux Grecs ottomanisés la Grèce classique.

Le rejet de l'Occident dont l'arrogance impériale est une constante humiliation est le fait de nouvelles élites urbaines : ces élites sont les plus exposées au racisme et les mieux armées pour réagir puisqu'elles ont, au moins partiellement, compris les idées et concepts occidentaux. Ces élites ressentent dans la vie

quotidienne l'infériorisation inhérente au statut colonial et le fait d'être toujours, à un certain degré, des citoyens de deuxième classe. Tous les mouvements véhiculant les idées du nationalisme moderne [1] sont nés dans les villes. L'agitation paysanne traditionnelle est toute différente. Ce sont les griefs locaux qui sont ressentis à un moment donné comme intolérables et produisent, parfois, de brusques jacqueries. Ce sont aussi des révoltes pour conserver le mode de vie traditionnel face aux agressions extérieures. Mais à aucun moment, la paysannerie, par elle-même, n'a de projet, ni ne débouche sur une prise de conscience à l'échelle du pays ; la patrie reste régionalisée. Les aspirations et les buts poursuivis par les nationalistes d'avant-garde (une poignée d'hommes au début) ne concernent que fort peu ou pas du tout la paysannerie.

Les couches sociales qui vont diriger les mouvements nationaux ne sont pas, en tant que telles, les directions traditionnelles. Celles-ci sont vaincues et/ou collaborent. Ce ne sont ni les princes indiens, ni la majorité des mandarins issus de l'empire de la dynastie mandchoue, ni les sultans malais ou les chefs africains. A cet état de fait, il y a peu d'exceptions : le Maroc et l'Ouganda (Bouganda).

La colonne vertébrale du mouvement national est fournie par la petite bourgeoisie urbaine ou du moins

1. Sous-jacent au nationalisme, il y a le présupposé que l'Etat-nation est l'organisation naturelle et finale du monde. Et l'idée, porteuse des pires excès, que la nation passe avant tout et par-dessus tout.

une fraction de celle-ci. Cela n'empêche pas, parfois, les dirigeants d'appartenir à des couches sociales plus aisées. La caractéristique de ceux-ci étant presque toujours (l'exception la plus notoire étant Mao Ze Dong) d'avoir étudié ou connu l'Occident ou d'avoir été marqué par lui [1].

Par contraste, les pays qui conservent leurs élites traditionnelles sont ceux qui n'ont pas été colonisés : Yémen, Ethiopie, Afghanistan. Au Siam, l'aristocratie conserve le pouvoir. En Perse, Reza Shah, mis en place par les Anglais parvient dans l'entre-deux-guerres à mettre au pas les tribus mais ni l'aristocratie ni les propriétaires terriens.

Si la victoire japonaise de 1904, lors de la guerre russo-japonaise, avait été une date très importante en Asie orientale et avait porté vers le Japon des étudiants de nombreux pays, Chine comprise, fascinés par la perspective de comprendre par quels voies et moyens un pays asiatique avait pu vaincre une puissance européenne, l'exemple japonais n'avait pu être suivi. De toute façon, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la puissance de l'Occident reste intacte — après tout, la Russie tsariste était un pays arriéré, souvent perçu comme « semi-asiatique ». Toutes les insurrections de l'entre-deux-guerres, quel que soit leur degré d'organisation (et il y en eut de remarqua-

1. Sun Yat Sen est médecin ; Gandhi et Jinnah sont tous deux avocats ; Soekarno est ingénieur ; Bourguiba, avocat ; Jomo Kenyatta étudia à Londres, NKrumah aux Etats-Unis, Senghor à Paris, Nyerere à Edimbourg, etc.

bles comme celle d'Abd el-Krim au Maroc en 1925-1927) furent écrasées. A de rares exceptions près, ces guerres coloniales, menées par des troupes professionnelles, avaient le soutien des opinions publiques européennes. Le bien-fondé de la mission civilisatrice n'était pas remis en cause. Le colonialisme était dans l'ordre des choses. (La grande exposition coloniale de Paris date de 1931.)

Aucune des grandes puissances coloniales n'est en fait sérieusement inquiétée avant l'invasion japonaise en Asie orientale. L'impact des victoires japonaises, contre les Américains aux Philippines, les Hollandais en Indonésie, les Français en Indochine, les Britanniques en Malaisie, fut considérable. Ces victoires montraient que la dislocation de l'ordre colonial était possible, que les Blancs pouvaient être vaincus. L'incapacité démographique des Japonais d'occuper, en même temps que la Chine, l'ensemble des pays dont les Blancs se sont retirés ouvre aux peuples colonisés des perspectives qui leur étaient jusqu'alors interdites.

En Indochine et en Indonésie, l'intervalle entre la reddition des Japonais et l'arrivée des forces alliées permet aux mouvements de libération nationale de consolider leurs forces armées avant le retour des Français et des Hollandais.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le courant anticolonialiste est extrêmement actif en Inde, sous des formes non violentes, et, en 1942, aboutit au « Quit India », ce qui provoque l'emprisonnement de

Gandhi et la mise hors-la-loi du parti du Congrès. Mais la rupture est consommée et la fin de la guerre ne fera que l'entériner.

Au lendemain d'une guerre qui laisse l'Europe exsangue et marque de façon définitive la fin de son hégémonie, une dizaine d'années seulement nous sépare de la Conférence de Bandoeng, moment symbolique de l'émancipation et de l'autonomie politique du monde asiatique et bientôt africain.

Contrairement à la Ligue des Nations, créée au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Charte des Nations Unies mentionne de façon explicite le principe de l'autodétermination. Certes, on l'a vu, le principe avait déjà été explicitement formulé par le président Wilson et par Lénine. Mais les effets pour le monde colonisé en avaient été nuls. Théoriquement, personne ne s'oppose au principe de l'autodétermination, c'est-à-dire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais il est impossible de l'appliquer si un Etat s'y oppose. Cela est vrai, à la fois pour une colonie ou une minorité qui chercherait à faire sécession.

En fait, ce principe qui paraît évident est complexe : le siècle des Lumières déclare que les gouvernements doivent gouverner avec le consentement des gouvernés ; le XIX^e siècle ajoute que le gouvernement doit représenter la nation. Par conséquent, les nations ont le droit de posséder un Etat. C'est ainsi qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale les Etats

n'ayant pas une base nationale[1] sont considérés illégitimes.

Il s'est établi une mutation au cours du XIX^e siècle entre le fait que des individus doivent librement établir un gouvernement qui les dirige et le fait que c'est le « droit naturel » des nations de créer leur propre Etat.

En fait, c'est le droit à l'autodétermination qui s'exprime depuis la Révolution française sous des formes différentes : nationalismes européens, autodétermination wilsonienne, décolonisations asiatiques et africaines, ethnonationalisme de minorités, etc.

L'apparition du nationalisme moderne marque non seulement la rupture, au moins pour l'Occident, avec un ordre de droit divin, remplacé par les « droits naturels » d'individus ou de nations, mais aussi le passage d'un monde où le référent était essentiellement religieux[2] à un monde où le référent national est presque toujours primordial. Si le facteur religieux a connu un déclin progressif en Europe à partir du moment où le nationalisme et la guerre nationale ont remplacé les guerres de religions, en Islam il reste fondamental non seulement parce que l'Islam a été l'idéologie de résistance durant la période coloniale, mais parce qu'il est à la fois « religion et cité » (*Dar we Dawla*).

1. Wilson dit des Empires centraux qu'ils dominaient « des peuples étrangers sur lesquels ils n'avaient pas de droit naturel de gouverner ».
2. Etre protestant ou catholique comptait davantage au XVII^e siècle qu'être français ou prussien.

La reconnaissance du droit à l'autodétermination comme droit de l'Homme par la communauté internationale encourage la décolonisation en Asie et en Afrique. Bien que cette idée ne fût pas nouvelle, l'esprit du temps s'était modifié, des élites nouvelles étaient apparues dans les pays colonisés et celles-ci, après la période de subjugation suivie par celle du complexe d'infériorité, cessent désormais de tolérer d'être gouvernées par l'étranger[1]. L'idée, caressée dans l'entre-deux-guerres, qu'il faut non seulement améliorer le statut colonial, mais aussi obtenir des réformes est abandonnée. La Seconde Guerre mondiale durant laquelle les Alliés ont combattu au nom de la liberté — et où les Japonais ont montré qu'il était possible de vaincre les Blancs — fait prendre conscience qu'on peut déboucher sur l'indépendance. En Asie, les temps sont mûrs. Bientôt, en une quinzaine d'années, ils le seront aussi en Afrique. Il s'agit d'expulser la domination blanche. Quant à l'Etat-nation, il est le seul modèle, l'unique outil (qu'il convienne ou non à la composition ethnique et religieuse des pays) pour remplacer la domination coloniale.

En fait, le principe de l'autodétermination est fondé sur le présupposé que l'Etat et la nation devraient coïncider.

Lorsqu'en 1945, les Nations Unies décrètent à San

1. Sur les aspects psychologiques de la colonisation, voir A. Memmi, *Portrait du colonisé* suivi de *Portrait du colonisateur,* Paris, Corréa, 1950.

Francisco « le respect pour le principe des droits égaux et l'autodétermination des peuples », s'agit-il d'un principe qui doit être respecté ou d'un droit ? De toute façon, le droit à la sécession est exclu [1].

En 1952, les Nations Unies proclament une Déclaration des Droits de l'homme : « Tous les peuples et toutes les nations disposent du droit à l'autodétermination, à savoir du droit de déterminer librement leur statut politique, économique, social et culturel. » Mais l'autodétermination n'est pas un droit qui trouve sa place en loi internationale. Le droit de disposer du territoire national est un attribut de la souveraineté de chaque Etat. Dans les faits, le droit à l'autodétermination est laissé, soit au bon vouloir du dominateur, soit au recours à la force. A la limite, il s'inscrit dans le fil d'une tradition qui remonte explicitement aux Lumières : le droit à la révolte contre un gouvernement perçu comme illégitime en cela qu'il ne répond pas ou plus aux aspirations des gouvernés.

Dans la pratique, le mouvement de libération des peuples d'Asie et d'Afrique a dû, pour s'arracher à la domination européenne, assimiler les idées et conceptions de l'Europe moderne, à commencer par le nationalisme. Il n'était possible de vaincre qu'en se mettant à l'école de l'Europe. L'aspiration, celle de

1. A cet égard, la Déclaration des droits des peuples, le 4 juillet 1976 à Alger, est une législation autrement avancée.

déboucher sur la proclamation d'un Etat-nation, était aussi un modèle européen.

Deux problèmes se posent à cet égard :

1) La structure étatique tracée par le colonisateur (particulièrement en Afrique) dérivait rarement du passé et ne coïncidait qu'accidentellement avec un groupe ethnique homogène ou plus ou moins homogène. L'autodétermination est-elle un principe applicable aux seules majorités ? La constitution d'Etats-nations dans le monde afro-asiatique a eu pour effet qu'un peu partout les minorités ont été discriminées et/ou opprimées.

2) L'essence de la contribution occidentale des temps modernes, la démocratie, le respect des droits de l'Homme à l'intérieur au moins de la nation, n'a pas été assimilée. La liste des Etats en Asie, en Afrique et en Amérique latine qui pratiquent une forme à peu près reconnaissable de démocratie au sens où elle est entendue en Occident, est brève. Le parlementarisme qui fut, entre les deux guerres, considéré comme une institution symbolisant aux yeux des élites colonisées ou sous mandat un des attributs de la modernité, est écarté avec mépris par des dictatures bâtissant l'Etat. A cet égard, il y a régression dans les aspirations des élites d'Asie et d'Afrique. L'exercice de la liberté paraît trop souvent plus difficile que subir la tyrannie [1]. On repousse avec

1. Le nombre des démocraties (relatives) augmente en Amérique latine depuis quelque temps.

mépris des institutions garantissant les libertés sous prétexte que les masses n'y sont pas intéressées.

Il est vrai que les préconditions manquaient cruellement dans des sociétés dont l'héritage est, presque toujours quand elles ont connu l'Etat, le despotisme classique, suivi de la domination coloniale. Mais tout n'est pas la faute du colonialisme comme on le prétend trop souvent. Des élites, si le mot n'est pas trop fort dans certains cas, se sont accaparé le pouvoir et l'exercent avec cynisme et inculture.

Il est exact que le manque de tradition démocratique constitue, à un moment donné, un handicap, de même que le bas niveau économique et l'arriération. Peut-être, cependant, sont-ils des handicaps moins importants que l'absence de tradition critique. Dans ces pays, le monde est perçu comme fondamentalement hiérarchique et inégalitaire. Ce qui autorise les manifestations de despotisme des nouvelles élites et la rigide stratification sociale où l'indépendance, en définitive, n'a profité qu'à quelques couches réduites. A l'inverse du mythe américain qui privilégie la liberté et une vision d'égalité des chances pour tous dans un pays où tout, en principe, est possible, les sociétés traditionnelles et les régimes qu'elles ont produits (quelle que soit leur idéologie proclamée) n'incitent pas à combattre l'autorité ou à encourager la mobilité.

Dans le despotisme classique, comme par exemple dans l'empire ottoman, l'autorité était hors de portée des sujets. On pouvait se plaindre (discrètement) de

son peu de commisération comme on se plaint de la fatalité. L'autorité restait immuable. Le style de semi-démocratie républicaine créé par Mustapha Kemal ne pouvait qu'en conserver de larges traits jusqu'à aujourd'hui.

L'histoire a connu d'innombrables révoltes, quasiment toujours réprimées, notamment paysannes, issues spontanément d'une situation ressentie comme intolérable. Mais jamais les paysans n'ont eu l'idée (et ils ne pouvaient pas l'avoir) qu'ils pouvaient avoir des droits. Dans les faits, toutes les conceptions et les idées évoquées ici et produites, il y a peu, par l'Occident sont d'une extrême nouveauté. Bien des élites, ou pseudo-élites, d'Asie, d'Afrique — et d'Amérique latine — n'ont nullement intégré l'idée que les hommes (et les femmes) sont des êtres égaux en droit. Cette idée, pour certaines couches dirigeantes, est même grotesque. La force continue d'être l'unique mesure des rapports entre l'Etat et ses sujets désormais dénommés citoyens sans qu'il y ait aucun des attributs de la dignité et des droits du citoyen et de la citoyenne, ni de conception d'une société civile.

Il est vrai aussi que les masses, une fois mobilisées dans l'exaltation nationaliste, religieuse ou révolutionnaire, semblent plus à l'aise avec un gouvernement qui leur dit ce qu'il faut faire plutôt que d'exercer la liberté du choix. L'apathie et la passivité existent. Mais cela tient aussi à la médiocrité et la complaisance, sinon la lâcheté, des couches éclairées. Le problème essentiel de la démocratie, et plus

précisément d'une démocratie minimale, reste posé pour la plupart des pays afro-asiatiques, et une bonne partie de ceux d'Amérique latine. Il n'est pas escamotable à long terme, quelle que soit l'idéologie du régime. Ceci n'empêche évidemment pas la tyrannie, les despotismes et les grands défoulements collectifs ainsi que le totalitarisme d'avoir devant eux du temps, et des possibilités de retour.

1re partie

# GUERILLAS

*Comprendre l'autre et ne pas faire ce qu'il attend de vous.*

SUN TZU

*Apprendre de l'ennemi.*

HORACE

L'origine du terme de *guérilla* — petite guerre — remonte au soulèvement espagnol contre l'occupation napoléonienne (1807-1812). En tant que technique, la guérilla est immémoriale, mais alors que de nombreux traités sont consacrés, de la Chine à la Grèce en passant par Rome et Byzance, à l'art de la guerre, il faut attendre le début du XIX^e siècle pour que soient publiés, tant en français qu'en allemand surtout, les premiers traités de guérilla [1]. En effet, l'importance de la saignée infligée aux armées napoléoniennes n'échappe à personne et pose problème à quelques-uns. Trois autres événements, mineurs par rapport à l'Espagne, la Vendée, le Tyrol (insurrection contre les troupes napoléoniennes) et la guerre des partisans en Russie, augmentent l'intérêt porté à la guérilla.

On attribue à la guérilla espagnole (il ne faut cependant pas sous-estimer l'importance des forces classiques de Wellington) la mise hors de combat de

1. Voir bibliographie.

400 000 à 500 000 soldats français, soit beaucoup plus que durant toutes les campagnes contre la Prusse et l'Autriche, et presque autant qu'en Russie.

Le rôle des partisans russes de 1812 est moins important ; cependant ils furent efficaces pour accroître les difficultés de ravitaillement de Napoléon, et pour décimer les arrières.

D'où provient, à ce moment de l'histoire, cette multiplication des guérillas et leur relatif succès ? Faut-il l'attribuer à l'idéologie du nationalisme ? En fait, le nationalisme moderne n'est pas intégré encore ni par l'Espagne, ni par la Russie. En Allemagne même, les nationalistes ne sont qu'une poignée. Ce sont des paysans qui se battent, tant au Tyrol qu'en Espagne, et si le patriotisme existe, la lutte s'explique d'abord par la défense de leurs moyens d'existence.

En effet, comme le signale Camille Rougeron [1], « les deux transformations profondes qui sont à l'origine de la vulnérabilité des armées modernes à la guérilla sont l'importance du matériel et l'accroissement des effectifs ». La Révolution française inaugure la levée en masse ; les troupes qui jusque-là vivaient sur leurs magasins se mettent à vivre sur le pays (chose tout à fait possible dans des pays relativement riches comme l'Italie ou l'Europe centrale, mais problématique en Espagne et en Russie [2]).

Les troupes françaises, malgré un matériel plus

1. C. Rougeron, *La Prochaine Guerre*, Paris, Berger-Levrault, 1948.
2. Vivres et fourrages sont achetés par l'intendance et payés comptant.

important (l'artillerie double d'importance) et grâce à la suppression des convois de nourriture — contre un adversaire fidèle à l'ancien système — deviennent plus mobiles et sont moins tenues de défendre leurs lignes de communication. Mais cette dépendance à l'égard des possibilités d'approvisionnements locaux, qui n'avait pas d'inconvénients en pays riche, devient un handicap en Espagne, où les paysans refusent de vendre ou de laisser prendre le peu qu'ils ont, et en Russie où, l'hiver, il n'y a plus rien. Clausewitz, qui suivait les opérations du côté russe, a fait une démonstration indiscutable de l'imprévoyance de Napoléon préparant une expédition ; des approvisionnements constitués dans les villes au cours de l'avance auraient sauvé la Grande Armée pendant sa retraite [1].

Le livre de Le Miere de Corvey, *Des partisans et des corps irréguliers,* est une des contributions majeures à la théorie de la guérilla.

« Le but des corps de partisans est d'avoir toujours une force assez imposante pour inquiéter l'ennemi ; de pouvoir la porter partout où besoin sera pour le harceler sans cesse, le miner peu à peu, empêcher ses approvisionnements, détruire ses convois, les enlever, prendre ses dépêches, intercepter ses communications et surprendre tous les hommes isolés que l'on rencontre. Cette guerre bien faite, dirigée par un chef habile inspirera la terreur à l'ennemi ; il aura beau

1. Clausewitz, *La Campagne de 1810 en Russie.* Paris, 1900.

occuper les villes, comme il faut traverser des routes pour communiquer de l'une à l'autre, il sera assailli sur les routes ; il faudra qu'il soutienne un combat à chaque défilé ; il n'osera plus faire sortir une seule voiture sans escorte ; il fatiguera ses troupes, ne pourra se recruter, sera détruit peu à peu sans avoir jamais éprouvé une grande perte à la fois[1]. »

Après 1815, à l'exception de l'Italie (Garibaldi, 1860) et de la Pologne (1830-1831, 1863-1864)[2] ; la guérilla en Europe ne joue plus de rôle important. L'heure est aux insurrections urbaines : 1830, 1848, 1871, etc. L'accent d'ailleurs des penseurs politiques révolutionnaires de l'époque n'est pas mis sur la paysannerie, conservatrice, arriérée, mais sur le prolétariat.

En fait, la guérilla, à partir de la conquête de l'Algérie (1830) et jusqu'à la Première Guerre mondiale où tout le monde colonial est « pacifié », se déroule essentiellement en Asie et en Afrique. La caractéristique de toutes ces guérillas, qu'il s'agisse des longues résistances à l'avance russe au Caucase ou en Asie centrale, à celle des Britanniques en Inde, en Birmanie[3] ou en Afrique, des Hollandais à Java, des Américains aux Philippines (1898-1901), des Fran-

1. Le Miere de Corvey, *Des partisans et des corps irréguliers*, Paris, 1823.

2. Ainsi que de la guerre d'indépendance grecque (1821-1829), des guerres de succession carlistes en Espagne (1833-1840).

3. Sauf la première campagne d'Afghanistan.

çais en Indochine ou en Afrique de l'Ouest, est d'être finalement vaincues.

La seule défaite européenne à cette époque est une défaite dans le cadre d'une guerre classique : le désastre italien à la bataille d'Adoua (1896) contre les Ethiopiens.

Les Occidentaux, les Européens triomphent partout, grâce à un armement de meilleure qualité (la mitrailleuse est à cette époque l'arme décisive). Certes, des batailles, ici et là, ont été perdues : en 1879, par exemple, les Zoulous écrasent des régiments britanniques à Isandlawana. Il faudra une trentaine d'années aux forces britanniques et françaises pour soumettre les différentes résistances dans l'Ouest africain.

Des guerres particulièrement dures ont lieu : en Algérie avec Abd el-Kader en Algérie (1830-1847) ; en Afrique du Sud contre les Zoulous ; au Sud-Ouest africain (Morenga)[1] ; au Soudan contre les Mahdistes (1885-1898 — un mouvement messianique) ; Pathans de la NWF, 1897-1898 ; Philippines, 1899-1901 ; en Somalie avec Mohamed Abdille Hassan qui résiste durant plus de vingt ans aux Britanniques (1899-1920). Les résistances tant en Asie centrale qu'au Caucase (notamment celle du cheik Chamyl en Azerbaïdjan) sont âpres et se prolongent sur plusieurs décennies (1836-1859). Au début de la guerre du Rif,

1. H. Dreschler, *Süd West Africa unter Deutsche Kolonial Herrschaft*, Berlin, Akademic, 1966 (ouvrage ayant pour sources les archives impériales non publiées de la Reichkolonialarchiv, Potsdam).

Abd el-Krim parvient à infliger en 1921 un désastre national à Anval[1]. En Cyrénaïque, Omar Moukhtar tient tête dix ans aux Italiens (1922-1932).

René Pélissier[2] a, pour sa part, dénombré plus d'une centaine d'insurrections en Angola de 1840 à 1930 et au Mozambique de 1840 à 1918. Mais toutes ces résistances, parfois capables de remporter une bataille importante malgré la disproportion des moyens matériels (Gatling, 1862 ; Maxim, 1884), ne peuvent l'emporter. Elles sont toutes, sans exception, finalement réduites. C'est qu'en plus d'une supériorité militaire indiscutable, les guerres sont menées par des professionnels appuyés par un Etat et des opinions publiques convaincues du bien-fondé de la guerre et ne se posant aucun problème de conscience sur la finalité de la mission coloniale.

Pour l'Europe, et pour les stratèges occidentaux, la guérilla demeure à juste titre un phénomène marginal. Les théoriciens militaires majeurs de la période 1860-1930 s'intéressent à la guerre classique, à l'amélioration de la puissance maritime. Guerre de Crimée, Sadowa, Sedan, Première Guerre mondiale, peu de place au phénomène de la guérilla. On peut tout juste signaler les actions de francs-tireurs de la guerre de

1. 13 000 morts sur 60 000 soldats espagnols, face à 3 000 rifains. *Abd el Krim et la république du Rif,* Paris, Maspero, 1966 ; D. S. Woolman, *Rebels in the Rif,* Oxford, Oxford Univ. Press, 1969.

2. R. Pélissier, *Les Guerres grises,* La colonie du minotaure, Montamets, 78600 (2 vol.) Orgeval et *Naissance du Mozambique,* (2 vol.), Orgeval, 78630.

1870 et, au cours de la Première Guerre mondiale, l'action de Lawrence d'Arabie.

Durant cette période, les luttes de guérilla n'en continuent pas moins : mouvement des fedaï arméniens (1894-1908), mouvement macédonien (Organisation révolutionnaire interne macédonienne, O.R.I.M., 1919-1934, Todor Alexandrof Ivan Michailoff). Toutes ces luttes sont vaincues [1].

De même, en U.R.S.S., qu'il s'agisse de Makhno et de ses anarchistes ukrainiens, du contre-révolutionnaire Ungarn-Sternberg en Mongolie ou des « Basmachis » de l'émirat de Boukhara [2] qui combattent de 1918 à 1928 environ.

La guérilla palestinienne qui dure de 1936 à 1939 contre les colons juifs de la Palestine sous mandat britannique n'est pas non plus victorieuse. En somme, dans les pays coloniaux afro-asiatiques, aucun succès décisif jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

En Amérique latine, dans un contexte très différent et sans immixtion étrangère, signalons les succès, au terme de guerres civiles où se mêlent opérations irrégulières et régulières, des insurgés mexicains et, au Nicaragua, la victoire du dirigeant populiste Sandino (à l'issue d'une demi-douzaine d'années de lutte : 1927-1933).

1. Le seul succès est celui de l'Irlande (1916-1921) qui est un pays européen en lutte contre une démocratie.

2. *Cf.* Toukhatchevski, texte concernant la contre-insurrection (1926) *in* G. Chaliand, *Rapport sur la résistance afghane,* (annexes), Paris, Berger-Levrault, 1981.

Cependant, les débris de l'Armée rouge chinoise[1], après avoir réussi à survivre grâce à une retraite d'environ dix mille kilomètres, parviennent à établir un sanctuaire dans la province du Yenan (1935) et à s'y consolider. L'agression japonaise commence en 1937, alors que Mao Ze Dong vient d'écrire le premier de ses trois ouvrages fondamentaux sur la guerre révolutionnaire[2].

***

Pour mener une guerre moderne, il faut que les élites dominées aient assimilé l'outillage conceptuel de la modernité, et tout d'abord l'idéologie du nationalisme. Processus moins simple qu'il n'y paraît et dont la diffusion, au cours des cinquante dernières années, n'a pas été spontanée. Connaissance de l'adversaire : rarement le mot d'ordre « apprendre de l'ennemi » a eu plus de sens que pour les colonisés. Constitution d'une organisation : parti de masse ou parti d'avant-garde calqué, à l'origine, sur des modèles européens.

Les résistances patriotiques sont en général caractérisées par la spontanéité. Elles éclatent, puis sont progressivement organisées. La guérilla révolutionnaire, quant à elle, est pensée et organisée au sommet

1. E. Snow, *Etoile rouge sur la Chine,* A. Smiedley, *La Longue Marche,* 2 vol. Paris, éd. Richelieu, 1969.

2. *Problèmes stratégiques de la guerre de partisans en Chine,* éditions de Pékin, 1936.

et s'étend au fur et à mesure du soutien qu'elle suscite. Les guérillas traditionnelles n'avaient pas de forces combattantes permanentes [1] (le cas des armées zoulous de Chaka est une exception). On combattait de façon plus ou moins spontanée (jamais en période de récoltes) sous la direction des chefs traditionnels. On résistait à la destruction d'un ordre qu'on cherchait à restaurer. L'innovation, hormis en matière de tactiques militaires ou d'armement, était inconnue.

Si une résistance patriotique vise à expulser les envahisseurs et à restaurer la légitimité d'hier, en revanche une guérilla révolutionnaire veut s'emparer du pouvoir et créer un autre ordre.

La guérilla révolutionnaire, à ses débuts, peut employer un armement rudimentaire mais son outillage conceptuel, sa vision stratégique doivent être élaborés, du point de vue politique, militaire et, pardessus tout, organisationnel. La guérilla révolutionnaire intègre, en terme de modernité, pour reprendre l'expression d'Amilcar Cabral, « ce que le monde a conquis au service de l'humanité [2] ».

La guérilla moderne s'inscrit dans un cadre historique spécifique : Seconde Guerre mondiale, montée des nationalismes asiatiques puis africains, fin progressive des colonialismes et affaiblissement des men-

1. C'est le cas en Afghanistan aujourd'hui à l'exception de l'organisation de la vallée du Panshir et des zones influencées par le modèle (léninien) adopté par Mahsoud, le dirigeant du Panshir.

2. A. Cabral, *L'Arme de la théorie. Unité et lutte,* tome 1er, Paris, Maspero, 1975.

talités impériales en Europe, compte tenu du nouvel esprit du temps.

Ce qu'on appelle la guerre révolutionnaire trouve cependant son origine chez Mao Ze Dong. L'innovation de Mao, non apparente dans son œuvre, a consisté à utiliser le parti d'avant-garde léninien pour mobiliser et encadrer la paysannerie. Cette innovation, non orthodoxe puisque le parti d'avant-garde prétend mobiliser et encadrer le prolétariat urbain, est politique. Sur le plan purement militaire, l'originalité de Mao est de faire coexister unités irrégulières et unités régulières dans le cadre d'opérations irrégulières devant mener, ultérieurement, lorsque le temps aura permis de se renforcer, à un affrontement classique. A ces innovations où le politique est toujours étroitement mêlé au militaire, s'ajoute le phénomène nationaliste : l'invasion japonaise (1937-1945) permet de faire accepter le rôle dirigeant du parti communiste, incarnation du nationalisme chinois.

Les conceptions militaires de Mao rencontrent des oppositions, avant comme après la Longue Marche. Mais il résiste au courant qui veut, d'emblée, constituer une armée régulière.

« Nous ne devons pas, en règle générale, lutter à tout prix contre " l'esprit partisan ", mais reconnaître honnêtement le caractère d'armée de partisans de l'Armée rouge. Il n'y a pas de quoi avoir honte. Au contraire, le caractère partisan constitue notre particularité, notre côté fort, l'instrument de notre vic-

toire sur l'ennemi. Nous devons nous préparer à renoncer un jour au caractère d'armée de partisans que revêt notre armée, mais, pour l'instant, c'est impossible[1]. » Et il ajoute plus loin : « Nous sommes contre un point de vue purement militaire et également contre les bandes errantes, mais nous considérons l'Armée rouge comme un organe de propagande et un facteur d'organisation du pouvoir populaire. »

En conséquence, il préconise une guerre de mouvement avec des arrières peu profonds (pas d'aventurisme dans l'offensive ; ne pas vouloir conserver le terrain à tout prix en période défensive) ; une centralisation relative du commandement afin de laisser la souplesse nécessaire aux corps de partisans ; une Armée rouge constamment propagandiste et organisatrice.

Pour le reste, la stratégie militaire de Mao est classique : importance du renseignement permettant de choisir le moment et le lieu favorables avec une meilleure connaissance du terrain en s'assurant au préalable la supériorité locale. Harceler l'adversaire en conservant toujours l'initiative et créer par la démoralisation les conditions de la victoire avant même la bataille.

L'originalité de Mao est dans le politique et dans la relation entre le politique et le militaire. L'occupation japonaise est le ferment de l'alliance entre le parti communiste et la paysannerie. Le comportement

1. Mao Ze Dong, *op. cit.*

des troupes japonaises, la terreur et la dévastation qu'elles font subir, la dureté de leur occupation (la faute des nazis en Ukraine est similaire) obligent les paysans à réagir. Les élites rurales traditionnelles ont fui les zones d'occupation japonaise et les collaborateurs des Japonais ne parviendront jamais à asseoir leur légitimité. Le terrain est libre pour l'Armée rouge qui organise une incessante campagne de propagande antijaponaise. Les Japonais eux-mêmes, en désignant les communistes comme leurs ennemis principaux, augmentent le prestige de ceux-ci.

La structure militaire des communistes chinois est triple : Armée rouge, guérillas régionales de partisans à plein temps, milices locales. Cette structure sera largement imitée à travers le monde, du Vietnam aux colonies portugaises. Dans l'armée, chaque unité a son commissaire politique qui veille, entre autres, aux rapports avec la population. Une armée ne molestant pas les paysans et se proclamant — en actes — au service du peuple est une conception neuve dans les sociétés traditionnelles. Les tâches politiques et administratives de l'armée sont multiples et dépendent de départements : organisation ; propagande et éducation ; coopération avec les civils ; travail sur l'ennemi. Dans les zones de guerre proprement dites, la population organisée construit des routes, sert de guide, fournit des renseignements, de la nourriture. Dans les zones de guérilla, la population concourt à organiser la résistance, liquide les

traîtres, détruit quand c'est nécessaire les communications.

Dans les villages investis par l'Armée rouge, celle-ci, après avoir expliqué pourquoi elle combat, promulgue une série de mesures : réduction d'impôts (un quart de moins environ) ; distribution de nourriture aux pauvres ; organisation des jeunes en milices d'autodéfense ; création de mouvements de masse pour la résistance antijaponaise. Pour ouvrir un nouveau front de guérilla, on détache une unité de propagande, constituée en général de cadres natifs de la région à investir.

Les cadres doivent avoir une connaissance détaillée des problèmes locaux : conditions économiques, nature des mécontentements. Cela suppose une préparation sérieuse. Les cadres doivent évidemment parler les langues ou dialectes régionaux. Ils s'infiltrent, vêtus en paysans et chargés d'établir les premiers contacts avec la population. Il s'agit de déceler, dans le village, ceux qui sont disposés à soutenir la résistance antijaponaise. A l'échelle régionale, on recherche non seulement le soutien de la paysannerie mais d'autres couches sociales : artisans, étudiants, lycéens, etc. Les bandits eux-mêmes sont utilisés et envoyés en zone de combats (mais jamais dans les bases rouges). A terme, on procède à la constitution d'assemblées qui élisent leurs représentants. Leur pouvoir est restreint politiquement mais insère psychologiquement les masses dans la résistance.

Les huit années de lutte anti-japonaise établissent fermement les communistes dans leur bastion du Nord. Mais personne, en 1945, ne les donne gagnants. L'U.R.S.S. négocie avec le pouvoir nationaliste et, en échange de la Mongolie extérieure, reconnaît la légitimité de Tchang Kaï-tchek. C'est isolés que les communistes chinois l'emportent, malgré leur relative infériorité numérique. Les raisons de leur succès ne datent cependant pas des années 1945-1949, mais de la période précédente.

Ce modèle ne sera véritablement répété, avec des variantes et des spécificités, que par les Vietnamiens. Mais sa conception, ses techniques organisationnelles seront reprises par de très nombreux mouvements, y compris non marxistes-léninistes.

Le terme de guérilla recouvre des réalités très différenciées. Selon le contexte ou le contenu idéologique, on peut en esquisser une typologie.

— Mouvements de libération luttant contre une puissance coloniale ou un occupant étranger.

— Mouvements révolutionnaires en pays indépendant fondés sur des revendications sociales (ou religieuses).

— Mouvements minoritaires, ethniques et/ou religieux à volonté sécessionniste ou à revendication d'autonomie.

Les idéologies peuvent être variées, bien que le nationalisme à l'époque actuelle soit largement prépondérant. Pour l'essentiel, elles se répartissent comme suit :

— marxiste-léniniste

— nationaliste sans référence à la lutte de classes

— conservateur cherchant à maintenir ou à restaurer un ordre face à un régime en place de nature différente

— réactionnaire — au sens étymologique — dont le but est le retour à un passé réel ou supposé.

Les guérillas apparaissent pour des raisons variées : oppression ethnique ou religieuse, considérée à un moment comme inacceptable, car la plupart des problèmes sont latents. Mécontentement social ayant atteint le point de rupture, parfois révélé par un fait mineur, etc. Cependant, depuis quatre décennies, le catalyseur est le plus souvent un mouvement aux effectifs réduits, volontariste, dont le but est d'entraîner, en les encadrant, les populations.

Le groupe d'avant-garde est très réduit à ses débuts. Le parti communiste chinois compte 12 membres à sa fondation en 1921 ; le P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert) comprend 6 membres fondateurs en 1956. L'objectif premier du groupe dirigeant est de comprendre sa propre société : d'en déterminer le déséquilibre sociologique. Dégager une stratégie appropriée aux conditions, distinguer les secteurs sociaux sensibilisés et mobilisables. Jauger les points faibles de l'adversaire, du point de vue politique et militaire, tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

« Nous savons en effet que le déroulement d'un phénomène en mouvement, quel que soit son condi-

tionnement extérieur, dépend principalement de ses caractéristiques intérieures. Nous savons aussi que, sur le plan politique, même si la réalité des autres est plus belle et plus attrayante, notre propre réalité ne peut être transformée que par la connaissance concrète, par nos efforts et par nos sacrifices. Il est bon de se rappeler dans cette ambiance tricontinentale où les expériences et les exemples abondent que, si grandes que soient la similitude des cas en présence et l'identité de nos ennemis, la libération nationale et la révolution sociale ne sont pas des marchandises d'exportation : elles sont — et chaque jour davantage — le produit d'une élaboration locale, nationale, plus ou moins influencées par des facteurs extérieurs (favorables et défavorables), mais essentiellement déterminées et conditionnées par la réalité historique de chaque peuple[1]... »

A ce stade, on recrute les éléments premiers qui vont constituer le noyau du parti. Faire prendre conscience de l'oppression, de sa nature, de la vulnérabilité des oppresseurs. Les éléments les plus mobilisables sont très souvent des jeunes urbanisés, semi-intellectuels ou semi-éduqués, déclassés ou marginalisés, sans perspectives et charriant un mécontentement latent. Il est beaucoup plus difficile de mobiliser les plus dépourvus, ceux qui n'ont aucun espoir de changement et peu le goût du risque à force d'asservissement et de misère intégrée. Il est vital de

1. A. Cabral, *op. cit.*

former des cadres moyens. Les cadres supérieurs, en général, existent ; ils sont déjà au sein de la direction ou parmi les intellectuels qui rallient bientôt le mouvement. Les cadres moyens sont une catégorie essentielle. Ce sont eux qui font le travail politique sur le terrain : propagande, explications, encadrement, organisation. Cette minorité fournit progressivement aux masses les motifs d'agir contre le pouvoir établi en même temps que le savoir-faire organisationnel.

La phase suivante consiste à gagner ce qu'on appelle « l'appui des masses », c'est-à-dire d'une partie de la population (dépassant rarement le quart de celle-ci). Persuasion, endoctrinement, usage sélectif de la terreur pour éliminer les agents de l'adversaire, intimidation, agitation. Cette mobilisation difficile et délicate doit, d'une part, déboucher sur la constitution d'une infrastructure politique clandestine dans la population et, d'autre part, sur la popularisation du projet et des mots d'ordre du mouvement.

Pour le modèle léniniste, la stratégie organisationnelle consiste en somme à constituer une base de masse à partir d'un petit groupe de militants disciplinés.

Cette stratégie présuppose que l'Etat est impopulaire. Cela est de plus en plus le cas dans les contextes coloniaux au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En revanche, il est beaucoup plus difficile de mobiliser les masses en pays indépendant sur des

bases sociales ou dans les luttes de minorités : la complexité tient au fait qu'il est difficile de se réclamer du nationalisme (ou de la majorité).

La version maoïste et vietnamienne (de la première comme de la seconde guerre du Vietnam), qui s'est largement répandue dans le monde colonial ou semi-colonial, accorde encore plus d'importance au soutien massif de la population, à la paysannerie, au caractère prolongé de la lutte armée.

Le soutien — et le contrôle — de la population compense les avantages de l'Etat : contrôle de l'administration, de la police et de l'armée.

Durant cette phase, où la propagande et l'agitation sont intenses, on cherche à recruter les dirigeants ou personnalités locales susceptibles d'entraîner l'adhésion d'une partie de la population. On cherche aussi à infiltrer les institutions, à fomenter des grèves ou des manifestations si les circonstances s'y prêtent. Le mieux, en ce domaine, est de ne susciter de mouvements que si l'on est certain de leur réussite. Car l'échec, psychologiquement, fait perdre souvent des mois de patient travail qui aurait pu être efficace et porter des fruits en d'autres circonstances.

Une guérilla ne peut durer qu'avec le soutien d'une partie de la population dont dépendent renseignements, communications, nourriture, recrues. Ce soutien est fonction de l'infrastructure politique clandestine. Quant au soutien plus large, il démontre, lorsqu'il se produit, l'érosion de l'autorité de l'Etat.

L'usage du terrorisme sélectif — tant à la campa-

gne que dans les villes — à l'encontre des agents de l'Etat et de ceux qui collaborent avec eux, comme à l'encontre des forces de l'adversaire, armées ou non, n'a pas pour but de vaincre militairement mais d'affaiblir le contrôle et la volonté de l'Etat. En situation coloniale, la combinaison de la guérilla et du terrorisme sélectif cherche, à la longue, à imposer la négociation.

Même si l'infrastructure politique clandestine est d'une importance fondamentale et requiert tous les soins, il ne faut pas sous-estimer le soutien passif de la population. Celle-ci doit s'identifier aux objectifs et au projet de ceux qui combattent. A certains moments, les actes de refus des masses sont décisifs. En réalité, l'objectif politique de la guérilla révolutionnaire est la population elle-même.

La démoralisation de ceux qui sont passivement en faveur de l'adversaire, la persuasion ou l'intoxication des neutres sont les buts de la propagande.

Afin de gagner le soutien de la population, le mouvement insurrectionnel cherche à démontrer, en même temps que le bien-fondé de la lutte, la vulnérabilité d'un adversaire le plus souvent réputé imbattable. Ceci par le terrorisme sélectif frappant l'adversaire de façon spectaculaire ou des sabotages démontrant l'efficacité de l'organisation révolutionnaire.

Lorsque le dirigeant est perçu comme charismatique, l'adhésion de la population est plus rapide. Le pouvoir idéologique de la cause pour laquelle il combat : nationalisme, liberté, justice sociale, etc.,

est la force principale de l'organisation révolutionnaire. Le marxisme-léninisme qui paraît fournir une explication cohérente du monde et de ses antagonismes a constitué et constitue encore une idéologie mobilisatrice. Désigner pour ennemi l'impérialisme et les couches locales qui lui sont liées fournit une cible claire et crédible. Mais, par-dessus tout, quel que soit le projet social, le nationalisme fournit la motivation idéologique profonde des mouvements luttant contre un dominateur étranger.

Identifier nettement ennemis et amis est une des fonctions de l'idéologie. Révéler les mécanismes de la corruption du système, de son inadéquation fondamentale aux besoins et aux aspirations des masses — et particulièrement de l'intelligentsia, couche douloureusement consciente — est un puissant facteur de mobilisation.

Que vise le mouvement de libération ? Installer le désordre, gripper la machine administrative, désorganiser l'économie. Bref, miner l'autorité de l'Etat. Le désordre, en réalité, est aisé à créer et il est coûteux et difficile d'y faire face. Les forces de police et l'armée doivent surveiller toutes les cibles possibles alors qu'il suffit à la guérilla d'en frapper une ou deux pour obtenir l'effet désiré. Sur le plan militaire, la guerre s'installe lentement, le choc premier étant, en général, psychologique.

Au début, la guérilla ayant l'initiative, la surprise permet, en principe, des succès faciles qui confortent le moral des combattants et démontrent aux paysans

ou à l'opinion publique l'existence active et l'efficacité du mouvement.

La formation dispensée aux guérilleros est ce qui compte le plus, non point sur un plan étroitement militaire, mais plus globalement. Motiver puissamment grâce à l'idéologie, sous-tendre par la discipline.

Quelles sont les composantes sociales des insurrections populaires dans le tiers monde en général ? A l'échelle des cadres moyens, ce sont souvent des « semi-éduqués » qui s'engagent ; au niveau des troupes, des paysans. Le rôle du parti (un cadre est à la fois curé, instituteur et adjudant) est d'inculquer à ces éléments le dévouement à la cause, le sens de la responsabilité, la cohésion de groupe, une autre notion du temps (moderne) — essentielle pour les opérations militaires —, le respect du matériel, le souci de l'efficacité. Ce patient modelage prend en général à rebrousse-poil la plupart, sinon toutes les sociétés traditionnelles à des degrés divers.

En réalité, l' « homme nouveau » des révolutionnaires n'est pas le bâtisseur de l'économie du temps de paix, c'est le combattant. Qui donnait Mao Ze Dong vainqueur en 1945 ? Qui eût pensé en 1946 que le Viet Minh finirait par remporter une bataille de l'importance de Dien Bien Phu ?

La guérilla révolutionnaire est une école permanente : pour les cadres moyens, pour les hommes et les femmes de la troupe, pour les populations. Toute guérilla révolutionnaire se reconnaît immédiatement au style de ses militants. Vietnamiens et Erythréens

(du Front populaire de libération de l'Erythrée) ont beaucoup en commun. Palestiniens du Fath et, plus encore, Afghans en général sont aux antipodes de ce modèle.

Les nécessités de la lutte, dure et prolongée, obligent le parti à être fort, discipliné et roide. En un mot, militarisé. Le parti de type marxiste-léniniste est une admirable machine de guerre. Clandestinité, organisation, contrôle. Le remarquable instrument de lutte qui permet, dans les moments les plus difficiles, de ne pas s'effondrer, se révèle après la victoire non comme le levier du développement mais comme un outil surtout bureaucratique et policier.

Au cours de la lutte, le parti s'efforce de créer un front d'alliés. Mais sa vocation est d'être le dirigeant. En effet, compte tenu de son organisation, de sa cohésion, de sa discipline, de sa roideur doctrinale, de ses sévères pratiques de contrôle interne, il reste, à condition d'avoir capitalisé sur le nationalisme, supérieur aux autres formations qui demeurent satellites.

Après la prise du pouvoir, la marginalisation puis l'élimination des autres organisations se produit immanquablement. La phase dite de transition est en général brève.

Quant à la dimension « temps », elle est essentielle puisqu'elle doit permettre, durant la lutte, de renforcer le parti et, militairement comme politiquement, de finalement l'emporter.

Avec le temps, facteur décisif, il s'agit de mettre à bas la machine d'Etat. La guérilla révolutionnaire

combat un pouvoir politique articulé sur une administration, une police et une armée. Si l'insurrection parvient à contrôler la population, à obtenir son adhésion, active et passive, elle peut triompher. La bataille pour le contrôle de la population est la caractéristique essentielle de la guérilla révolutionnaire car celle-ci est avant tout une guerre politique. Pour l'emporter, la guérilla s'efforce, partout où elle peut s'imposer militairement — ou clandestinement dans les régions militairement contrôlées par l'adversaire — de créer ce qu'on a justement nommé des « hiérarchies parallèles »[1].

Susciter, par des élections, une nouvelle administration (l'assemblée du village, par exemple, qui élit ses représentants) avec pour tâche d'organiser le village en fonction des objectifs politiques et militaires du mouvement révolutionnaire. Créer une milice d'autodéfense parmi les jeunes. Si la région est contrôlée par le parti, installer selon les possibilités, à l'échelle du village (ou de plusieurs villages point trop éloignés) un dispensaire et une école. Bref, se substituer à l'Etat et démontrer, à la fois par la bonne tenue de ses militants, ses apports et sa force, la légitimité du mouvement. L'attitude des combattants à l'égard des populations est capitale. Elle est la différence

1. *Cf.* Ximenès, « La guerre révolutionnaire », *Revue militaire d'information,* mars-avril 1957 ; D. Galula, *Counter Insurgency Warfare, Theory and Practice,* New York, Praeger, 1964. B. O'Neill, W. R. Heaton and D. J. Albrecht (eds), *Insurgency in the Modern World,* Boulder Co., Westview Press, 1980.

première avec celle de l'armée, qu'elle soit coloniale, donc étrangère, qu'elle soit locale, donc à peu près sans exception, arrogante, corrompue et prédatrice. Le comportement de la guérilla vis-à-vis de la population est sa carte de visite.

En région libérée, on s'appuie sur la fraction de la population qui soutient de façon active la lutte. Les liens avec cette fraction doivent être permanents et ne pas être tenus pour établis une fois pour toutes. Un appui peut se perdre, par erreur psychologique, injustice ou lassitude. Il faut de toute façon sans cesse expliquer, endoctriner, persuader. La force ne doit être employée qu'en dernier ressort. Il ne faut pas perdre de vue le désir de sécurité de la population sur lequel l'armée peut jouer. Au début, lorsque les liens entre la population et la guérilla sont ténus et quand la guerre se prolonge en aggravant les difficultés des zones rurales.

Avec le temps, si la guérilla parvient à contrôler une zone, une « région libérée », elle devient le garant de l'ordre et de la loi. Elle s'efforce de montrer le fossé qui sépare la corruption, l'oppression et l'inefficacité de l'Etat de sa propre justice, de son comportement et de ses réalisations [1].

1. Au Vietnam, les révolutionnaires ne se prétendent pas une organisation rebelle comme à Cuba, mais cherchent à incarner la légitimité, compte tenu des traditions historiques. Les révolutionnaires se battent pour la « juste cause », les autres sont les soldats de la « mauvaise cause ». L'armée de Saigon par exemple était profondément corrompue. Elle pillait, violait et se comportait en conquérante. Les 30 000 conseillers américains laissaient se perpétuer cet état de choses,

Sur le plan militaire, la guérilla, en n'étant pas circonscrite à une région seulement, cherche à disperser au maximum les forces armées. Une articulation de la lutte entre campagnes et villes (sabotage, terrorisme sélectif) oblige l'adversaire à une mobilisation considérable de ses forces dans un climat psychologique débilitant.

Au début des opérations, la guérilla a toujours l'initiative et doit tirer parti d'un avantage qui, par la suite, lui sera disputé. Le choix du terrain est important pour l'implantation première [1].

Fondamentalement, le terrain de la guérilla, c'est la population elle-même, et c'est pourquoi on a pu organiser une insurrection armée dans de plats pays comme la Voïvodine yougoslave ou le delta du fleuve Rouge au Vietnam. Cependant, il serait absurde de prétendre que la nature du terrain, au sens géographique, n'est pas importante, voire capitale. Montagnes, jungles, forêts, marais, bocages peuvent devenir des abris. Pourtant, même le désert, à condition d'être mobile et de savoir utiliser le terrain, peut être favorable, comme l'a démontré le Front Polisario.

---

la règle étant de ne pas s'imposer aux alliés. Cela amène les troupes américaines à combattre de plus en plus. Sur 100 000 opérations, dit W. R. Carson, colonel des Bérets verts, conduites par l'armée du Sud, la 25e Division se débrouille pour entrer en contact avec l'ennemi moins de 100 fois. (C'est ce qu'on appelle le *search and avoid*). *Cf.* W. R. Carson, *The Betrayal*, New York, W. W. Norton, 1968.

1. *Cf.* M. Foucher, « La Mort de Che Guevara », *in* G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Anthologie historique de la Longue Marche à nos jours*, Paris, Mazarine, 1979, Idées/Gallimard, 1984. Les deux éditions diffèrent sensiblement dans le choix des textes.

L'échelle du pays n'est pas indifférente. On peut évidemment, sur un petit territoire comme la Guinée-Bissau (36 125 km$^2$), organiser une guérilla d'envergure comme celle d'Amilcar Cabral. *A contrario,* on peut piétiner sans jamais parvenir à dominer le terrain dans un vaste pays, surtout s'il est sous-peuplé. Mais, en principe, à condition d'avoir une démographie non négligeable, un pays étendu est un avantage pour une guérilla si elle réussit à ne pas rester étroitement localisée. Les zones trop étriquées sont, en général, aisément contrôlées par les forces gouvernementales, à moins que le terrain soit exceptionnellement favorable à la guérilla. Quant à la démographie, elle est indiscutablement, pour des mouvements de libération luttant contre un dominateur étranger, un avantage, surtout si la population rurale est nombreuse. En ville, le contrôle et la répression sont plus aisés.

Tout ceci cependant reste au niveau des considérations générales. Le plus important, en dehors du soutien de la population, consiste à organiser dès que possible des bases où la guérilla puisse connaître une relative sécurité. Ces bases sont vitales si le mouvement ne dispose pas d'un sanctuaire dans un pays voisin.

D'une manière générale, la mauvaise saison (saison des pluies ou hiver) ne l'est pas nécessairement pour la guérilla. Certes, logistiquement, les pluies de la mousson par exemple la désavantagent mais elles gênent aussi considérablement l'aviation. En défini-

tive, le terrain comme le climat sont des facteurs dont le plus ingénieux et le plus décidé tire parti. Les éléments subjectifs sont probablement plus importants : détermination de l'un et l'autre camp. Contrairement à l'image qu'en donne le vainqueur *a posteriori,* il est rare que le sort soit tranché d'avance. Rares sont, pour l'Etat par exemple, les luttes perdues d'avance à condition d'avoir de la détermination et une certaine capacité d'adaptation.

Plus le système de communications est dense, moins la guérilla est en sécurité — les contre-insurrections construisent des routes. Au contraire, un réseau peu important comme en Afghanistan est un avantage considérable pour l'insurrection.

Cependant, le facteur militaire fondamental réside dans la qualité de la riposte de l'Etat.

Au début, pour la guérilla, les problèmes d'armements sont relativement peu importants. Les besoins sont limités compte tenu des effectifs : fusils ou mitraillettes, grenades ou mines en petites quantités suffisent. De toute façon, la surprise des premières opérations doit, en principe, permettre de récupérer des armes. Cela est toujours facile au début d'une insurrection — ou bien à la fin, lorsque, victorieuse, la guérilla s'empare de places. L'implantation première réussie, il est possible de s'étendre géographiquement en envoyant des commissaires politiques et des combattants dans des régions ou des zones considérées comme favorables. Dans la phase première, il est bon d'opérer loin des centres de l'adver-

saire, là où les communications sont médiocres, de façon à augmenter les chances de succès. Car, au début, il faut aguerrir les combattants, leur faire prendre confiance par des succès faciles grâce à l'initiative et à la surprise. Généralement, les premières opérations ne sont pas suivies d'une chasse immédiate et les guérilleros ont le temps de se replier en bon ordre.

Le terrorisme sélectif, qui n'occupe qu'une place mineure dans une guérilla rurale d'une certaine envergure, a plusieurs fonctions : non seulement, comme on l'a déjà signalé, éliminer des agents de l'adversaire ou faire du sabotage, mais gagner une reconnaissance grâce à l'impact auprès des médias (s'il s'agit de la ville). A la campagne, cela permet de desserrer l'étau administratif de l'adversaire et de gagner l'adhésion de la population si l'Etat et ses agents sont impopulaires.

La violence est d'un usage délicat. Elle peut catalyser ou décourager, voire être totalement contre-productive. Cela est valable pour la guérilla comme pour l'Etat. Réprimer de façon excessive provoque des ressentiments profonds qui mobilisent. Parfois, dans les pays où coexistent des communautés différenciées, le terrorisme indiscriminé — particulièrement cruel — a pour objectif d'établir une coupure radicale entre groupes ethniques. Cela a été la stratégie du F.L.N. algérien en ville en 1957, lorsque des bombes ont été placées dans des lieux publics fréquentés par les Européens. Notons que plus la

guérilla est faible, plus la tentation de recourir au terrorisme urbain est forte.

Lorsque l'Etat est étranger et que sa répression finit par être indiscriminée, qu'on soit innocent ou coupable, la violence devient contre-productive, à moins de passer au massacre organisé, systématique et massif. C'est ce que pratiquait en 1981-1982 l'Etat guatémaltèque à l'égard de sa majorité indienne.

De bout en bout, l'organisation est le facteur qui permet à la guérilla de compenser la supériorité matérielle écrasante de l'adversaire. Plus l'organisation est développée à grande échelle, moins on est directement vulnérable. Il importe de ne pas rester un mouvement régional. Le *localismo* a été, pour la plupart, sinon toutes les guérillas latino-américaines entre 1960 et la victoire des Sandinistes (1979), un des traits caractéristiques de leurs faiblesses. Faible militairement, la guérilla a besoin d'être forte sur le plan de l'organisation. Une stratégie intégrée, des mots d'ordre efficacement répercutés grâce à la coordination : cette cohésion est, dans la pratique, le résultat de dures luttes au sommet. Mais la direction politique n'a guère le choix, si ce n'est de faire preuve de la fermeté la plus grande dans le commandement. L'existence d'un dirigeant indiscuté et de qualité facilitera la discipline organisationnelle. La guerre est peu propice aux débats démocratiques.

Militairement, la guérilla cherche à créer une structure triple : une armée de libération, mobile, le mieux armée possible, usant des tactiques de parti-

sans, mais capable dans le meilleur des cas de se transformer en force classique (Chine, Viet-Minh); des guérillas régionales pour harceler l'ennemi localement, fournir des renseignements, de la logistique, etc. On pourra recruter parmi les forces régionales les éléments les plus aptes à rejoindre l'armée de libération. Enfin, des milices locales plus importantes comme facteur de mobilisation psychologique et politique que sur le plan strictement militaire. Les meilleurs éléments peuvent être affectés aux forces régionales. En dehors des milices locales, toutes les forces armées le sont à plein temps. La stratégie consiste à ne pas perdre l'initiative, refuser toute bataille frontale, à moins que la base menacée soit considérée comme vitale (cas du Front populaire de libération de l'Erythrée dans la province du Sahel entre 1979 et 1984 où six offensives éthiopiennes ont été stoppées par une dure défensive de tranchées). Il s'agit de paralyser l'adversaire tout en grignotant ses positions par l'établissement de nouvelles hiérarchies parallèles.

Si cette description donne le sentiment d'un combat permanent, d'une épreuve de volonté et de ténacité, sur le terrain, le rythme général, sauf à certains moments cruciaux, est plein de temps morts. Dans certaines guérillas, on peut rester des semaines sans qu'il se passe rien. Parvenu à un certain degré d'équilibre par exemple, il est tentant, aussi bien pour les guérilleros que pour l'armée, de s'en tenir autant que faire se peut à cet équilibre sans risquer

davantage. Le désir de sécurité est si chevillé qu'il l'emporte à la moindre occasion. C'est aux directions de veiller à l'activité des troupes.

Très tôt, la guérilla doit établir des ateliers de réparation d'armes, des arsenaux, des hôpitaux de campagne, etc. Moins elle dépend de l'extérieur, mieux cela vaut. Les problèmes de logistique cependant deviennent rapidement vitaux.

Il est très rare en effet qu'une guérilla victorieuse n'ait pas eu de soutien extérieur et la plupart du temps de sanctuaires. On chercherait en vain en dehors de la Chine et de Cuba. Les Yougoslaves pendant la guerre eurent leurs parachutages d'armes et de matériel. La Chine seule, grâce à son immensité, à l'existence de solides bases, à l'effondrement final des forces japonaises, put se passer de sanctuaires et de fournitures extérieurs. Quant à Cuba, la guérilla la plus courte parmi les luttes victorieuses de ces quarante dernières années (elle n'a pas même duré deux ans et demi), elle put se passer de soutien matériel dans la mesure où elle n'eut jamais à armer plus d'un demi-millier d'hommes face à un Etat sans base de masse et auquel manquait la détermination nécessaire.

Le soutien matériel devient vital lorsque la guérilla, ayant pris de l'ampleur, ne peut plus se ravitailler de façon satisfaisante sur l'adversaire. L'attitude des Etats ou de l'Etat frontalier est alors décisive. Le soutien matériel est un risque sérieux pour l'Etat contigu si l'adversaire de la guérilla est

décidé à frapper directement ou indirectement. La pression directe et indirecte de l'Afrique du Sud sur le Mozambique entre 1981 et 1983 a été si dure que la négociation a été rendue nécessaire : le Mozambique s'est vu contraint de retirer son aide aux forces de l'African National Congress (A.N.C.) en lutte contre l'apartheid.

Si le soutien matériel (armes, médicaments, etc.) est d'une grande importance, il ne doit pas faire négliger le soutien politique et moral à l'échelle internationale : opinions publiques, tout particulièrement (si elle est accessible) celle de l'adversaire ; aide politique indirecte au sein des organismes internationaux, etc.

Mais le sanctuaire est sans le moindre doute le facteur fondamental en matière d'aide extérieure. Sans le sanctuaire algérien, que serait le Polisario ? Sans le sanctuaire pakistanais, combien de temps les résistants afghans pourraient-ils tenir ? Le sanctuaire est presque toujours le poumon de la guérilla. Tout doit être fait pour le conserver et garantir la logistique. Si les lignes d'approvisionnement sont coupées, la fin de la guérilla est proche (Dhofar, 1976).

Il est également important pour la guérilla de disposer à l'intérieur comme à l'extérieur d'un minimum d'installations chirurgicales [1]. Il est important,

1. Dans de nombreuses guérillas des trois continents, ce type d'aide est apporté par trois organisations françaises : Médecins sans frontières, Aide médicale internationale et Médecins du monde. Elles font un travail exemplaire.

pour le moral, de savoir qu'on recevra des soins.

Néanmoins, toute guérilla sérieusement structurée a intérêt à compter d'abord sur ses propres forces. Si l'aide extérieure est trop facilement obtenue (Palestiniens), elle n'encourage pas l'autosuffisance ni les vertus de l'austérité. Dans la guerre, les qualités majeures, en dehors de l'intelligence stratégique et de l'imagination de la direction, sont la détermination, la ténacité, le dévouement à la cause du mouvement. Rien d'autre n'explique la capacité du Front populaire de libération de l'Erythrée à tenir pendant les dures années de repli 1979-1984. Trop d'aide se solde par l'échec comme dans le cas de Mustapha Barzani au Kurdistan d'Irak en 1975 (le Shah d'Iran ayant cessé toute fourniture d'armes lourdes à un mouvement utilisant la bataille classique et fermé le sanctuaire pour négocier avantageusement avec l'Irak).

La seconde phase, celle qui suit l'implantation politique et les débuts militaires, est en général fort longue. C'est celle de l'extension des opérations militaires et surtout de la création des « hiérarchies parallèles ». Pendant toute cette phase, il est particulièrement important de faire preuve de clémence à l'égard des prisonniers. Rien n'oblige davantage à se battre que de savoir que l'adversaire ne fait pas de quartier.

Lorsqu'on approche du point d'équilibre, la guérilla révolutionnaire doit choisir le lieu où elle va frapper le ou les coups décisifs : celui qui brise la volonté de combattre de l'adversaire.

La force de l'armée régulière, et donc son moral, décroît tandis qu'augmente celle des révolutionnaires.

Mais très peu de guérillas révolutionnaires ont atteint la phase de la guerre de mouvement, avec choc frontal, prélude à la campagne finale d'annihilation. Mao, Giap restent des exceptions. Les doigts d'une main sont de trop pour compter les autres cas (Cuba, Cambodge, Nicaragua), tous mineurs.

On ne saurait trop répéter que, dans le contexte des mouvements de libération nationale dirigés contre une puissance industrielle, les victoires purement militaires ont été rarissimes. En réalité, seul Dien Bien Phu peut être retenu. Presque toujours, historiquement, la violence a obligé la métropole, dans un climat international (et interne) de plus en plus opposé à la guerre, à négocier. Ces négociations ont toujours été l'aboutissement d'un long effort de guerre de la part des mouvements de libération ; elles sont le produit de la crise psychologique et politique transplantée dans les métropoles mêmes. Enfin, elles sont aussi intervenues, il ne faut pas l'oublier, parce que l'enjeu ne paraissait pas vital aux métropoles. Victoire impossible sur le terrain pour les Etats-Unis dans le cadre des limites qu'ils s'étaient imposées (l'escalade, etc.), la guerre du Vietnam a été également perdue aux Etats-Unis mêmes. Le mouvement en faveur de la paix qui n'a cessé, au lendemain du choc psychologique de l'offensive du Têt (1968), de manifester son opposition, a lourdement pesé. La

guerre était perçue comme moralement injuste, les objectifs proclamés par l'Etat peu convaincants. Coûteuse en hommes et en argent, la guerre était également impopulaire parce que les Etats-Unis ne parvenaient pas à la gagner. Malgré la propagande sur le danger d'une expansion généralisée du communisme en Asie du Sud-Est, l'opinion publique et le Congrès lui-même n'étaient pas convaincus que des intérêts vitaux concernant la sécurité des Etats-Unis étaient en jeu. En revanche, l'enjeu de la guerre pour le Nord-Vietnam comme pour le F.N.L. était vital. Mais il eût fallu pour les Etats-Unis pouvoir mesurer la capacité du pouvoir en place à Saigon de gagner une base sociale suffisante et la volonté de durer. Le précédent coréen qui entra dans les calculs des stratégies politiques américaines était trompeur.

La victoire des guérillas contre la puissance coloniale n'est pas systématique. En Malaisie (1948-1957), les Britanniques ont vaincu les maquis communistes (chinois) en utilisant les regroupements de population et surtout en promettant et en accordant l'indépendance, une fois écrasée la guérilla, aux couches dirigeantes traditionnelles malaises (musulmanes). Au Kenya, le mouvement des Mau Mau — un des rares mouvements sans direction moderniste[1] des quarante dernières années — a été écrasé (1952-1956).

Les guérillas révolutionnaires en pays indépendant

1. Avec les Afghans dans une très large mesure.

posent des problèmes tout différents. Pas de négociations possibles. Il faut l'emporter militairement. Sinon, on est soit éliminé, soit condamné à survivre le plus longtemps possible dans des conditions très difficiles.

Les Huks, aux Philippines (1948-1950)[1], ont été vaincus par une triple conjonction de faits : l'indépendance venait d'être accordée ; le mouvement est toujours resté régional ; l'action de l'Etat sur le plan militaire et politique a été ferme et efficace.

En fait, en pays indépendant, deux facteurs comptent : avant tout, la force de l'Etat — par force, on entend non pas la brutalité de la répression par des troupes spécialisées, mais d'abord la détermination de l'Etat, et l'épaisseur de sa base sociale.

La brutalité de la répression du régime de Samoza au Nicaragua était légendaire. Au fil du temps, la corruption et l'incurie du régime, son despotisme anachronique avaient fini par ne plus lui laisser pour soutien qu'une base sociale infime et sa garde prétorienne.

Les exemples de victoires de guérillas révolutionnaires en pays indépendants sont rares : l'insurrection communiste (1947-1949) en Grèce a été vaincue : son soutien populaire était limité, sa stratégie d'attaques frontales erronée, sa logistique brisée après la rupture Tito-Staline (1948), tandis que, épaulées par

1. On trouvera sur les mouvements mentionnés des textes expliquant les raisons de leur succès ou de leur échec *in* G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla..., op. cit.*

les Anglo-Saxons, les forces gouvernementales s'amélioraient sensiblement.

La guérilla cubaine, comme cela a déjà été signalé, a la particularité d'être la guérilla la plus brève de l'histoire des mouvements insurrectionnels des quarante dernières années.

Le modèle cubain du *foco*[1] ne sera pas discuté ici. Ses nombreux échecs en Amérique latine au cours des années soixante sont connus et ont entraîné l'autocritique de ses plus ardents avocats. Qu'il suffise de dire que la victoire cubaine s'explique moins par l'innovation stratégique qu'aurait été la théorie du foco que par trois facteurs essentiels : le soutien d'une importante partie de la population urbaine à la lutte anti-Batista dans la mesure où il n'était pas question d'une révolution de type marxiste-léniniste. Le castrisme combat, au départ, la tyrannie de Batista pour « le pain et la liberté » au nom d'une « révolution humaniste » à connotation populiste. L'isolement social du régime de Batista et l'absence de détermination pour combattre l'insurrection ; l'Etat, en fait, s'effondre. Enfin, la neutralité bienveillante des Etats-Unis.

En un quart de siècle, le bilan des victoires d'insurrections armées en Amérique latine se limite à deux : Cuba et Nicaragua.

En Afrique, aucun régime indépendant n'a été

1. Foyer stratégique mobile qui entame la lutte armée sans préparation politique de la population et prétend l'entraîner par l'exemple. Voir la première critique du foco : « Révolution dans la révolution », *in* G. Chaliand, *Les Faubourgs de l'histoire,* Paris, Calmann-Lévy, 1984.

encore renversé au terme d'une lutte armée prolongée. Les mouvements armés du Sud Soudan avaient arraché à Khartoum un statut d'autonomie au cours des années soixante-dix qui est aujourd'hui remis en cause. L'Erythrée piétine malgré une lutte exceptionnelle (en passe de l'emporter au début de 1978 avant que les Soviétiques ne fournissent à l'Ethiopie les moyens matériels de la contre-offensive).

Au Moyen-Orient, les deux insurrections kurdes, celle d'Irak (1961-1975) et celle d'Iran, depuis 1979, n'ont pu et ne peuvent l'emporter malgré un soutien populaire considérable, dans la mesure où il s'agit, ici encore, de luttes de minorités en pays indépendant (non démocratique). Dans le cadre de l'organisation des Nations Unies, les seules luttes ayant reçu un soutien important sont celles qui ont été ou sont dirigées contre des Etats occidentaux. Guère de soutien, en revanche, pour une lutte interne dans un pays afro-asiatique. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se limite au droit des peuples qui furent colonisés à se libérer (sauf dans les cas particuliers de l'Erythrée et du Sahara occidental).

La guérilla marxiste-léniniste du Dhofar (Sud arabique), malgré des qualités organisationnelles indiscutables, a été vaincue discrètement (1976) par la conjonction d'un encadrement britannique, de forces du sultan d'Oman et d'un corps expéditionnaire iranien (et de quelques unités jordaniennes) qui ont pu couper les lignes d'approvisionnement des guérilleros, ravitaillés par le Sud-Yémen.

D'une façon générale, les luttes de minorités sont écrasées avec la bénédiction des Etats. L'isolement de ces luttes est quasi total sauf si les rivalités interétatiques amènent un Etat à vouloir en affaiblir un autre en aidant les insurgés. Dans le cas des Kurdes, ce type d'ethno-stratégie, notamment entre l'Iran et l'Irak, se pratique depuis plus de deux décennies. Aucun de ces Etats ne désire voir les insurgés l'emporter ; il s'agit simplement d'affaiblir l'Etat rival. C'est ainsi que l'Irak qui aide en armements les Kurdes d'Iran permet aux troupes turques de nettoyer ses propres zones frontalières tenues par les Kurdes qu'il ne parvient plus à contrôler efficacement (1983).

Si le Pakistan oriental a pu devenir le Bangla-Desh, il le doit surtout aux troupes indiennes, Indira Gandhi étant trop heureuse de porter un coup sévère au rival pakistanais.

La guérilla est un phénomène complexe qu'il n'est pas aisé de généraliser. Mais elle connaît évidemment des lois, des conditions qui déterminent en grande partie son échec ou son éventuel succès.

Le cas de la résistance afghane est à cet égard intéressant. Elle débute fin 1978 par une suite d'insurrections régionales spontanées articulées sur une série de refus, politiques, religieux, sociaux, ethniques etc., d'abord dirigées contre un régime marxiste-léniniste. Celui-ci est sans bases sociales à la campagne et son soutien est limité à Kaboul. En 1979, l'insurrection devient généralisée. Après l'in-

tervention soviétique (Noël 1979), la lutte contre l'étranger s'ajoute au rejet du régime de Kaboul. Plus d'une demi-douzaine de mouvements, dont trois « fondamentalistes » et trois « traditionalistes », se disputent des clientèles souvent régionales. Absence de stratégie d'ensemble, compétence tactique limitée, soutien massif mais inorganisé. A l'exception de la vallée du Panshir dirigée par un stratège politique et militaire de grand talent et de quelques dirigeants locaux appliquant les méthodes organisationnelles du Panshir (inspirées des guérillas révolutionnaires), presque toutes circonscrites dans le nord-est du pays, la guérilla reste traditionnelle.

En cinq ans, grâce au sanctuaire pakistanais qui permet l'acheminement d'armes, de munitions, de médecins et de médicaments, la résistance afghane s'est développée malgré un nombre croissant de réfugiés (environ 3 millions). En face, les Soviétiques, qui sans doute n'avaient pas prévu une résistance de cette ampleur, ont opté pour une stratégie fondée sur la longue durée. Des forces armées réduites : 100 000 hommes d'abord, puis 120 000 sans doute, tenant d'abord Kaboul, puis les villes et les grands axes de communication. Une intégration croissante de l'économie afghane et un patient travail, pour essayer d'asseoir le régime, qui ne semble pas encore porter de fruits, bien que ceci soit difficile à mesurer. Et surtout, pas encore (en dehors de coups de boutoir plus sérieux en 1984) de contre-insurrection vraiment effective (du moins de 1980 à 1984).

Des coups de boutoir utilisant des chars, l'aviation, l'artillerie. Peu d'utilisation de troupes aéroportées. Pas de chasse systématique destinée à couper les lignes de communication de l'adversaire.

L'armée soviétique (une armée d'appelés) est lourde, peu efficace malgré sa puissance de feu, à l'exception des parachutistes, pour une guerre de ce type. Cependant, les armées étant aussi faites pour combattre — une évidence quelque peu perdue de vue dans ces temps de pacifisme en Occident —, l'Afghanistan offre un excellent ban d'essai à une armée qui n'a pas combattu depuis la Seconde Guerre mondiale. Notons que ce n'est le cas ni de l'armée française ni des armées américaines et britanniques dont les troupes ont combattu sur de nombreux théâtres tout au long des quatre dernières décennies.

Pour la résistance afghane, pas d'autre choix pour durer que de conserver la maîtrise du milieu montagnard, d'avoir des troupes permanentes (et non des guérilleros traditionnels) et de constituer une logistique sérieuse : train, génie, transmissions. De disposer d'armes antiaériennes efficaces. En espérant que le sanctuaire pakistanais leur restera ouvert. Mais ils ne peuvent compter ni sur un retrait des troupes soviétiques (pas de pression de l'opinion publique en U.R.S.S.), ni sur une défaite militaire soviétique. A la longue, cette guerre d'usure, très pénible pour les populations et dont la durée dépend en grande partie du sanctuaire pakistanais, ne peut pas être gagnée par les Afghans. Pour les Soviétiques, il ne saurait être

question, une fois en Afghanistan, d'en repartir après avoir échoué. Un éventuel retrait n'est envisageable que si le régime de Kaboul devient capable d'assurer sa propre survie.

***

Le dernier avatar de la guérilla est son utilisation par l'Afrique du Sud, en Angola et au Mozambique et, plus tard par les Etats-Unis, aux frontières du Nicaragua, pour déstabiliser des régimes « marxistes-léninistes » eux-mêmes issus d'une insurrection populaire. La caractéristique de ces guérillas, notamment dans le cas du Mozambique et du Nicaragua (le cas de l'Angola est plus complexe [1]), est qu'elles n'ont pas besoin de soutien populaire. Un sanctuaire, des opérations de commandos fondées sur le sabotage, le harcèlement suffisent s'ils sont menés à une échelle importante pour obliger l'Etat à une épuisante mobilisation permanente. Celle-ci concourt à la paralysie économique et au désordre. La signature des accords de Nkomati entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, qui privent l'African National Congress de sanctuaire, est à cet égard très importante pour

1. L'Unita a une indiscutable base de masse ethnique en pays ovimbundu. Sur le nationalisme angolais, voir J. Marcum, *The Angolan Revolution. Exile Politics and Guerilla Warfare (1962-1976)*, Cambridge, Mass., M.I.T., 1978 ; et J. Stockwell, *In Search of Ennemies*, A C.I.A. Story, New York, Norton, 1978.

l'Afrique du Sud et porte un rude coup à tout développement éventuel d'une lutte armée en Afrique du Sud. Mais, nous sommes déjà, en réalité, dans la contre-insurrection.

# LA CONTRE-INSURRECTION

La contre-insurrection est, comme son nom l'indique, une réponse à l'insurrection ; elle en est un des effets. En ce sens, la contre-insurrection, du moins pour une période donnée, n'a pas l'initiative. Toute l'intelligence de la contre-insurrection consiste à ravir l'initiative à l'adversaire.

« Tout gouvernement sage devrait s'efforcer de détruire un mouvement insurrectionnel au cours de la période de développement de la subversion ou bien, lorsque des circonstances peut-être en dehors de sa volonté ne le lui permettent pas, dès les premiers instants de la phase suivante de la guérilla. Malheureusement les signes marquant la première phase ne sont pas toujours reconnus et il arrive même qu'on feigne d'ignorer ou qu'on nie l'existence d'un mouvement de subversion pour des raisons politiques à courte vue[1]. »

1. R. Thompson, « Les principes fondamentaux de la contre-insurrection », in *Defeating Communist Insurgency*, London, Chatto and Windus, 1966, traduit *in* G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla, op. cit.*

Contre quelle cause combat-on ? Il s'agit d'abord de comprendre l'adversaire, la nature de la lutte, la stratégie de l'insurrection. Ces questions peuvent paraître des évidences, elles méritent cependant réflexion. La faiblesse majeure de Tchang Kaï-Tchek a sans doute été son incapacité à comprendre la nature du défi posé par les communistes chinois. Au moins avait-il l'excuse de la surprise historique. Mais, après lui, la première guerre d'Indochine, menée par la France, n'a pas été, par sous-estimation de l'adversaire, comprise par l'état-major français. Les leçons de la guerre d'Indochine ont été tirées après[1]. Appliquer à l'Algérie ces leçons a produit, militairement, ses fruits. Mais la contradiction politique tenait au fait qu'il eût fallu, comme les Britanniques en Malaisie, pouvoir offrir l'indépendance et non un statut départemental ne correspondant plus à l'esprit du temps. La guerre n'aurait eu de sens que si le F.L.N. avait été marxiste-léniniste et que la France eût concédé l'indépendance à quelque force nationaliste[2]. Dans la pratique, les militaires portugais n'ont commencé à comprendre la situation dans les « provinces d'outre-mer » que plusieurs années après le déclenchement de la lutte : Spinola en Angola en 1966-1967, puis en Guinée-Bissau à partir de 1968.

1. Voir la remarquable livraison de la *Revue militaire d'information*, mars-avril 1957.

2. Il va de soi que ce calcul rationnel n'a pas pu se faire. La guerre d'Algérie a eu lieu avant tout parce qu'il y avait une colonisation de peuplement.

(A l'inverse, ce sont les organisations palestiniennes qui ont mis du temps à comprendre pourquoi Israël ne pouvait être vaincu.)

Naturellement, aujourd'hui on pense connaître les tenants et les aboutissants de la guérilla. Cependant, toutes les situations sont spécifiques. La simple application d'une technique ne peut suffire à résoudre un problème supposé connu parce qu'il est désigné sous le terme d'insurrection.

Malgré l'absence d'initiative, l'Etat, au début, a nombre d'avantages : armée, police, administration, aide extérieure, ressources financières, contrôle de l'information. Et, par-dessus tout, il bénéficie presque toujours de la passivité de la majorité de la population.

Une fois déterminée la nature de l'insurrection et connues ses structures, ses méthodes, l'Etat lutte contre la subversion politique au moins autant que contre les insurgés en armes.

La mise en place d'une contre-insurrection adéquate requiert une stratégie, une coordination politique, militaire, policière et administrative. Mais deux facteurs sont capitaux : la détermination, la vigueur et le savoir-faire de l'Etat d'une part, et, d'autre part, un minimum de bases sociales.

C'est une erreur de croire que l'Etat doit forcément avoir le soutien de la population pour gagner. Tant que la guérilla n'a pas le soutien et le contrôle d'une très grande partie de la population — et cela est rare — l'Etat peut, à condition de mener la contre-

insurrection avec énergie et intelligence, ne s'appuyer que sur une base sociale relativement réduite et l'emporter militairement. Cependant, d'une manière générale, l'Etat a intérêt à apporter aux secteurs sociaux défavorisés qu'il veut gagner des améliorations concrètes même si elles sont limitées (dispensaires, écoles, programme alimentaire, etc.).

Cependant, les tâches les plus urgentes sont ailleurs. Il faut, d'une part, réduire autant que faire se peut la subversion politique et cela n'est possible que grâce au renseignement. Le renseignement est vital. L'Etat cherche à ravir l'initiative aux insurgés en les harcelant avec des forces mobiles, en les forçant à employer leur énergie à se défendre et à survivre : attaquer la guérilla dans les zones où elle est implantée, traquer, dresser des embuscades de nuit grâce à des commandos de chasse. Surtout menacer et détruire — après une longue période de reconnaissance — leur logistique (voies de communication, approvisionnements).

Les offensives contre la guérilla ne peuvent être menées qu'avec des troupes mobiles, spécialisées, motivées et conduites par des officiers compétents et respectés. Il va de soi qu'en pays sous-développé, nous touchons là une contradiction, l'armée, dans de nombreux pays étant, pour les officiers, l'occasion d'une promotion sociale ou d'une sinécure fondée sur la corruption et le refus du risque.

La police est l'organisation anti-insurrectionnelle première, particulièrement en ville. Sa compétence,

surtout au début de l'insurrection, est un facteur important.

Le système judiciaire, quant à lui, est modifié pour répondre aux nécessités de la situation. En pays démocratique, cette adaptation et l'usage qui en est fait sont contrôlés par une autorité indépendante.

Il est vain pour la contre-insurrection de chercher à imiter les méthodes politiques de la guérilla. Mieux vaut user le plus efficacement possible des moyens très supérieurs dont elle dispose. Tenter, par exemple, de faire en partie les réformes préconisées par l'adversaire (ou celles jugées indispensables) pour le priver du soutien de la population, est souvent, pour des raisons politiques et sociales, une impossibilité pratique. Mais les résultats seront sans doute plus immédiats si l'on essaie à la fois d'infiltrer le mouvement et de renforcer la machine répressive (même sans réformes).

L'infiltration est très payante quand elle est faite au début de la constitution d'un mouvement, lorsque celui-ci est encore numériquement faible. Mais elle est infiniment plus facile un peu plus tard, lorsque le recrutement tend à devenir massif — au début, on se coopte. Il est vrai qu'il suffit d'un seul informateur à l'échelon approprié. De même, la technique consistant à jouer des contradictions internes (à condition d'en être informé) d'un mouvement en manipulant une fraction même limitée peut se révéler efficace. Ainsi fut assassiné Amilcar Cabral (1973) par des membres de son propre parti, manipulés par les

Portugais (l'indépendance avait été promise aux Guinéens noirs à condition qu'ils se débarrassent des Cap-verdiens, métis).

De toute façon, la contre-insurrection cherche, sur le plan politique, à diviser autant que faire se peut la clientèle de l'adversaire. Différences ou antagonismes ethniques, religieux, linguistiques, régionaux, sociaux sont utilisés pour diminuer la base sociale de la guérilla. Toute l'histoire de la conquête coloniale est fondée sur l'utilisation d'antagonismes locaux. Ils sont loin d'avoir disparu à l'heure du nationalisme moderne et la liste serait longue des pays où il est possible d'user d'ethno-stratégies. Les Soviétiques en Afghanistan sont à cet égard remarquablement servis par les sociétés traditionnelles qu'ils ont à soumettre.

Sur le plan social — si la lutte est plus particulièrement axée sur la lutte des classes — il est aisé de rallier ou de neutraliser des couches sociales non négligeables par le nombre. Ce travail politique s'ajoute aux opérations militaires actives, accompagnées de la liquidation sélective des opposants. Dans la pratique, la plupart du temps, ces liquidations sont indiscriminées.

Les obstacles naturels — montagnes, forêts, jungles, marais, bocages, etc. — aident la guérilla. Le rôle de la contre-insurrection est de lui créer des obstacles : ainsi du triple mur érigé par les forces marocaines (1978-1984) au Sahara occidental contre le Polisario, ou de la ligne de barbelés électrifiés le long des frontières marocaines et tunisiennes par les

Français durant la guerre d'Algérie. Leur efficacité ne fait aucun doute. Empêcher l'utilisation du sanctuaire — ou en réduire considérablement l'importance — ou se replier lorsque la géographie s'y prête sur le pays utile. Dans le cas afghan, compte tenu de la nature du pays et de l'étendue considérable des frontières, ne serait-ce qu'avec le seul Pakistan, la solution la plus simple et la plus économique pour les Soviétiques consisterait à amener l'Etat pakistanais à cesser son soutien logistique aux insurgés.

Des efforts sérieux sont entrepris pour localiser les voies d'acheminement habituelles des convois pour les détruire, pour obliger l'adversaire à chercher d'autres voies d'accès plus difficiles afin de ralentir ses approvisionnements. Pour la guérilla, toute opération de pénétration doit être coûteuse. Toute marche de jour doit être hautement risquée, surtout lorsqu'il s'agit de convois ou groupes importants. La chasse avec des éléments aéroportés chaque fois que cela est possible, telle est la technique de la contre-insurrection sur le plan militaire.

Lorsque les guérilleros tiennent une région donnée et acceptent le combat pour la conserver, la contre-insurrection peut en rendre la défense très coûteuse : toute attaque frontale peut tourner à l'avantage de la contre-insurrection, compte tenu de sa puissance de feu supérieure et du nombre. Toutefois, la nature du terrain, la connaissance qu'on en a, la motivation des combattants peuvent rendre la bataille incertaine.

Contrairement à une idée largement répandue, le

temps ne travaille pas nécessairement en faveur de la guérilla. S'il est exact que le facteur temps, en principe, est essentiel pour permettre au faible de progressivement se renforcer, il ne suffit pas de laisser le temps s'écouler. Le temps appartient à ceux qui en font un usage productif. D'ailleurs, la contre-insurrection aussi a besoin de temps : pour organiser l'administration, la police et l'armée en fonction de la guerre, quadriller, obtenir du renseignement, essayer de démanteler l'infrastructure politique clandestine de l'adversaire, saigner les forces des insurgés par des offensives sérieusement préparées, etc.

Une offensive qui s'est rendue maîtresse d'un territoire tenu par l'adversaire et qui lui a coûté des pertes sensibles est en soi pour l'armée un excellent résultat. Mais il est insuffisant. Une fois « nettoyée » la zone, l'armée en général la quitte car il n'est pas possible de tenir toutes les zones du pays. Les insurgés peuvent revenir et retrouver chez la population un soutien qui leur permette de reconstituer plus ou moins ce qui vient d'être perdu. Dans de nombreuses guérillas, le processus de pourrissement renouvelé de zones « pacifiées » est sans doute un des phénomènes les plus débilitants pour l'armée.

La population reste l'enjeu de la lutte et l'armée cherche sinon à la gagner, du moins à la contrôler. Lorsque cela est possible, elle s'appuie sur une minorité active favorable à l'Etat. Cela implique que l'insécurité ne soit pas trop grande pour ces éléments,

sinon ils seraient physiquement éliminés de façon systématique par les insurgés.

Si l'Etat estime qu'il ne peut gagner le soutien de la population — encore qu'il soit toujours possible d'avoir le soutien d'une partie de celle-ci, pour des raisons ethniques, religieuses ou sociales —, il peut utiliser d'autres méthodes. Le regroupement forcé en zone rurale, processus délicat mais qui a fait ses preuves, dans le succès comme dans l'échec : bons résultats en Malaisie, mauvais au Vietnam, bons en Guinée-Bissau, etc. Tout dépend de l'organisation du regroupement, du savoir-faire de ceux qui le mettent en place — c'est un dur choc pour une population de quitter son village. Psychologiquement, le nouveau hameau devrait offrir la sécurité et, matériellement, un mieux-être sensible. Leur constitution tardive, si l'adversaire y a déjà structuré son organisation politique clandestine, n'a plus de sens (Sud-Vietnam). Souvent, si la population est nombreuse, ces regroupements ressemblent surtout à de vastes camps d'internement avec distribution de soupe populaire et de médicaments. Les premiers regroupements de ce type remontent pour l'époque moderne à la contre-insurrection espagnole à Cuba menée par le général Weyler (1895-1898) et les camps de concentration britanniques mis en place par Kitchener durant la guerre des Boers (1899-1902), où 60 000 femmes et enfants périrent.

La « production de réfugiés » est une des méthodes classiques de la contre-insurrection. Ces réfugiés

peuvent être dirigés vers les villes (Saigon, entre 1965 et 1973, passe d'un peu plus d'un million à près de 4 millions d'habitants). Ils peuvent également être poussés à quitter le pays (réfugiés afghans, surtout du sud-est du pays, au Pakistan : environ 3 millions en 5 ans).

Empêcher ou gêner l'organisation politique à la base par les insurgés est une des tâches majeures de la contre-insurrection. Parallèlement, l'armée essaie de se gagner, ou de neutraliser, la population en introduisant (si cela est jugé utile) des réformes. Les actions politiques sont précédées par des opérations militaires destinées à la fois à évincer les insurgés de la région et à démontrer la puissance de l'armée et sa volonté d'occuper le terrain de façon permanente. Une telle politique n'est possible que dans des zones choisies pour être favorables aux gouvernementaux, soit socialement, soit géographiquement.

L'articulation des diverses phases de la contre-insurrection dépend de facteurs spécifiques à chaque situation. Cependant, d'une manière générale, les tâches les plus importantes consistent à :

— obtenir du renseignement
— harceler l'adversaire dès qu'il est localisable
— briser ou réduire sa logistique
— contrôler la population et lui créer des conditions viables
— détruire autant que faire se peut l'infrastructure politique clandestine de l'insurrection

— concentrer suffisamment de forces pour détruire le gros des forces ennemies

— jouer de toutes les divisions possibles, y compris au sein du mouvement insurrectionnel.

La contre-insurrection peut avoir l'initiative en sélectionnant les régions et le moment où elle veut porter ses coups en bénéficiant de la surprise. C'est le cas, par exemple, pour les opérations aéroportées contre les bases ou les régions tenues par les insurgés. L'important étant de laisser le moins de répit possible après que l'offensive a été lancée.

Une fois expulsées d'une zone donnée, des mesures sont prises pour éviter le retour des forces insurgées : établir des garnisons qui patrouillent et contrôlent la population ; identifier et éliminer les agents de l'insurrection.

Ce processus est répété dans d'autres zones afin de réduire au maximum les régions tenues par les insurgés. De bout en bout, les efforts seront coordonnés et la primauté du politique sur le militaire maintenue même si des décisions sont prises à l'échelle locale lorsque les circonstances l'exigent.

Militairement, si on lutte contre une guérilla classique n'ayant pas constitué une véritable armée partisane, les unités mobiles de l'armée régulière n'ont besoin que de forces mobiles et légères soutenues par des hélicoptères. L'armée a, en général, l'avantage de disposer d'un système de télécommunications qui renforce sa mobilité et son efficacité. Le

plus difficile paraît être l'adaptation à ce type de guerre.

Lorsque les conditions le permettent, l'armée s'attaque aux places fortes des insurgés. Une défaite sur le terrain peut contribuer à démoraliser l'adversaire et surtout montrer aux populations que, militairement, l'armée est plus forte. Mieux vaut, cependant, pour l'armée, attaquer une région moins bien tenue que de ne pas l'emporter, un échec ayant le résultat inverse : c'est-à-dire qu'il renforce le moral de l'adversaire et lui attire l'admiration des populations. L'armée aussi a besoin de temps et d'expérience pour être vraiment opérationnelle : adaptation au terrain, aux nouvelles données de la guérilla, etc. De toute façon, aucune opération n'est décisive ; ce qui compte, à la longue, c'est de briser la capacité offensive de la guérilla et de la saigner. L'obliger à la défensive, pour l'essentiel, ou mieux à la fuite chronique. Chaque région investie par les unités mobiles est ensuite contrôlée par les unités qui y stationnent. Idéalement, l'armée devrait s'abstenir de commettre des exactions et garder à l'esprit qu'elle ne représente pas seulement une force de frappe mais la loi et l'ordre. Toute sanction pour exaction doit être publique. Tout dommage réparé, autant que faire se peut. Le soldat ne devrait ni voler ni piller. Sinon, tous les projets d'amélioration (médicaux, scolaires, économiques) échoueront. Le contrôle de la population signifie aussi la protection apportée à ceux qui coopèrent avec l'armée. La meilleure propagande

consiste à résoudre concrètement ce qui peut être résolu ou amélioré au niveau des problèmes quotidiens du village ou de la région.

A condition d'avoir la volonté de vaincre, la contre-insurrection est une partie qui, l'expérience le prouve, peut être gagnée avec de la ténacité et de l'intelligence.

2e partie

# TERRORISMES

*Une action violente est dénommée terroriste lorsque ses effets psychologiques sont hors de proportion avec ses résultats purement physiques.*

RAYMOND ARON

*La torture est la forme extrême de la terreur individualisée.*

PAUL WILKINSON

Depuis 1968, date à laquelle le Front populaire de libération de la Palestine détourna à Rome un avion de la compagnie israélienne El Al, un nouveau type de terrorisme est né. Cette innovation qu'est le terrorisme transétatique à caractère surtout publicitaire s'est rapidement développée. Ce terrorisme politique ne peut être compris hors du contexte idéologique qui a concouru à le produire ainsi que du développement des communications et des médias.

Le terme de terreur trouve son origine politique dans la Révolution française au sens de terreur exercée par l'Etat. Le siècle des Lumières débouche sur l'idée de souveraineté populaire. C'est au nom de celle-ci et de sa défense que la révolution justifie la terreur d'Etat. Par la suite, le terrorisme politique est utilisé dans la seconde partie du XIX^e siècle, notamment par les populistes russes qui furent influencés par la tradition romantique. La lointaine origine du terrorisme est à rechercher dans le tyrannicide. Traditionnellement, l'assassinat du tyran est commis

au nom de la justice. Mais c'est au nom de la pureté idéologique que la plus puissante organisation de terreur jamais mise en place, celle des Assassins [1], opère aux XII^e-XIII^e siècles.

Dans le monde contemporain, depuis la Révolution française, le romantisme, les idées socialistes, etc., la doctrine de la juste révolte [2] qui rencontraient jadis des freins considérables s'est largement répandue. Au cours des quatre dernières décennies, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du moins quand il s'agit de peuples sous domination coloniale, est devenu une idée force. Le monde qui vivait jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dans une sorte de conservatisme fondé sur la loi et l'ordre des empires coloniaux s'est progressivement effondré. A partir du début des années soixante, l'idéologie tiers-mondiste a sacralisé la révolte. Le recours systématique à la violence trouve là ses origines. Utilisé comme dernier recours dans le cadre de despotismes où la sanction était la peine de mort — avec ou sans jugement — le terrorisme est devenu un moyen d'être entendu, aux risques très limités, du moins en pays démocratique. Par ailleurs, l'utilisation très fréquente du terrorisme s'explique par l'extraordinaire développement des médias. Les moyens de communication de masse,

1. B. Lewis, *Les Assassins. Terrorisme et politique dans l'Islam médiéval*, préface de Maxime Rodinson, traduit par Annick Pélissier, Paris, Berger-Levrault, 1982, Complexe, 1984.

2. Saint Thomas d'Aquin en fait mention, mais en Occident la grande voix dissidente est Marsile de Padoue (*In défensor pacis*).

notamment audiovisuels, sont devenus d'une importance considérable pour les organisations terroristes dans la mesure où ils répercutent systématiquement leurs actions. C'est l'une des caractéristiques majeures des terrorismes contemporains.

L'autre caractéristique de ces terrorismes, leur dimension transnationale — qui, en soi, n'est pas nouvelle, mais ne fut jamais aussi systématique — tient au développement des communications, notamment aériennes.

***

Le terrorisme moderne peut sans doute être daté : les populistes russes, *Narodniki,* sont actifs entre 1878 et 1881. Vera Zassoulitch dont le nom est familier à ceux qui connaissent l'histoire moderne russe, abat le gouvernement de Saint-Pétersbourg au lendemain d'un procès des populistes. L'année suivante est marquée par un attentat manqué contre le tsar. Pour le *narodnaya volya,* les attentats visent à renverser la tyrannie tsariste[1]. En 1881, le tsar est assassiné, mais la tyrannie tsariste n'est pas abattue pour autant. Le terrorisme des populistes est néanmoins l'expression de la crise générale de la société russe. Notons que les populistes publient une décla-

1. D'autres régicides ont eu lieu à la même période en Europe. Attentat en 1878 contre les souverains d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie. En 1883, nouvel attentat contre l'empereur d'Allemagne. En 1898, assassinat de l'impératrice d'Autriche.

ration condamnant l'usage du terrorisme en pays démocratique lors de l'assassinat en 1881 du président des Etats-Unis, James Garfield.

Une nouvelle vague d'assassinats est déclenchée en 1902. Il ne s'agit plus, cette fois, d'un acte conçu de façon isolée mais comme un complément, utilisé par les socialistes révolutionnaires (S.R.), au potentiel révolutionnaire des masses populaires.

Au XIX^e siècle cependant des courants nihilistes ou anarchistes préconisent et pratiquent également le terrorisme. Netchaeiv (*Catéchisme révolutionnaire,* 1869) et Bakounine notamment en sont les idéologues, ainsi que Kropotkine qui voyait dans l'usage de la terreur un moyen d'éveiller l'esprit de révolte parmi les masses [1].

En 1881, une Internationale anarchiste est créée à Londres tandis que les attentats dans les années 1890 [2] sont très nombreux, particulièrement en France (Ravachol, Auguste Vailland, Emile Henry, etc.).

Signalons que chez Marx et dans la mouvance marxienne, le terrorisme n'occupe guère de place, car

1. Nombre des idées émises à cette époque sont reprises directement ou indirectement à l'époque contemporaine. Malgré les apparences, la Rote Armee Fraktion, mieux connue sous le nom de Baader-Meinhof, chérit certaines des conceptions émises à l'époque. De même, l'idée bakouninienne d'une révolution prenant appui non sur le prolétariat mais sur la paysannerie et les voleurs (idée émise d'abord par Wilhelm Weitling, disciple d'Auguste Blanqui) est utilisée par Mao Ze Dong comme par le F.L.N. algérien.

2. Parmi les anarchistes les plus importants : Malatesta, Most, Fielden, Emma Goldmann.

la violence est collective. Avec la Commune, le modèle va devenir l'insurrection urbaine. En tant que phénomène particulier, le terrorisme moderne est actif en Europe — et aux Etats-Unis où le président Mac Kinley est assassiné en 1901 — de 1878 à la Première Guerre mondiale. Par la suite, il est plus localisé (Irlande, problème macédonien, etc.). Au cours des années vingt et trente, il est de plus en plus utilisé par la droite fascisante.

Dans le cadre de luttes à caractère national, trois mouvements font un usage plus classique du terrorisme : les Arméniens du parti social-démocrate « Dachnak » (prise de la Banque ottomane à Constantinople en 1896) ; les Macédoniens de l'Organisation révolutionnaire interne macédonienne (O.R.I.M. [1]), 1893-1934 (tout particulièrement après la Première Guerre mondiale), et les Irlandais. Macédoniens et Arméniens tentent, en cherchant à acculer l'empire ottoman à la riposte, de faire intervenir les puissances européennes en leur faveur. Mais cette stratégie, reprise du modèle bulgare qui déboucha en 1878 sur l'indépendance de la Bulgarie, ne donne pas les résultats escomptés. La revendication d'indépendance des Irlandais utilise toutes les formes de violence dès 1850-1860 et débouche enfin au lendemain de la Première Guerre mondiale, sauf en Ulster.

1. Les Macédoniens luttent contre la domination ottomane jusqu'à la Première Guerre mondiale par la guérilla et le terrorisme puis, leurs revendications nationales n'ayant pas abouti, par le terrorisme, y compris transétatique, contre l'Etat bulgare.

Une fraction dissidente de l'I.R.A. (Irish Revolutionary Army) combat l'armée irlandaise durant les années vingt et trente en utilisant terrorisme et sabotage. Leur exemple sera repris.

Quant à la droite contre-révolutionnaire des années vingt et trente, elle comprend entre autres les gardes de fer de Cornelius Codreanu en Roumanie, les Oustachis d'Ante Pavelich en Croatie et autres ligues fascistes.

L'usage du terrorisme et du sabotage au cours de la Seconde Guerre mondiale est bien connu. Après celle-ci, le terrorisme a été largement employé par deux organisations minoritaires en Palestine : l'Irgoun zvai Leumi (organisation militaire nationale), fondée par la droite du mouvement sioniste, dirigée par Jabotinsky et M. Begin ; et le groupe Stern [1] qui est une scission extrême de l'Irgoun. La majorité des dirigeants sionistes pensait que la Haganah, organisation d'autodéfense, était suffisante.

Un des rares mouvements à utiliser le terrorisme de façon systématique (bien qu'il s'agisse d'une combinaison d'embuscades de guérilla et d'actions terroristes, sabotage compris) est l'E.O.K.A. (1954-1957)

1. Le terrorisme du groupe Stern n'était pas que sélectif. Durant la révolte arabe de 1938-1939, le groupe lançait des bombes sur des autobus arabes, des marchés, etc. Cependant, en matière de terrorisme sélectif, le groupe assassine en novembre 1944 Lord Moyne, le ministre d'Etat britannique pour le Proche-Orient. L'Irgoun s'attaque plus particulièrement aux installations militaires et administratives britanniques et réussit l'attentat de l'hôtel King David à Jérusalem où se trouvait l'état-major britannique.

chypriote dirigé par le général Grivas. Tant l'Irgoun que l'E.O.K.A. s'inspirent des méthodes des Irlandais de l'avant-guerre. L'un et l'autre de ces mouvements obtiennent satisfaction. La Grande-Bretagne se retire de Palestine et de Chypre.

***

On range aujourd'hui sous le terme de terrorisme une prolifération de mouvements, groupes et groupuscules. Aussi est-il nécessaire de dresser une typologie.

— Mouvement de libération[1] à base populaire ayant une direction politique et des forces armées : le terrorisme en général n'est pas la caractéristique principale de ces mouvements. De façon classique, le terrorisme n'est qu'une branche spécialisée au sein des forces armées ou une des activités, souvent mineure, des combattants. Ce terrorisme peut être rural ou urbain. Le F.N.L. (Front national de libération) du Sud-Vietnam a par exemple utilisé le terrorisme pour liquider les agents du gouvernement Diem dans les villages. En ville, des groupes spécialisés usaient de sabotage, terrorisme (meurtres d'officiels et de policiers). Le F.L.N. algérien, quant à lui,

1. Notons que le terrorisme ne joue guère de rôle dans nombre de mouvements de libération : P.A.I.G.C. de Guinée-Bissau ; mouvements kurdes d'Irak (Barzani) au cours des années soixante ou P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan iranien) depuis 1979 ; ou Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.), etc.

a recouru abondamment au terrorisme : liquidation des agents du colonialisme, intimidation des populations pour asseoir son contrôle, liquidation de mouvements concurrents, terrorisme indiscriminé pour scinder les communautés selon des critères ethniques. Comme nous l'avons précédemment signalé, Irlandais, sionistes et Chypriotes grecs ont très largement utilisé le terrorisme. Mais reste que leurs organisations avaient une épaisseur sociale, une direction politique et une stratégie globale capables d'atteindre un objectif modifiant la situation sur le terrain.

Entrent dans cette catégorie les mouvements de libération à caractère ethnique et/ou religieux, ou aux objectifs autonomistes ou indépendantistes ayant une base de masse. Ainsi, l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) en fait partie, de même que l'I.R.A. (Irish Revolutionary Army) — ces deux mouvements utilisant essentiellement les actions à caractère terroriste.

Il est fréquent, compte tenu du climat particulier de violence et de clandestinité que comporte le terrorisme, que des fractions d'un mouvement refusent la plate-forme réaliste ou modérée à laquelle consent la direction politique. Ce fut le cas des Irlandais de l'I.R.A. au lendemain de l'accession de l'Irlande (Eire) à l'indépendance. Aujourd'hui, c'est le cas d'une fraction de l'E.T.A. basque qui refuse le statut d'autonomie et revendique l'indépendance. A l'extrême de la caricature, on peut mentionner les

éléments corses du F.L.N.C. qui miment un mouvement de libération. Le destin de ces petits groupes peut être divers, mais en général il est de piétiner ou d'être progressivement liquidé à moins que le mouvement ne s'autodétruise par crises internes nées de l'impasse.

Très peu de mouvements ont remporté des succès politiques décisifs en utilisant le terrorisme de façon quasi exclusive ou de façon largement majoritaire : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à la Palestine et à Chypre, il faut ajouter Aden[1] (1964). Mais chaque fois, le mouvement était un mouvement national disposant d'un large appui indirect ou direct. On peut dire que, dans ces cas, le terrorisme a servi de substitut à la guérilla et qu'il était mieux adapté aux conditions et aux possibilités de la situation comme des mouvements. A partir de 1960, la campagne de terrorisme urbain du F.L.N. algérien est le produit direct de l'écrasement des capacités offensives des willayas.

En ce sens, l'O.L.P. utilise le terrorisme parce que — en dehors des opérations de commandos menées surtout à partir de la Jordanie en 1968-1970 ou du Liban, par la suite — elle n'a pas pu frapper l'adversaire autrement. Le terrorisme est devenu de plus en plus une arme politique de type publicitaire : faire connaître le mouvement, empêcher qu'on ne

1. En Afrique, les Mau Mau ont été un des rares mouvements à utiliser le terrorisme à une échelle importante.

l'oublie, sont plus importants que les dommages causés à l'adversaire.

— Mouvements ou groupes anti-impérialistes ou révolutionnaires sans base de masse, souvent fondés sur la lutte des classes et privilégiant la lutte armée sous la forme quasi exclusive du terrorisme (guérilla urbaine) en pays non démocratique. Ce type de mouvement s'incarne initialement chez les Latino-Américains tels le groupe de Marighella au Brésil, les Tupamaros d'Uruguay ou les Monteneros d'Argentine. C'est à ce type d'organisation qu'appartiennent, avec des variantes, les divers groupuscules d'extrême gauche turcs des années soixante-dix et les fedayins et moudjahidin khalq d'Iran. L'action de ces groupes débouche la plupart du temps, compte tenu de la faiblesse de leur base sociale, sur l'échec, un durcissement de l'Etat et la montée au pouvoir des éléments les plus répressifs (extrême droite, etc.).

Mentionnons aussi les groupes d'exilés ou d'émigrés nationalistes ayant des revendications que les circonstances historiques ne leur permettent pas de satisfaire. C'est le cas de petites organisations arméniennes qui utilisent le terrorisme depuis 1975, essentiellement à l'encontre des représentants de l'Etat turc[1]. C'est, dans un con-

1. Une fraction de l'A.S.A.L.A. (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) s'est attaquée à plusieurs reprises à des intérêts non turcs et s'est criminellement livrée à deux actes de terrorisme indiscriminé en 1982 et 1983 (groupe Orly).

texte différent, le cas des groupes croates anti-titistes.

— Sectes politiques à vocation révolutionnaire dans des sociétés industrielles démocratiques. Celles-ci ont eu, depuis plus d'une quinzaine d'années, des caractéristiques relativement similaires : Weathermen aux Etats-Unis, Rote Armee Fraktion (groupe Baader-Meinhof), Brigades rouges italiennes, etc. Groupes sans base sociale, axant leur stratégie sur le présupposé idéologique selon lequel le système est fondamentalement oppressif. La violence exercée par ces groupes doit démontrer aux masses le caractère coercitif du système et entraîner leur adhésion grâce à la conscience que ces groupes se chargent de développer par le truchement de la spirale violence-répression.

L'échec, inscrit dans les conceptions mêmes de ces groupes, peut favoriser l'apparition de fractions nihilistes qui n'ont plus pour objectif de se gagner un quelconque soutien populaire, et risquent de déboucher sur le banditisme comme moyen d'existence. Des mouvements d'extrême droite[1] (le terrorisme n'ayant pas plus que la guérilla de connotation idéologique mais étant d'abord une technique) peuvent aussi opérer dans une société démocratique avec

1. L'Organisation de l'armée secrète (O.A.S.), par exemple, à la fin de la guerre d'Algérie. Ou plus récemment Charles Martel ou Delta, etc.

des chances aussi minces de peser sérieusement sur la stabilité politique du pays — à moins d'une crise profonde.

— Le terrorisme d'Etat ou para-étatique est une forme de terrorisme qui provoque toujours plus de victimes que le terrorisme publicitaire, son but n'étant pas de se présenter comme un coup de théâtre mais de terroriser en liquidant souvent massivement les oppositions effectives ou potentielles. Souvent l'Etat fait officiellement cette « remise en ordre ». Parfois, ce soin est laissé aux formations tels les « escadrons de la mort » actifs au Brésil au cours de la période 1969-1972 ou les formations para-étatiques guatémaltèques qui, en 1980-1982 surtout, ont liquidé les opposants politiques en milieu urbain et procédé à des massacres d'Indiens en milieu rural. Le terrorisme répressif est depuis toujours l'arme de la tyrannie et du despotisme. Divers Etats utilisent également des commandos spécialisés affectés à des tâches pontuelles : liquidation de trois dirigeants du Fath à Beyrouth en 1973 par les services israéliens en réponse à des actes terroristes en Israël. Assassinat par les services syriens de l'ambassadeur de France à Beyrouth en 1982. La Libye utilise le terrorisme comme méthode de diplomatie coercitive. Tentative d'assassinat du pape par un agent turc manipulé ou utilisé par les services bulgares, etc.

On ne saurait omettre de mentionner l'usage de la torture pratiquée par de nombreux Etats. Celle-ci,

pour reprendre la remarquable formule d'un des meilleurs spécialistes britanniques du terrorisme[1], est « la forme extrême de la terreur individualisée ». Par contre, en Iran par exemple, on assiste à une phase de terreur fondée sur l'idéologie religieuse, la vérité étant décrétée par les mollahs.

***

Après les échecs répétés des focos ruraux et la mort de Che Guevara en Bolivie (1967), Carlos Marighella tente de mettre en place une nouvelle stratégie où, à terme, guérilla urbaine et guérilla rurale seraient articulées. Il n'aura le temps que d'entamer la guérilla urbaine. Selon Marighella, la stratégie du terrorisme urbain consiste à « transformer la crise politique en conflit armé par le truchement d'une série d'actions violentes qui forcent le pouvoir à transformer la situation politique du pays en situation militaire[2] ».

Le calcul de Marighella était, en amenant les autorités à réagir de façon répressive, d'attirer le blâme sur l'Etat. Dans la pratique, cette répression a eu pour effet de démanteler l'organisation révolutionnaire sans pour autant susciter un soutien des masses autre que passif. Encore aurait-il fallu savoir l'ampleur de la base sociale potentielle de telles actions et

1. P. Wilkinson, *Political Terrorism,* Londres, Macmillan, 1974.
2. Carlos Marighella, *Pour la libération du Brésil,* mini-manuel du guérillero urbain, Paris, Le Seuil et autres, 1970, traduit du brésilien par Conrad Detrez.

ne pas oublier qu'il y a loin de la sympathie au soutien organisé.

Marighella a lui-même d'ailleurs vu les contradictions de sa stratégie. Il signale, dans son mini-manuel, parmi les sept erreurs du guérillero urbain « ... la surestimation de la lutte urbaine. Ceux qui se laissent enivrer par les actes de guérilla dans les villes risquent de ne pas se préoccuper beaucoup du déclenchement de la guérilla rurale. Ils finissent par considérer la guérilla urbaine comme décisive et par y consacrer toutes les forces de l'organisation. La ville est susceptible d'être l'objet d'un encerclement stratégique que nous ne pourrons éviter ou rompre que lorsque sera déclenchée la guérilla rurale. Tant que celle-ci n'aura pas surgi, l'ennemi pourra toujours nous porter des coups graves ».

En réalité, la stratégie de « guérilla urbaine » de Marighella souffre de plusieurs faiblesses intrinsèques : l'absence d'un soutien populaire organisé compte tenu du caractère clandestin — et très réduit numériquement — du mouvement ; le présupposé que l'Etat est faible ou est déjà affaibli — ce qui n'était pas le cas de l'Etat brésilien, dictature militaire depuis 1964. Malgré son rejet de la stratégie du foco rural, la « guérilla urbaine » de Marighella [1] était, en fait, un foco urbain.

1. Sur Marighella comme sur les Tupamaros, on ne peut sous-estimer l'influence de l'Espagnol Abraham Guillen, « La guérilla urbaine et les Tupamaros », *in* G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla, op. cit.*

En Uruguay, les Tupamaros voyaient à juste titre Montevideo, la capitale, comme le centre stratégique dans la mesure où environ la moitié de la population totale du pays y était concentrée. Les villes rendent inutilisables l'aviation et l'artillerie — au moins dans le cadre du contre-terrorisme —, ce qui prive l'adversaire de certains de ses avantages.

L'Uruguay est un pays urbanisé à plus de 80 % et les zones rurales (essentiellement des plaines) ne pouvaient servir que de diversion afin de réduire la pression des forces armées en ville.

Pour les Tupamaros, Montevideo, comme toutes les grandes villes, présentait un certain nombre d'avantages : des cibles toutes désignées et aisément à portée : ambassades, administrations, hommes d'affaires, médias, banques.

Les Tupamaros connaissent une phase euphorique d'opérations réussies à la fois spectaculaires et sans victimes quasiment, qui leur gagnent la sympathie d'une partie de la population. Il faut cependant souligner qu'à l'époque, les Tupamaros ne combattent pas un gouvernement antidémocratique. La montée du terrorisme, destiné selon le mouvement à démasquer un pouvoir fondé sur l'oppression, produisit la montée de l'extrême-droite. Avec le temps, les opérations des Tupamaros rencontrent par lassitude de moins en moins d'échos favorables parmi l'opinion publique sympathisante. Le mouvement — qui comptait quelques milliers de membres — s'appuyant sur une infrastructure d'amitiés compli-

ces, constate à la longue qu'il utilise la violence comme substitut au soutien populaire. Une fois de plus, le caractère « foquiste » de l'organisation apparaît lorsque, précisément, ce n'est plus de sympathie dont a besoin le mouvement, mais d'un soutien organisé. Comme les Brésiliens de Marighella, les Tupamaros d'Uruguay rencontrent le dilemme d'une organisation armée réduite condamnée à la clandestinité : comment bâtir une infrastructure politique quand tous les militants sont mobilisés pour les tâches militaires. Il apparaît avec le recul que les Tupamaros n'ont que très peu mordu dans les couches populaires, y compris dans leur recrutement. En 1971-1972, leurs tentatives d'établir quelques bases rurales pour desserrer l'étau en ville se sont soldées par des échecs. Leur stratégie, consistant à amener les autorités à réagir avec excès afin d'attirer les sympathies de la population, s'est révélée un jeu dangereux où l'Etat en général — à moins d'être très faible — a le dessus.

Comme la guérilla rurale, la « guérilla urbaine » est avant tout politique et son but est de se gagner et d'organiser les populations. C'est une tâche qui paraît en général secondaire pour de petites organisations obsédées par la clandestinité, la nécessité de réussir des opérations et de constater leur impact dans les médias. A la limite, l'exécution des opérations, la sécurité du mouvement suffisent à consommer l'énergie et les forces réduites de l'organisation. La popula-

tion est en fait surtout spectatrice [1]. Malgré un effort considérable pour être sélectif, l'usage du terrorisme finit par devenir contre-productif. La lassitude, compte tenu de l'insécurité, remplace l'enthousiasme des débuts. Avec le temps, l'effet de surprise passé, les commentaires admiratifs sur la perfection d'une opération efficace ou humiliante pour les forces de l'ordre, se changent en réprobation générale à l'égard de la violence, quelle qu'elle soit.

En Uruguay, le contre-terrorisme mené avec détermination et dureté en 1972, la montée de la contre-terreur pratiquée par l'extrême droite, écrasent le mouvement Tupamaros. Et l'Uruguay hérite pour douze ans d'un régime tyrannique.

Dans le tiers monde, l'utilisation du terrorisme comme technique de déstabilisation ou comme moyen — supposé — de s'emparer, à terme, du pouvoir, provoque dans tous les cas, comme cela devrait être prévisible, une montée des extrêmes [2].

Dans les Etats totalitaires, comme en Union soviétique ou ailleurs en Europe orientale, l'usage du terrorisme est rare. Non point que les motifs ou le courage manquent pour y recourir, mais parce que l'on sait à l'avance qu'il ne sera pas relaté. Pourtant,

1. C. A. Russel, J. A. Miller and R. E. Hildner, *The Urban Guerilla in Latin America. A Selected Bibliography,* Latin American Review n° 1 (Spring 1974).

2. La Turquie est un exemple classique de l'incapacité du terrorisme à peser autrement que par le désordre sans perspective. La montée au pouvoir (1980) des militaires et la dictature de remise en ordre qu'ils ont instaurée en sont la conséquence inévitable.

fait nouveau, un attentat a été reconnu par les autorités en septembre 1984 à Plovdiv, en Bulgarie. Quelques attentats ont été signalés en U.R.S.S. L'impact du terrorisme est tout entier dans son retentissement. Raymond Aron notait qu'on appelle un acte « terroriste » lorsque ses effets psychologique n'ont aucune commune mesure avec ses effets physiques. En régime totalitaire, le terrorisme est réprimé sans avoir produit son effet psychologique.

En pays démocratique, les médias ont trop largement tendance à privilégier les actions violentes, de façon disproportionnée à leur importance politique. La violence s'en trouve, dans une certaine mesure, alimentée, médias et terrorisme formant aujourd'hui un couple quelque peu pervers. Certes, la relation d'actions terroristes fait également partie de la démocratie ; cependant, le sensationnalisme, s'il est marchand, n'est pas forcément l'expression de la démocratie. Néanmoins, les démocraties, cibles habituelles du terrorisme transétatique (cela est d'ailleurs plus vrai de l'Europe occidentale que des Etats-Unis), sont moins vulnérables qu'il n'y paraît.

Il est inexact de dire que le terrorisme déstabilise ou peut déstabiliser des Etats démocratiques modernes. Il n'est pas parvenu à déstabiliser l'Etat italien, pourtant le moins structuré des Etats européens. L'idéologie des sectes terroristes ou l'action de petits groupes terroristes agissant en territoire européen ne

représentent pas un danger sérieux[1]. La base de masse que peuvent acquérir les sectes idéologiques nationales est négligeable ou nulle. Quant au terrorisme transétatique, il est presque toujours pratiqué parce que le terrorisme en pays démocratique apparaît comme un substitut facile à la guérilla chez soi. Si la guérilla est l'arme du faible, le terrorisme est l'arme du plus faible encore (ceci bien sûr ne concerne pas le terrorisme d'Etat).

Ultime recours autrefois, le terrorisme contemporain apparaît aujourd'hui comme un « moyen d'expression » (W. Laqueur). Cette stratégie inaugurée par les Palestiniens a été largement imitée par de nombreux groupes à travers le monde. Utilisant à plein les médias, les commandos palestiniens, à défaut de gagner la sympathie de l'opinion publique occidentale[2], ont fait connaître l'existence du problème national palestinien, inconnu du public jusqu'en 1967-1968. Cependant, pour les Palestiniens, l'utilisation du terrorisme transétatique est aussi un aveu d'impuissance. Le terrorisme palestinien est vite devenu un substitut à une guérilla qui, sur le terrain, n'a jamais eu lieu.

A l'échelle mondiale et tous mouvements confondus, le nombre d'actes à caractère terroriste, notamment transétatique, augmente de façon considérable à

1. Il faudrait pour cela que l'Etat soit sérieusement affaibli par des conflits internes, ethniques, sociaux, etc., ou par une crise économique majeure érodant les valeurs mêmes de la démocratie.

2. En revanche, ils gagnaient celle des pays arabes.

partir de 1968. Entre 1963 et 1967, le nombre des détournements d'avions, par exemple, se limite à quatre. En deux fois moins de temps, entre 1968 et 1970, il est de 55. En 1971, on enregistre 61 tentatives de détournement dont 26, soit plus du tiers, réussissent. En 1972, 72 tentatives dont plus de la moitié avec succès.

Le terrorisme est parfaitement adapté aux moyens et aux capacités des mouvements clandestins sans base de masse et réduits en nombre. Si les Palestiniens ou l'I.R.A. irlandaise sont des mouvements disposant d'un soutien populaire, nombre des organisations agissant depuis la dernière décennie n'en ont en général quasiment aucun. Rares sont les organisations terroristes contemporaines dépassant les 300 membres actifs. L'efficacité accrue des armes individuelles donne à de petits commandos une puissance de feu redoutable dont ceux-ci en général se sont assez peu servis.

Les actions menées par les divers groupes terroristes transétatiques sont aisément répertoriables : attentats à la bombe, enlèvements assortis de rançon, détournements d'avions et prises d'otages, assassinats, surtout de diplomates et d'hommes d'affaires.

Sur le plan idéologique, bon nombre d'organisations ou de groupes présentent des similitudes : rhétorique anti-impérialiste plus ou moins tiers-mondiste [1].

1. Des différences idéologiques existent, et parfois de façon tranchée. Chez les Arméniens, par exemple, où l'A.S.A.L.A. (Armée

Tous, de toute façon, bénéficient de l'aura de légitimation de la violence née des grandes luttes anti-colonialistes des années cinquante et soixante. Cependant, il serait erroné de croire que les similitudes apparentes des proclamations et du vocabulaire impliquent des buts communs autres que circonstanciels ou ponctuels.

En fait, les buts de tous ces groupes sont locaux : Palestiniens, Irlandais, Basques, Arméniens, Iraniens, Moluquois, Turcs ont des objectifs nationaux ou particularistes.

Les méthodes, en revanche, sont rapidement imitées d'un mouvement à l'autre, même s'ils n'ont aucun contact organisationnel. Toute innovation est immédiatement adoptée.

Peu d'actions à caractère terroriste ont provoqué un nombre important de victimes. L'année la plus sanglante, en matière de terrorisme international, entre 1963 et 1984, est 1983 avec 720 morts parmi lesquels on compte les 241 marines tués à Beyrouth par un attentat-suicide et les 57 victimes américaines de l'attaque contre l'ambassade des Etats-Unis. Si l'on excepte les victimes de la guerre civile libanaise [1] (qu'il n'est pas justifié de ranger dans la catégorie du

---

secrète arménienne de libération de l'Arménie) est influencée par le tiers-mondisme. Ce n'est pas le cas des Justiciers du génocide qui ont montré par des actes sans ambiguïté (attentats commis en Bulgarie et en Yougoslavie) qu'ils ne partagent pas l'anti-impérialisme occidental ambiant.

1. Qui incluent près de 150 soldats français et israéliens.

« terrorisme international »), on obtient un chiffre très proche de la moyenne annuelle des quinze dernières années qui oscille autour de 200 morts environ : 221 en 1982 par exemple (selon la Rand Corporation[1]). Selon le département d'Etat, on estime le nombre des victimes du terrorisme international entre 1968 et 1975 à environ 800. Quelles que soient les différences de décompte entre les agences, le total des victimes se situe pour la période 1968-1984 autour de 3 000 morts[2]. Soit moins de 15 % du pourcentage annuel d'homicides aux Etats-Unis (ou un quart des victimes des accidents de la route chaque année en France). L'usage du terrorisme — en dehors de quelques attentats aveugles particulièrement atroces — a dans l'ensemble été jusqu'à présent autocontrôlé. Il est à craindre qu'il en soit de moins en moins ainsi. Lorsque le terrorisme cherche précisément à provoquer des victimes, il en trouve les moyens. Les trois attentats menés en 1983 par des conducteurs de camions-suicide contre les troupes américaines, françaises et israéliennes ont fait près de 400 morts.

Les attentats ayant occasionné plus de 10 morts sont relativement réduits en nombre. Parmi ceux-ci :

1. *Trends in International Terrorism,* 1982 and 1983. B. Cordes, B. Hoffman, B. M. Jenkins, K. Kellen, S. Moran, W. Sater. Rand Santa Monica 1984.

2. Ce chiffre inclut les quelque 380 victimes militaires des camions-suicide au Liban en 1983. Par contre, il n'inclut pas les terrorismes locaux.

attentat japonais à l'aérodrome de Lod (Israël), mai 1972 : 27 morts ; Jeux olympiques de Munich, septembre 1972 : 12 morts ; aérodrome de Fiumicino (Italie) contre un avion de Pan Am, décembre 1973 : 22 morts ; gare de Bologne (Italie), 1980 : 80 morts.

Selon la C.I.A., le nombre d'attentats terroristes internationaux qui se limitait à une dizaine par an entre 1965 et 1967, augmente selon les chiffres suivants :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1968 | 34 | 1972 | 157 | 1976 | 415 | 1980 | 642 |
| 1969 | 29 | 1973 | 127 | 1977 | 261 | | |
| 1970 | 110 | 1974 | 344 | 1978 | 442 | | |
| 1971 | 36 | 1975 | 276 | 1979 | 738 | | |

On constate une considérable différence d'évaluation entre les chiffres de la C.I.A. et ceux de la Rand Corporation par exemple. Pour la décennie 1968-1977, la C.I.A. estime le nombre mondial d'attentats à 2 698, tandis que la Rand, moins impliquée dans la manipulation politique, l'évalue à 1 022 [1]. La Rand signale d'autre part que, sur ces 1 022 attentats, 729 n'ont pas fait de victimes.

Notons que si le nombre des victimes est peu élevé, cette guerre psychologique coûte également très peu aux groupes qui la pratiquent, que ce soit en vies

1. *Cf.* B. M. Jenkins, « International Terrorism : Trends and Potentialities », *in Journal of International Affairs*, 1978, n° 32, pp. 114-123.

humaines, en années de prison ou en investissements financiers. Les risques les plus grands pour les commandos terroristes sont encourus dans les pays non démocratiques : Iran, Turquie, Ethiopie, etc. Selon la Rand, sur 127 détournements d'avions (1968-1974), 10 % ont provoqué l'emprisonnement ou la mort des terroristes. Entre 1971 et 1975, moins de la moitié des terroristes capturés ont fait leur temps de prison (dont la moyenne était de 13 mois). Il faut noter qu'une des raisons affirmées du terrorisme est la volonté de libérer des camarades emprisonnés, solidarité compréhensible mais dont on voit mal la cohérence politique : pourquoi refuser d'être responsable de ses actes ?

Où se commettent les actes terroristes transétatiques ? Qui les exécute ? Dans la pratique, les actions terroristes sont essentiellement exécutées en Europe occidentale, qui vient très largement en tête des théâtres opérationnels. Les Etats-Unis par exemple, ou le Canada, sont loin derrière, de même que l'Australie, sans doute protégée par sa marginalité géographique.

Pourquoi l'Europe occidentale ? Les raisons en sont multiples, certaines d'entre elles étant évidentes. Liberté de circulation ; libre accès aux médias qui répercutent très largement les actes de violence ; procès publics en due forme ; cours relativement clémentes pour les peines infligées (la peine de mort est abolie à peu près partout) ; enfin, absence de

torture[1], ce qui n'est pas le cas des pays non démocratiques.

Par rapport aux Etats-Unis, l'Europe occidentale est plus particulièrement le théâtre de ces actes parce que l'attitude des Etats à l'égard du terrorisme y est sans doute plus conciliante en général. Les peines prononcées pour les mêmes actes sont proportionnellement plus lourdes aux Etats-Unis qu'en France par exemple. La société américaine elle-même est infiniment moins disposée, idéologiquement, à comprendre les motivations des organisations qui usent de la violence. En fait, jusqu'à présent, les Etats-Unis, en matière d'attentats sur leur territoire, viennent loin derrière l'Europe occidentale, l'Amérique latine[2], le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. En revanche, les régions du monde où l'on a enregistré le moins d'attentats terroristes au cours des quinze dernières années sont : l'Asie orientale, le Pacifique — Australie comprise —, les pays d'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Quant aux mouvements et aux groupes qui pratiquent le terrorisme transétatique (de même que les Etats qui utilisent les méthodes de type terroriste), ils se situent presque tous à proximité de l'Europe occidentale — en gros en Méditerranée orientale. En dehors d'une poignée de Japonais, l'Asie orientale n'a guère utilisé le terrorisme transétatique. Ni d'ailleurs l'Afrique tropicale.

1. Signalons que l'I.R.A. et l'E.T.A. ont plusieurs fois émis des allégations de torture exercée par les Britanniques et les Espagnols.
2. Les attentats y sont locaux et non internationaux.

Il est vrai qu'entre 1970 et 1982, le Liban, compte tenu de la faiblesse de l'Etat et de sa quasi-déliquescence, a été le point de ralliement, la base d'entraînement et le sanctuaire de la plupart de ces mouvements et groupes : palestiniens, extrêmes gauches turques, iraniens, japonais, arméniens, européens de l'Ouest, notamment allemands, italiens et irlandais, etc.

*Tant que l'objectif majeur reste publicitaire, il ne représente pas de danger sérieux. Mais l'utilisation du terrorisme en tant que stratégie indirecte peut aussi devenir un phénomène beaucoup plus grave, à partir du moment où des Etats l'utilisent ou le manipulent. Le terrorisme publicitaire se contente de faire connaître sa cause, de rappeler sa présence et de gagner l'opinion publique — ou au moins celle de sa propre communauté. En tant que stratégie indirecte utilisée ou manipulée par des Etats, il devient un moyen de coercition et d'intimidation non négligeable.* L'efficacité proprement militaire du terrorisme reste jusqu'à présent limitée. Certes, les progrès importants dans le domaine des armes individuelles donnent aux terroristes une force de feu considérable. L'usage du RPG7 (lance-grenade de 40 mm), arme soviétique antitank, n'est plus exceptionnel[1].

L'I.R.A. a également utilisé à diverses reprises le RPG7. Mais il existe des armes plus élaborées qui

1. Il a été utilisé pour la première fois au cours d'un attentat en France en janvier 1975 par un commando palestinien (Septembre noir) contre un avion d'El Al. Signalons que le tir n'a pas touché sa cible, mais un appareil yougoslave.

risquent d'être employées par certains groupes disposant des contacts nécessaires : le lance-missile guidé soviétique AT3 qui pèse seulement 12 kg et atteint sa cible à 3 000 mètres (ou les missiles américains Dragon et Tow). Lance-roquettes épaulables, mortiers légers, MAC 11 (1 200 coups/minute), etc., font partie de la panoplie potentielle des groupes terroristes. Cependant, une fois de plus, il faut souligner que le terrorisme aveugle a été rare et que, d'une façon générale, les divers groupes ont été mesurés. Des actes particulièrement odieux comme la prise d'otages d'enfants à Maalot (Israël) par le Front démocratique populaire de la Palestine ont été isolés. Lorsque le terrorisme aveugle a été utilisé, des crises internes ou des scissions ont eu lieu le plus souvent à l'intérieur des mouvements (I.R.A. ; A.S.A.L.A.).

Les réactions de l'opinion publique européenne — moins hostile pendant longtemps au terrorisme que l'opinion publique américaine — ont changé au cours des dernières années. Le caractère spectaculaire mais abstrait du terrorisme publicitaire a lassé puis irrité. Trop de groupes se réclamant de n'importe quelle cause ont joué au mimodrame de la lutte de libération. Certains Etats ont de plus en plus investi le champ du terrorisme comme moyen — peu coûteux — de pression (Libye, Iran, etc.).

Il est vrai que l'impact d'actions violentes menées en démocratie est plus important que des années de guérillas rurales. Quelle est la proportion de l'opinion publique occidentale ayant eu connaissance de la lutte

exemplaire, en Guinée-Bissau, d'Amilcar Cabral (1963-1973) ? Une guerre de libération remarquablement menée contre laquelle les démocraties occidentales les plus puissantes (Etats-Unis, République fédérale allemande, France, Grande-Bretagne) ont, de bout en bout, fourni des armes et du matériel au Portugal fascisant. Connaît-on la lutte armée la plus remarquable aujourd'hui du continent africain — et en fait du tiers monde —, celle d'Erythrée, menée par le F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Erythrée) ? On la qualifie généralement de « guerre oubliée », lorsque, de temps en temps, un article ou un reportage lui est consacré dans la presse occidentale. C'est, dans une large mesure, le cas de la lutte des Kurdes en Iran contre le régime de Khomeiny. Entre 1968 et 1972, les Palestiniens ont fait largement connaître leur cause grâce aux actions terroristes transétatiques. Reste que l'image donnée par nombre de ces actions est négative. Les Jeux olympiques de Munich se soldèrent par la mort des athlètes israéliens et du commando palestinien qui les prit en otages. Cette opération aurait pu être transformée en victoire politique si le commando, au lieu de poser des conditions inacceptables à l'Etat israélien, s'était contenté de demander quelques minutes d'accès aux médias pour y expliquer sa cause de façon convaincante en échange de la libération des otages. Mais peut-être le sang est-il nécessaire à la une ?

Si les médias, en Occident, tendent à privilégier le sensationnel et paraissent, en conséquence, comme

partie prenante de la violence, toute tentative de bloquer la diffusion par les médias de tels actes est antidémocratique. En effet, détruire ou diminuer la liberté des médias serait la plus grande défaite des démocraties que pourrait provoquer le terrorisme. Toute sourdine mise à la relation d'actes terroristes pourrait d'ailleurs provoquer une escalade de la violence afin d'être rapportée. Il n'en demeure pas moins qu'un effort conscient doit être fait pour ne pas créer de psychose, diffuser de panique.

Il n'y a pas de « complot terroriste international » coordonné notamment par l'U.R.S.S. au sens d'une centrale qui organiserait, tel le Komintern d'autrefois, une politique concertée[1]. Cependant, de nombreuses preuves existent de contacts, d'échanges, de coopérations ponctuelles et d'exemples de manipulation directe ou indirecte par tel ou tel Etat, notamment par la Libye.

Le secteur de coopération le plus important est celui de l'entraînement, la formation étant le problème principal de la plupart des groupes terroristes. Pendant une douzaine d'années, de 1970 à 1982, le Liban a constitué, compte tenu de la forte présence des mouvements palestiniens, puis de la guerre civile chronique, un terrain de formation idéal. De nombreux groupes internationaux ont été entraînés par les Palestiniens et tout particulièrement par le F.P.L.P.

1. Les réactions suscitées par le livre de Claire Sterling, *Le Réseau de la terreur,* le donnaient à penser.

(Front populaire de libération de la Palestine). Des liens ont été ainsi noués[1], des procédures de paiement ont eu lieu, comme par exemple l'assassinat du consul d'Israël à Istanbul en mai 1971. En décembre 1975, le commando dirigé par le Vénézuélien Carlos qui prit en otages les ministres de l'O.P.E.C. réunis à Vienne, comprenait des Palestiniens et des Allemands. Certaines opérations effectuées pour le compte des Palestiniens ont été le résultat de complexes efforts internationaux.

En dehors du Liban, d'autres pays, d'un accès plus difficile, ont fourni ou fournissent formation et aide matérielle à divers groupes internationaux : Libye, Iran, Sud-Yémen, Syrie, mais aussi Cuba et Corée du Nord. L'existence de tels sanctuaires est vital. Il est évidemment difficile d'évaluer le montant et l'importance de ces aides.

Malgré des progrès dans la lutte antiterroriste, le nombre des opérations terroristes internationales a augmenté au cours des dix dernières années. Les techniques ont peu varié. L'innovation la plus spectaculaire — et la plus efficace — étant l'utilisation de camions-suicide chargés d'explosifs (Liban, 1983).

A l'heure actuelle, la plus grande partie des

1. En 1970, des armes volées à l'armée américaine à Butzbach (R.F.A.) ont été d'abord utilisées par la Rote Armee Fraktion (Groupe Baader-Meinhof) ; puis, en septembre 1974, lors de l'occupation de l'ambassade de France à La Haye (Pays-Bas) par un commando de l'Armée rouge japonaise. De nombreux exemples d'armes ainsi transférées de groupe à groupe sont attestés.

opérations continue de se concentrer sur l'Europe occidentale et, plus particulièrement, la France [1]. En 1982 et 1983, on constate une baisse relative des attentats en Allemagne fédérale et en Italie bien qu'en 1984, ce dernier pays note une recrudescence. Mais il est net cependant que les groupes allemands (« cellules révolutionnaires », etc.) et les Brigades rouges italiennes ont été durement touchés, ce qui n'est pas le cas, en revanche, des groupes d'extrême droite italiens. Les organisations palestiniennes ont également été affectées par l'intervention israélienne au Liban et par leur éviction provoquée par la politique syrienne. Cependant, au cours des trois dernières années, les activités terroristes internationales ont augmenté en nombre et en intensité. Malgré le fait que les actes les plus sanglants aient eu lieu au Liban dans le cadre d'une guerre civile et que l'Europe occidentale soit en tête du nombre des attentats transétatiques, les Etats-Unis demeurent la cible principale. Non point à l'intérieur — où le nombre annuel d'attentats ne dépasse pas trois ou quatre dizaines par an — mais à l'extérieur : ambassades américaines, diplomates, militaires de haut rang, etc. sont parmi les objectifs le plus fréquemment visés. Aux Etats-Unis mêmes, selon la Rand Corporation [2], les deux tiers des activités terroristes ont été le fait,

1. Sur les 111 attentats perpétrés en 1982-1983, 41 ont été exécutés par des groupes transétatiques (Iraniens, Libanais, Syriens, Palestiniens et Arméniens).

2. *Trends in International Terrorism, op. cit.*

entre 1982 et 1983, de Portoricains, de juifs, de Cubains, d'Arméniens et de musulmans. Les groupes portoricains s'attaquent, au nom de l'indépendance de leur île, aux immeubles fédéraux. Les groupes juifs du type Jewish Defence League, Foudre de Sion et Hatikwa Leumi, s'attaquent à des biens appartenant à l'U.R.S.S. pour protester contre le traitement des juifs en Union soviétique. Les anticastristes, tel le groupe Omega 7 s'attaquent aux firmes qui commercent avec Cuba ou aux représentants cubains à l'O.N.U.

Les groupes terroristes arméniens (A.S.A.L.A. et J.G.A.) s'attaquent à des objectifs presque exclusivement turcs. Enfin, les musulmans comprennent aussi bien des Iraniens anti- et pro-Khomeiny que d'autres nationalités[1]. La technique la plus communément employée par tous ces groupes est la pose de bombes, presque toujours de faible intensité.

Cependant, à l'échelle internationale, les attentats tendent à être plus sanglants car les médias donnent tout naturellement davantage de place aux attentats ayant provoqué des victimes. Le caractère répétitif d'une série d'actions aux méthodes connues par le public oblige à frapper plus fort ou à innover. Pourtant, à cet égard, on en reste à la demi-douzaine de techniques bien connues : bombes, détournements d'avions et prises d'otages, enlèvements, assas-

1. La Rand note que le dernier tiers des attentats est, au cours des années 1982-1983, le fait de séparatistes croates, de séparatistes de Taïwan, d'opposants philippins au régime du président Marcos, etc.

sinats. L'inquiétude créée par l'usage du terrorisme est davantage fondée sur la crainte d'une manipulation croissante par des Etats hostiles que par les résultats jusqu'ici obtenus par les groupes terroristes. S'il est indiscutable que l'utilisation de méthodes terroristes à l'époque coloniale (Palestine, Chypre, Algérie, etc.) s'est révélée payante, il n'en est pas de même aujourd'hui. Les Etats ne peuvent céder ni au chantage des groupes transétatiques ni aux menées séparatistes d'éléments très minoritaires au sein de leurs propres communautés (Front de libération nationale de la Corse, etc.). La manipulation par les Etats — dont au premier chef la Libye — éveille davantage de crainte à l'échelle européenne, surtout si une infiltration politique est opérée. Celle-ci peut à la fois être menée en direction des mouvements pacifistes et écologistes, des travailleurs immigrés musulmans (ou de leurs enfants) dont une fraction peut être séduite par le fondamentalisme.

En ce sens, le terrorisme représente un danger aux potentialités non négligeables. Tandis que le phénomène de la guérilla, une fois le problème colonial à peu près réglé, subit une éclipse relative, celui du terrorisme n'a pas encore atteint son plein développement.

Jusqu'à présent, le terrorisme n'a manifesté, après les innovations des premières années (1968-1975), que peu d'imagination. Tout permet cependant de craindre qu'il ne tente de s'en prendre, tôt ou tard, aux infrastructures essentielles des pays industriels.

L'effet en serait si spectaculaire qu'il n'aurait même plus besoin des médias pour le relater.

Pour l'instant, cependant, le terrorisme reste surtout limité, par le truchement du spectacle de la violence, à la guerre psychologique.

# L'ORGANISATION DES RIPOSTES

Il y a une vingtaine d'années — à la veille de la guerre des Six Jours (1967) —, on n'eût certainement pas pensé que le phénomène terroriste prendrait une telle ampleur. Depuis 1968, une cinquantaine d'ambassades ont été prises d'assaut. Trois chefs d'Etat ont été assassinés : Aldo Moro (1978), Anouar el Sadate (1981), Indira Gandhi (1984). Lord Mounbatten a également été assassiné (1979) tandis qu'un agent turc, très certainement manipulé par les Bulgares, a échoué de peu dans sa tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II (1982). Parallèlement à une importante série d'actes de violence symboliques, le phénomène terroriste a pesé de façon non négligeable dans les relations internationales comme à l'intérieur d'un certain nombre d'Etats.

Pour les Etats concernés, le terrorisme pose de coûteux problèmes de sécurité : protéger des dirigeants politiques, des ambassades, des personnalités, diverses installations pouvant servir de cibles, surveiller les aéroports, etc. Certaines ambassades —

celles des Etats-Unis tout particulièrement — ont considérablement renforcé leurs mesures de sécurité. En Amérique centrale, au Proche-Orient, elles ressemblent à des forteresses.

Que faire contre le terrorisme? Le problème fondamental est celui du renseignement. Celui-ci reste le pivot de toute action efficace (prévention, infiltration, neutralisation, manipulation, liquidation). Constitution d'un fichier permettant de connaître les ramifications sociales et politiques d'un groupe : ses contrats, ses fournisseurs en armes, argent, papiers; son réseau social en général. Le renseignement a deux volets bien distincts; l'accumulation de renseignements, tâche de base, indispensable, comportant un pourcentage important de déchets, et l'interprétation du renseignement, qui est surtout un art d'intelligence sociologique et politique. Celle-ci requiert une connaissance de l'adversaire : idéologie, organisation, méthodes, potentialités. Les fichiers informatisés et tenus régulièrement à jour de la République fédérale allemande passent pour un modèle du genre. En France, le problème n'est pas tant l'obtention du renseignement par telle officine que la circulation du renseignement de telle officine à telle autre. Le renseignement reste la parade essentielle au terrorisme, avec l'organisation nécessaire pour répondre de manière adéquate à la surprise.

D'abord surpris, les Etats démocratiques ont commencé, surtout à partir de 1972, à lutter plus

sérieusement contre le terrorisme et à entamer un début de coopération. Celle-ci reste assez limitée.

Il a fallu attendre beaucoup plus longtemps pour que certains Etats se décident à réagir énergiquement devant certains défis[1]. Ceci ne concerne pas l'Etat d'Israël, en première ligne dès 1968 et n'ayant pas d'autre alternative qu'un refus de négocier assorti d'actes de représailles. La plus spectaculaire des opérations israéliennes est celle d'Entebbe (Ouganda) en juillet 1976 où les otages israéliens d'un avion détourné d'El Al ont été délivrés par une audacieuse opération de commandos aéroportés. D'autres opérations israéliennes menées en représailles ont surtout consisté à bombarder des camps palestiniens. En octobre 1977, la République fédérale allemande se décidait à agir pour dégager un avion de la Lufthansa détourné sur Mogadiscio (Somalie). L'opération était menée avec succès par des spécialistes allemands appuyés par des experts britanniques. En avril 1980, l'assaut était donné avec succès par la British Special Air Service contre l'ambassade d'Iran tenue par des antikhomeynistes. Mais d'une manière générale, ce type d'action spectaculaire est assez peu utilisé. En revanche, de façon plus discrète, lorsque le terrorisme est notoirement un terrorisme d'Etat (comme par exemple l'assassinat de l'ambassadeur de France à Beyrouth en 1982), il serait normal que les services

1. L'Allemagne est l'Etat européen qui, à l'encontre du terrorisme interne a réagi le plus énergiquement.

spéciaux réagissent en montrant qu'on ne joue pas impunément à ce jeu-là. Les services israéliens tout particulièrement ont usé de ce genre de message.

En dehors du renseignement et des précautions particulières prises pour protéger des cibles potentielles, les Etats démocratiques jouent d'un arsenal relativement étendu de moyens.

Des modifications sensibles ont été apportées dans les législations en matière de garde à vue, de visites à domicile, etc. En Grande-Bretagne par exemple, où les libertés ont toujours été jalousement défendues, la législation a été adaptée aux réalités créées par le terrorisme (notamment irlandais). La U.K. Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act, promulguée en 1974 et reconduite après des modifications mineures en 1976, légalise la prolongation du temps de garde à vue, le fait de pénétrer et de fouiller les domiciles, d'expulser les suspects, etc. La Grande-Bretagne a décrété l'interdiction de l'I.R.A. Soutenir cette organisation a également été décrété illégal et toute personne convaincue d'avoir des liens avec l'I.R.A. est passible d'expulsion. La garde à vue a été portée à 48 heures avec possibilité de la prolonger de 5 jours à condition que le secrétaire d'Etat y consente. Dans les aéroports et les ports, la police peut détenir un suspect sept jours avec possibilité de prolongation si le secrétaire d'Etat juge la requête acceptable.

En République fédérale allemande, compte tenu du sérieux défi posé par la Rote Armee Fraktion, la

législation édictée pour lutter contre le terrorisme est la plus roide de toutes celles qui existent en Europe occidentale. Celle-ci permet de ne pas intégrer dans l'administration les éléments jugés « indésirables » (*Berufsverbot*). De 1974 à 1978, des amendements ont été apportés au Code criminel pour permettre la plus grande latitude possible aux autorités afin de combattre le terrorisme : cinq ans d'emprisonnement à ceux qui forment une association ou participent, de près ou de loin, à une association de type terroriste (Section 129 et 129a du Code de procédure criminelle). Trois ans pour toute propagande contre la Constitution ou contre l'existence et la sécurité de la R.F.A. (Section 88a du Code de procédure criminelle). Tout avocat suspect de mettre en danger la sécurité de l'Etat est exclu de l'Ordre par décision de la Cour de justice fédérale. Si cela est jugé utile, tout contact oral ou écrit entre avocat et client peut être supprimé durant trente jours renouvelables (*Kontakt-Sperregesetz*) (Section 48 C.pc). La police est autorisée à fouiller un immeuble entier si elle soupçonne qu'un suspect s'y trouve (Section 103I C.pc).

Les dangers d'une législation antiterroriste visant des « suspects » sont évidents. Sous couvert de lutte antiterroriste, on peut aussi chercher à éliminer toute opposition considérée comme indésirable. Tout dépend des traditions démocratiques du pays et de l'indépendance du judiciaire. La Grande-Bretagne a également créé des brigades spéciales *(Special Patrol Groups)* destinées à la lutte antiterroriste afin d'inter-

venir efficacement lorsque l'Etat décide de faire donner l'assaut à un objectif occupé par un groupe terroriste. D'autres pays européens ont créé ou développé des unités spéciales à cet effet (le *Bundesgrenzschutz* en R.F.A.). Des Etats, notamment en Europe, ont, au cours des années écoulées, conclu des accords secrets avec tel ou tel groupe terroriste en offrant une liberté relative de circulation en échange d'une immunité (pas toujours respectée). Mais de moins en moins ce type d'arrangement semble se négocier. Cependant, aucune mesure de lutte antiterroriste n'a de sens si l'Etat cède au chantage d'un groupe ou d'un mouvement et ne fait pas preuve de fermeté. Cela ne veut pas dire qu'il soit nécessaire, à l'instar d'Israël ou des Etats-Unis d'une façon générale, d'adopter une position de refus catégorique de négocier. Discuter, négocier n'est pas nécessairement abdiquer. Un certain nombre de tractations sont possibles, sans perte de prestige et à peu de frais, avec certains groupes. Mais, d'une façon générale, ce qui est non négociable (accéder aux demandes et conditions posées par le commando) doit le rester.

Des chantages meurtriers sont utilisés par quelques groupes terroristes internationaux, telles l'O.L.A.A. (Organisation de la lutte armée arabe — sigle des commandos de Carlos) ou les F.A.R.L. (Fractions armées révolutionnaires libanaises). Attentat aveugle de septembre 1974 qui a fait deux morts et de nombreux blessés au Publicis Saint-Germain à Paris, comme moyen supplémentaire de pression à la prise

d'otages de l'ambassade de France à La Haye par l'Armée rouge japonaise afin d'obtenir la libération d'un des responsables de celle-ci emprisonné en France (cette libération obtenue est revendiquée comme un succès par Carlos). Le même groupe réitère en mars 1982, toujours pour obtenir la libération de terroristes détenus, en faisant exploser une bombe dans le Capitole Paris-Toulouse, causant la mort de cinq personnes. Un mois après, une voiture piégée explose rue Marbeuf à Paris, le jour même où les terroristes détenus sont jugés. Ceux-ci sont cette fois condamnés. Le 31 décembre 1983, une bombe cause la mort de deux personnes en gare de Marseille, et une autre, le même jour, dans le T.G.V. Marseille-Paris fait trois morts. Ces attentats sont revendiqués par l'O.L.A.A. (Carlos), de même qu'un attentat visant le centre culturel français de Tripoli (Liban). Ce chantage vise, cette fois, la présence de troupes françaises au Liban.

Le problème des limites suggérées ou assignées aux médias est délicat. Seuls parmi les démocraties, Israël et l'Afrique du Sud, deux Etats avec un souci de sécurité plus grand que les autres, sont parvenus à faire accepter par leurs médias de mettre une sourdine à l'écho donné au terrorisme. Il n'est pas impossible, à l'avenir, qu'une politique d'autorestriction ne soit suggérée par certains Etats européens. Enfin, un développement de la coopération entre Etats, particulièrement à l'échelle de l'Europe occidentale où l'exiguïté géographique permet le passage

rapide d'un pays à l'autre, s'avère nécessaire. En 1977, le Conseil de l'Europe a adopté une convention pour la suppression du terrorisme, qui est une tentative de créer un mécanisme viable à cet effet.

L'Etat italien, au cours des années soixante-dix, a manifestement manqué de détermination dans la lutte antiterroriste (contre les Brigades rouges et plus encore contre les groupes d'extrême droite). Cela tient sans doute aux caractéristiques historiques de cet Etat. La France, à cet égard, a une tradition étatique radicalement différente. S'il y a eu négociations ou clémence à l'égard de telle ou telle organisation, cela a été moins l'effet de l'incurie de l'Etat français que d'un choix politique.

Un nombre non négligeable de diplomates américains sont morts parce que le gouvernement américain s'en est tenu à son refus de négociations. Attitude de fermeté rigide qui peut être contre-productive, car il est possible, sans concéder grand-chose ni perdre la face ou paraître faible, d'être plus économe en vies humaines. La négociation peut être un moyen d'imposer sa volonté à l'adversaire.

En revanche, il est évident que céder sur les exigences imposées par le groupe terroriste est une invite à de nouvelles exigences. En Argentine, au début des années soixante-dix, les Monteneros et l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple) ont ainsi extorqué, en enlevant hommes d'affaires après hommes d'affaires (américains, allemands, argentins,

etc.), près de 100 millions de dollars entre 1970 et 1973.

Les techniques de conduite de négociations ont été développées et mises au point, soit pour aboutir à une négociation quelconque, soit, le plus souvent, pour gagner du temps dans le cas de prises d'otages (sièges d'ambassades, détournements d'avions). De toute façon, il n'est pas efficace — à moins d'avoir décidé de recourir systématiquement à la force — d'entamer une confrontation, souvent symbolique, de cette sorte, sans avoir rien à offrir, même sur le plan psychologique. En réalité, l'attitude de l'Etat français par exemple, au cours des dix dernières années, semble avoir moins été dictée par les demandes que par la nature des groupes terroristes. Il ne s'agit pas de céder, sauf exceptionnellement. Les Etats-Unis ont consenti en 1969 à faire l'échange de 15 prisonniers politiques brésiliens contre la libération de leur ambassadeur. Même les Israéliens ont accepté à deux ou trois reprises de négocier. Mais, d'une façon générale, le but de la négociation est autre. Pour l'Etat, il s'agit, soit d'offrir la possibilité d'une libre retraite en échange des otages, soit un procès politique, ce qui est un des buts poursuivis par nombre de groupes terroristes[1], soit de proposer ce qu'il n'est pas disposé à accorder mais qui ne pourra plus être exigé une fois reddition faite.

1. Les peines peuvent être élevées. On voit mal pourquoi, quelle que soit la cause, l'illégalité, l'usage de la violence ou la mort provoquée ne devraient pas entraîner une peine conséquente.

Fermeté de l'Etat, autorégulation[1] des médias et éducation de l'opinion publique devraient aller de pair. Le spectacle de la violence qu'offrent de façon sensationnelle les médias avantage le terrorisme dans sa guerre psychologique. La répétition de ce spectacle engendre un effet de contagion et une propension au mime : le comble a été atteint en France au cours de l'été 1984 lorsque deux jeunes gens ont essayé de se faire passer pour un mouvement politique afin de rançonner l'Etat[2].

D'une façon générale, au cours des années quatre-vingt, les Etats ont notablement accru leurs capacités globales de répondre au terrorisme. A la longue, un certain nombre d'organisations ont été sérieusement affaiblies. En décembre 1983, la police allemande a capturé certains des responsables majeurs de la Rote Armee Fraktion[3]. En Italie, la police a largement utilisé les « repentis » pour obtenir des informations permettant de démanteler une bonne partie des cellules des Brigades rouges (1982-1983). Les résul-

1. En octobre 1977, lors du détournement par un commando palestinien d'un avion de la Lufthansa à Mogadiscio (Somalie), celui-ci apprit par les médias que le capitaine de l'avion transmettait des informations aux autorités durant les transmissions de routine à l'aéroport. Cela coûta la vie au capitaine.

2. Aux Etats-Unis, en 1971, D. B. Cooper saute en parachute d'un avion détourné avec une rançon de 200 000 dollars. La même semaine, cinq autres individus, compte tenu de l'écho des médias, tentent d'utiliser la même technique.

3. En janvier 1985, la Fraction armée rouge annonce son alliance avec le groupe français Action directe afin de lutter notamment contre l'O.T.A.N.

tats sont beaucoup moins probants du côté des réseaux terroristes d'extrême droite qui paraissent disposer de sympathies à des échelons très élevés de la société italienne et de l'appareil d'Etat. Une réédition de l'attentat d'extrême droite perpétré en août 1980 à la gare de Bologne et qui est l'attentat le plus meurtrier[1] du terrorisme contemporain (80 morts), a eu lieu en décembre 1984 sur le train Naples-Milan (16 morts et plus de 100 blessés). Bien que les responsabilités ne soient pas établies, cet attentat peut avoir été commis par l'extrême droite afin de discréditer les institutions démocratiques qui seraient incapables, aux yeux d'une partie de l'opinion publique, de faire respecter l'ordre. Une montée de ce type d'attentats aveugles est possible. On ne peut qu'en souligner l'ignominie. Cependant, pour l'observateur froid, le niveau du terrorisme aujourd'hui reste en deçà des risques de déstabilisation des sociétés occidentales. Dans sa forme actuelle, il ne représente pas un danger sérieux et n'est que la forme la plus spectaculaire de la guerre psychologique pour un investissement des plus réduits.

En dehors des moyens déjà mis en œuvre, deux parades doivent être développées : une éducation du

1. En dehors des attentats-suicide, dans le cadre de la guerre civile, au Liban contre les forces armées américaines et françaises en 1983. Deux autres attentats ferroviaires avaient déjà eu lieu en Italie : le 22 juillet 1970 sur le Palerme-Turin (6 morts) et sur l'Italicus, le 4 août 1974 (12 morts). Les nombreux groupes néo-fascistes ont pour sigle : N.A.R. (Groupes armés révolutionnaires), Ordre noir, Ordre nouveau, Rose des vents, Avant-garde nationale, Front national, etc.

public, notamment à la télévision, pour dissiper la psychose et armer les esprits ; et des services spécialisés [1] plus nombreux et efficaces pour éliminer le petit nombre d'agents d'Etats parmi les utilisateurs du terrorisme dont le but est véritablement déstabilisateur.

Ceci concerne la nouvelle alliance contractée à l'échelle de l'Europe occidentale par Action directe (France), la Fraction armée rouge (R.F.A.) et les cellules communistes combattantes (Belgique). Le but de ces organisations est de lutter par l'assassinat — et d'autres méthodes — contre l'O.T.A.N. et plus particulièrement contre l'alliance européenne dirigée contre l'U.R.S.S. Que ces groupes servent objectivement les intérêts soviétiques ou soient indirectement manipulés par l'U.R.S.S. ne change rien au résultat. A ce défi nouveau, il n'est d'autre réponse que la mise hors d'état d'agir de ces groupes.

1. Les Etats-Unis viennent spectaculairement de se doter d'une force d'intervention antiterroriste transportée par sous-marins nucléaires. L'importance des moyens ne garantit pas l'efficacité.

## Conclusion

# LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

La guérilla révolutionnaire et le terrorisme publicitaire — forme particulière de la guerre psychologique — sont véritablement les techniques actuelles de la violence depuis bientôt quatre décennies. Quatre décennies au cours desquelles, à l'abri du feu nucléaire, les nations industrielles n'ont pas eu à livrer de guerre sur leur territoire.

Les valeurs qui fondaient ou paraissaient fonder la légitimité de la domination coloniale furent rejetées, souvent les armes à la main, entre 1945 et 1962, et l'esprit du temps se modifie à l'échelle mondiale jusqu'en 1973 qui marque à la fois la fin de la guerre du Vietnam et le début de la crise pétrolière. Durant toute cette période, quels que soient les combats retardateurs que livre l'Occident (guerres d'Indochine, d'Algérie ou du Vietnam), les pays industriels d'Occident connaissent, durant plus d'un quart de siècle, une croissance exceptionnelle. Cette période marque aussi le début de l'indiscutable hégémonie américaine, de la montée de la puissance militaire de

l'U.R.S.S., du déclin politique de l'Europe et de l'émergence des Etats asiatiques et africains.

La période de la décolonisation se termine, avec un temps de retard, par le coup d'Etat mettant fin au salazarisme portugais (1974) et par l'accession à l'indépendance des colonies africaines du Portugal : Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-Vert. Avec l'accession à l'indépendance du Zimbabwe (1980) et, demain sans doute, de la Namibie, se terminent les luttes armées destinées à triompher, compte tenu des caractéristiques particulières d'une époque où le colonialisme est devenu caduc sous sa forme classique.

Le rôle de la guérilla révolutionnaire en tant que stratégie indirecte destinée à arracher politiquement l'indépendance ne peut être surestimé dans le contexte colonial des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Pour le reste, les guérillas révolutionnaires — à l'exception du classique chinois — n'ont remporté qu'un nombre très limité de succès : ceux de la péninsule indochinoise, Cuba et le Nicaragua. La liste des guérillas n'ayant pas abouti contre des Etats indépendants, qu'il s'agisse de luttes fondées sur l'idéologie de la lutte des classes ou sur le nationalisme de minorités, est considérable. Aujourd'hui, l'utilisation de la guérilla est le moyen de pression le plus puissant que des minorités armées (ethniques, idéologiques ou religieuses) peuvent utiliser contre des Etats décidés à ne pas leur céder. Ainsi du Polisario contre la mainmise marocaine sur le

Sahara occidental, de la lutte des Erythréens du Front populaire de libération de l'Erythrée contre l'Etat éthiopien, du Front Farabundo Marti contre le régime salvadorien, du Sentier lumineux au Pérou, des Kurdes du Parti démocratique du Kurdistan iranien et du Komala contre le régime de Khomeiny ou des mouvements afghans contre le régime de Kaboul et l'occupation soviétique. Technique de pression reprise par les mouvements oppositionnels à des régimes révolutionnaires se réclamant du marxisme-léninisme tels les « contras » de diverses obédiences au Nicaragua, appuyés par les Etats-Unis ou, avant eux, par les Angolais de l'U.N.I.T.A. et les Mozambicains de la Résistance nationale mozambicaine soutenus par l'Afrique du Sud.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à la période contemporaine aura essentiellement été le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes — à condition qu'aucun Etat ne s'y oppose. (Exemple : le Maroc au Sahara occidental.) A l'inverse, en dehors des quatre ou cinq guérillas militairement victorieuses, seules les luttes soutenues par un Etat voisin puissant ont débouché sur l'indépendance dans le monde afro-asiatique. (Exemple : l'Inde et son intervention au Bengale, rendant possible la création du Bangla-Desh.)

Nulle part, en Asie, en dehors de la péninsule indochinoise, un mouvement insurrectionnel n'a pu, jusqu'à présent, l'emporter sur un Etat indépendant (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Birmanie, Inde,

Irak, Iran, Palestiniens, etc.). En Afrique, la même constatation s'impose (le Zimbabwe se classant dans la catégorie coloniale tout comme la Namibie), comme l'indique le soutien de l'Organisation des Nations Unies à ces luttes. En fait, ce qui est battu en brèche par consensus, c'est la domination européenne et occidentale.

Le succès des luttes anticoloniales a tenu au fait qu'aucune de ces guerres n'est apparue comme vitale aux yeux des métropoles. Au plan de la guerre idéologique — ou psychologique — le vent a soufflé du côté de l'émancipation (dans les métropoles mêmes), du désir d'indépendance chez les élites colonisées et de l'exaltation de l'identité chez les peuples. La force du nationalisme, assorti ou non d'un lénino-stalinisme, s'est révélée décisive.

La grande vague de la décolonisation touche à sa fin au milieu des années soixante-dix et marque le retrait physique des Occidentaux d'une très large partie du monde asiatique et africain. Epoque marquée par une mauvaise conscience répandue d'abord chez une partie de l'intelligentsia des pays colonisateurs, puis assez largement diffusée dans l'opinion publique. Compte tenu de l'évolution des esprits chez les élites colonisées, puis des luttes menées au nom de la libération nationale, l'Europe apparaît en contradiction flagrante avec les principes mêmes qu'elle prétend incarner : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, d'une façon générale, les idéaux de liberté. Cette fausse position qui affaiblit de l'inté-

rieur un consensus impérial naguère à peu près total, explique en partie, sous l'aspect idéologique et psychologique, la faiblesse politique d'une Europe par ailleurs saignée par la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la période 1965-1973, tout en étant la première puissance militaire du monde, les Etats-unis connaissent un malaise similaire au Vietnam.

C'est avec Khrouchtchev, au lendemain d'une guerre froide qui fut d'abord, à l'exception de la Corée, une guerre idéologico-psychologique, que l'aide aux mouvements de libération est utilisée de façon systématique en tant que stratégie indirecte pour affaiblir l'adversaire. A partir de la crise de Suez (1956), une nouvelle stratégie se dessine[1]. Les positions sont consolidées dans le glacis d'Europe centrale, essentiel aux yeux des Soviétiques. La guerre de Corée éloigne du théâtre européen l'épicentre de la crise Est/Ouest. L'U.R.S.S. prend acte du changement dans les relations internationales symbolisé par la Conférence de Bandoeng (1955). Toute cette nouvelle stratégie, fondée sur l'appui aux mouvements de libération luttant contre le colonialisme et l'impérialisme occidental est entérinée — avec d'ailleurs un bon nombre d'années de retard sur le cours nouveau — au Congrès des 81 partis communistes tenu à Moscou en décembre 1960. Ce congrès est

1. Les tentatives de Staline dans l'immédiat après-guerre en direction de l'Iran (République d'Azerbaïdjan, 1946) où des revendications territoriales à l'égard de la Turquie (Kars, Ardahan) s'étaient soldées par des échecs.

d'ailleurs le dernier du « camp socialiste ». Le conflit sino-soviétique visible par Albanie interposée devient rupture officielle deux ans plus tard.

Avec prudence, à partir de la deuxième partie des années cinquante, l'U.R.S.S. fournit une aide — relativement modeste comparée à l'Egypte ou à la Yougoslavie — au F.L.N. algérien. Puis, au cours des années soixante, suit une politique systématique d'aide à un nombre considérable de mouvements : M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola) ; P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) ; Frelimo (Front de libération du Mozambique), en lutte contre le colonialisme portugais (le même Portugal étant soutenu par tous les membres importants de l'O.T.A.N. : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale) ; S.W.A.P.O. (South West African People Organization) de Namibie ; A.N.C. (African National Congress) d'Afrique du Sud, etc. La Chine, au cours des années soixante, cherche à prendre la tête d'une nouvelle Internationale tiers-mondiste (la « zone des tempêtes »). Elle appuie systématiquement, mais de façon souvent maladroite tous les mouvements de libération opposés à ceux soutenus par l'U.R.S.S.

Ces aides, sur le plan militaire, diplomatique et politique, visent à affaiblir l'adversaire occidental, à le fixer, à grignoter ses positions, bref à profiter de tous les avantages d'une stratégie indirecte. Les fruits les plus visibles de cette politique apparaissent avec

l'effondrement du colonialisme portugais, l'investissement de l'Angola en 1975-1976 et la montée au pouvoir du Frelimo au Mozambique.

Durant toute la période de la décolonisation et jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam, l'Occident, très souvent en situation de défensive, est l'objet d'une intense guerre psychologique. La riposte américaine au cours de la guerre froide est d'une roideur manichéenne qui répond assez bien aux vérités staliniennes. Au cours de la période dite de coexistence pacifique, puis de celle désignée sous le terme de détente, la culpabilisation de l'adversaire est l'arme de guerre psychologique la plus communément utilisée par l'U.R.S.S.

Cette culpabilité disparaît progressivement dans la seconde moitié des années soixante-dix. D'une part, la phase des grandes expéditions coloniales ou postcoloniales est close avec la fin de la guerre du Vietnam. D'autre part, le développement de la crise qui atteint son point le plus aigu à partir de 1979 survient à un moment de repli et d'échecs politiques américains importants : Angola (1976); Ethiopie (1977); chute du Shah d'Iran (1978); intervention soviétique en Afghanistan (1979); montée de la puissance militaire soviétique au cours de la décennie soixante-dix. Parallèlement, nombre des mythes mobilisateurs des années soixante commencent à s'essouffler, à commencer par la révolution culturelle chinoise. Le phénomène Soljenitsyne porte en Occident le dernier coup en date mais non le moins

efficace à l'utopie la plus mensongère du siècle. Des régimes comme ceux de Pol Pot au Cambodge sont dénoncés comme des aberrations tandis que la brutale « normalisation » du Sud-Vietnam par le régime du Nord en 1978 accélère le départ des « boat people ». Le régime théocratique fondé sur un chiisme intransigeant et borné par l'imam Khomeiny renforce, chez les Occidentaux, le rejet de l'islamisme et de ce type de processus révolutionnaire.

L'idéologie des Droits de l'homme, au cours de la présidence Carter, est érigée en arme offensive contre les totalitarismes et les régimes dictatoriaux, surtout lorsqu'ils sont hostiles à l'Occident. L'ensemble de ce processus, opéré entre 1975 et 1980, débouche pour l'essentiel sur la fin de la culpabilité américaine — et occidentale — dont la présidence de Ronald Reagan est une des expressions.

En 1983, c'est moins la culpabilité européenne dont cherche à jouer, à propos des SS 20, l'U.R.S.S. que d'un frileux besoin de sécurité.

Le terrorisme en tant qu'activité unique, nous l'avons souligné, est un substitut à la guérilla et en tant que tel l'arme du plus faible des combattants. Les divers terrorismes publicitaires ont largement réussi à attirer l'attention sur eux-mêmes et sur les causes qu'ils défendent. Mais aucun succès politique n'a été enregistré au cours des quinze dernières années autre que médiatique. Tout au plus, peut-on dire que les activités terroristes ont réussi, en Uruguay, en Argentine et en Turquie, à provoquer le

remplacement de régimes démocratiques ou semi-démocratiques par des dictatures. En fait, les divers groupes terroristes qui prétendaient à terme s'emparer du pouvoir ont tous été incapables de capitaliser leurs actes mêmes en gains politiques sérieux. Il y a eu les échecs prévisibles des terrorismes idéologiques en pays industriels : Weathermen aux Etats-Unis, Rote Armee Fraktion ou autres groupes allemands [1], Brigades rouges italiennes. De même le piétinement des luttes à caractère séparatiste auxquelles les Etats ont décidé de ne pas céder : Irlande du Nord, pays Basque, Corse, etc. Ailleurs que dans les pays industriels, les activités exclusivement terroristes ou strictement limitées au sabotage sont rares : l'A.N.C. (African National Congress) qui utilise un terrorisme sélectif surtout fondé sur le sabotage a une activité de faible intensité en Afrique du Sud. Les groupes arméniens ont assassiné en moins d'une dizaine d'années 26 diplomates turcs — ou membres de leur famille — et causé la mort, en France, de deux personnes en 1982 et de sept autres en 1983 dans le cadre du terrorisme aveugle (groupe Orly) : ces actions ont été menées dans plus de vingt pays et malgré le fait que, selon la Rand, « l'ampleur de leur aire géographique n'est égalée par aucun autre groupe » (avec des attentats commis en Bulgarie [1981] et en Yougoslavie [1982] qui sont les premiers

1. Tels les R.Z. (cellules révolutionnaires), ou le *Umfeld*, proche de la Rote Armee Fraktion.

attentats terroristes menés à l'Est), les résultats, en dehors du fait de porter à la connaissance du monde le génocide non reconnu des Arméniens (1915-1916), sont, comme il fallait s'y attendre, nuls. En effet, les objectifs proclamés : la restitution ou la récupération de terres jadis occupées par les Arméniens en Anatolie orientale, n'aurait de sens que si ces territoires étaient encore peuplés d'Arméniens.

Quant aux Palestiniens, récemment affaiblis de nouveau par l'intervention israélienne au Liban en été 1982, ils ont été — en ce qui concerne l'O.L.P. d'Arafat — durement frappés par la Syrie et les factions palestiniennes minoritaires soutenues par cette dernière. A partir de 1983, l'O.L.P. d'Arafat est une organisation fractionnée sur divers pays arabes à distance considérable du théâtre des territoires occupés. Les activités terroristes restent les seules possibles en dehors d'une négociation politique incluant la Jordanie, à laquelle l'O.L.P. se refuse — ce qui convient à la fois à Israël et à la Syrie si ce n'est à la Jordanie elle-même. Le nombre d'attentats menés au cours de l'année 1983 par l'O.L.P. en Israël même est de deux.

Pas plus aujourd'hui qu'autrefois, durant la période 1880-1914, où il fut, sous des idéologies diverses (populisme, anarchisme, etc.) une technique de protestation, le terrorisme ne débouche sur des solutions politiques. En revanche, il reste le plus sûr moyen d'être entendu à l'âge des médias et de l'opinion publique (occidentale).

Les groupes terroristes, rapidement coupés par les nécessités de la clandestinité et vivant souvent en vase clos, ont tendance à être victimes de leur propre propagande et à surestimer au moins durant toute une phase l'impact, l'efficacité et les perspectives de leurs actions. A la longue, le fait d'être très souvent privé de base sociale et d'une organisation digne de ce nom favorise le glissement vers la perte de contact avec la réalité ou le banditisme pour survivre en tant qu'appareil ou débris d'appareil.

A terme, en dehors du danger d'escalade qualitative du terrorisme, le plus sérieux est la manipulation indirecte mais systématique de groupes terroristes, ou l'usage de commandos spécialisés par des Etats exerçant des diplomaties coercitives et joüant avec persistance les perturbateurs. La Libye est, avec l'Iran, le modèle des utilisateurs de ce type de stratégie indirecte[1]. La Syrie en use aussi bien au Liban que pour le problème palestinien.

Depuis la coupure aussi radicale que peuvent représenter dans l'histoire humaine la Déclaration universelle des Droits de l'homme et la conception de l'Etat-nation, les peuples — c'est-à-dire les masses mêmes si elles sont constituées d'un agrégat de cette nouveauté historique qu'est l'individu — ont pris une importance nouvelle. Toute la littérature politique du XIX^e siècle est hantée par la présence de la foule

1. L'U.R.S.S. joue certainement un rôle dans la nouvelle offensive contre l'O.T.A.N. en ce début 1985.

urbaine, qu'elle soit dénommée prolétariat par les uns ou populace par les autres.

Au tournant du siècle, c'est à Gustave le Bon [1] que revient le mérite d'avoir perçu et dégagé les implications politiques de cette irruption des foules. La propagande moderne destinée à mobiliser les masses trouve son véritable banc d'essai au cours de la première guerre totale livrée au nom de l'idéologie nationaliste à l'échelle de l'Europe : celle de 14-18 [2]. Les méthodes en sont très largement améliorées et enrichies par le fascisme et le nazisme d'une part et par le bolchevisme de l'autre jusqu'à la Seconde Guerre mondiale où la guerre psychologique joue un rôle d'autant plus important que le conflit a une dimension idéologique.

La guerre froide n'est que la reprise de la guerre idéologique et psychologique entre bolchevisme et démocraties ou entre communisme et capitalisme, un moment reléguée au second plan, compte tenu de l'apparition de l'impérialisme hitlérien. Le feu nucléaire interdisant — jusqu'à nouvel ordre — le conflit direct, toute la compétition Est/Ouest, en dehors du renforcement du potentiel militaire des deux super-puissances, se joue en stratégies indirectes. Celles-ci incluent les crises (Berlin, 1948-1949 ;

1. G. Le Bon, *La Psychologie des foules*, Paris, P.U.F., 1963. La première édition date de 1895.

2. Mussolini ne dit-il pas à Emil Ludvig (*Entretiens*, 1931) que la guerre de 1914-1918 est la première où les Italiens combattent ensemble depuis la chute de Rome.

Cuba, 1962) et leur gestion, l'utilisation, afin d'affaiblir l'adversaire, des guérillas remettant en cause son hégémonie (aide aux mouvements de libération nationale [1]), ou la manipulation, lorsque c'est possible, des terrorismes (tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, etc.). Elles incluent aussi toutes les ressources de la guerre psychologique à l'échelle des médias, qui va de la propagande à la désinformation (forme modernisée de ce qu'on appelait l'intoxication).

Il va de soi que cette interprétation ne postule pas que les mouvements de libération aient été des agents de l'U.R.S.S. ni que les groupes utilisant le terrorisme soient en majorité manipulés. Si le monde continue d'être militairement bipolaire, il y a longtemps que les autonomies politiques fondées sur de légitimes revendications locales ou sur des visées régionales ont pesé sur le *statu quo* de l'immédiat après-guerre.

Cependant, sous-jacente à toute confrontation, qu'il s'agisse de l'épouvantail de l'apocalypse nucléaire (largement utilisé en 1982-1983), de guerres classiques, de guérillas ou de terrorismes, l'épreuve des volontés se joue d'abord à l'échelle des esprits et du moral [2].

1. C'est une politique similaire que pratiquent les Etats-Unis et quelques-uns de leurs alliés à l'égard de la résistance afghane afin de faire payer à l'U.R.S.S. son intervention le plus cher possible. Politesse rendue d'ailleurs en Amérique centrale.

2. Ce qui fut surtout guerre idéologique entre l'Est et l'Ouest au cours des années cinquante et soixante, est aujourd'hui, compte tenu de

Ce phénomène provient de l'importance nouvelle des masses et, en pays démocratique, des opinions publiques.

Celles-ci présentent la double caractéristique d'être à la fois souveraines (lorsqu'elles choisissent en votant ou lorsqu'elles pèsent sur les décisions) et manipulables/manipulées.

La dimension ultime des guérillas et des terrorismes comme des autres stratégies indirectes se joue dans les esprits, c'est-à-dire dans le champ du politique, ce domaine ambigu où l'écheveau du rationnel et de l'irrationnel est inextricablement mêlé.

Salamanque — Le Cap — Nerja
1984-1985

---

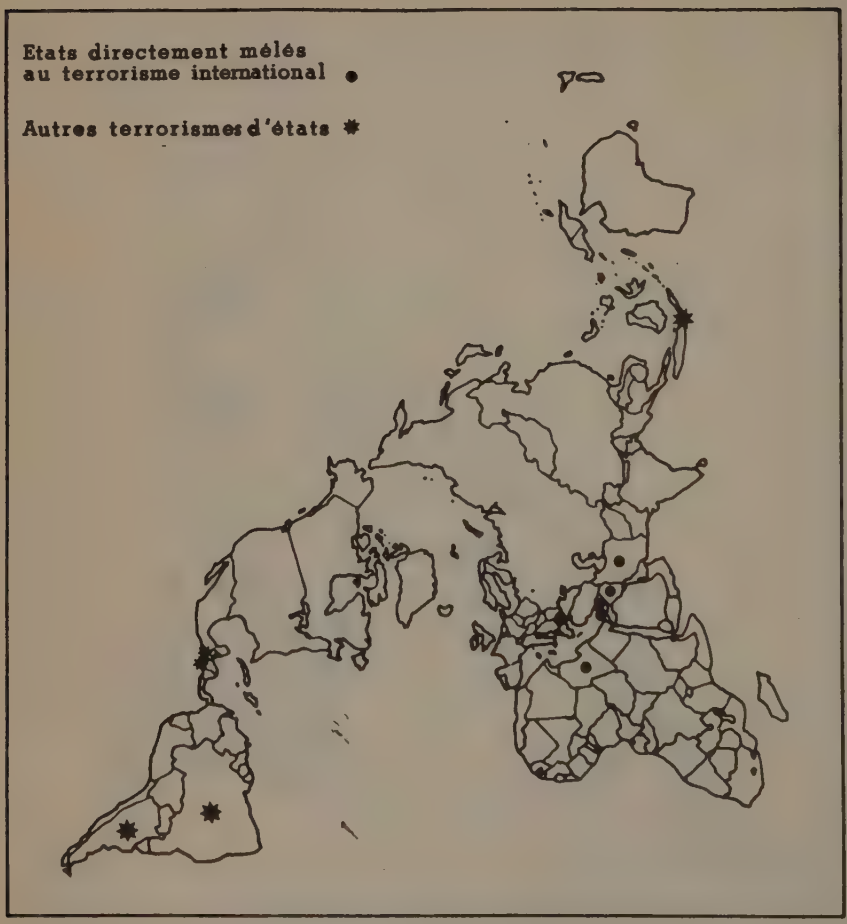
la démonétisation du « marxisme-léninisme » en Occident, de plus en plus une guerre psychologique (utilisation des pacifismes, des terrorismes, de la désinformation).

# ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

**GUERILLAS**
**1945–1985**

C. PETIT

## TERRORISMES ETATIQUES ET PARA-ETATIQUES 1968-1985

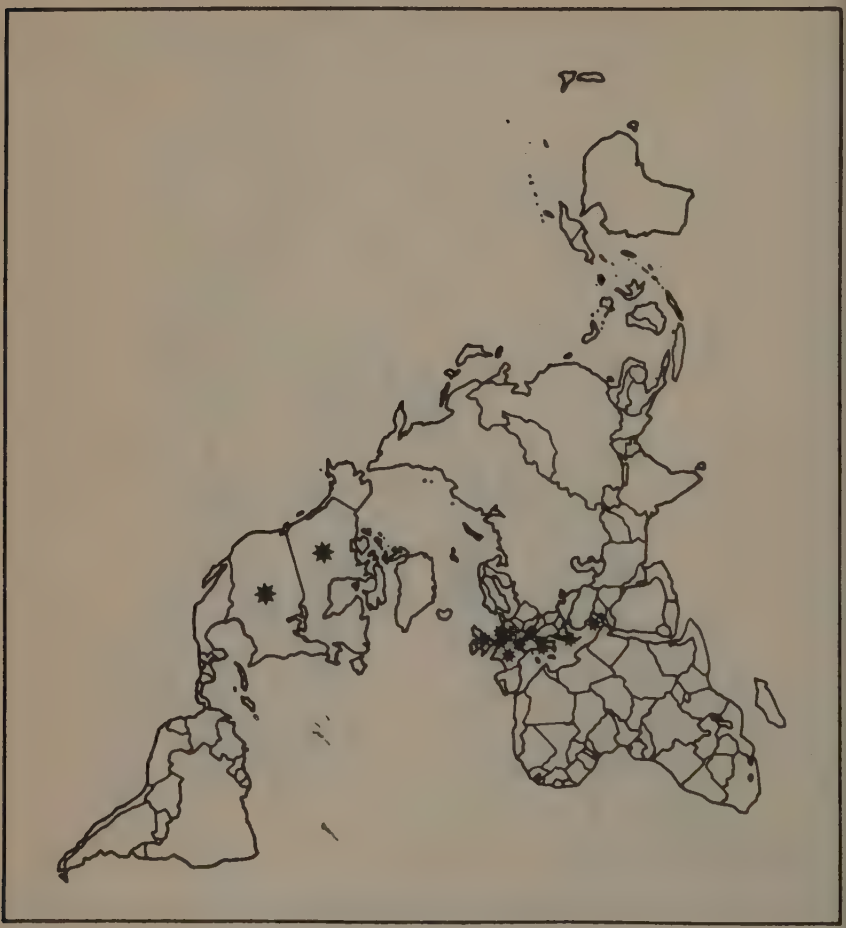



C. PETIT

## PAYS AFFECTES PAR LE TERRORISME INTERIEUR 1968-1985

C. PETIT

**PAYS FREQUEMMENT AFFECTES PAR LE TERRORISME INTERNATIONAL 1968-1985**



C. PETIT

# Bibliographie sélective

Sur les problèmes de la libération et sur quelques-unes de ses sources politiques, organisationnelles ou psychologiques.

Sur le problème du nationalisme : Elie Kadourie, *Nationalism,* Londres, Hutchinson University Library, 1960 ; et du même auteur : *Nationalism in Asia and Africa,* Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1971.

Sur les problèmes de la crise provoquée par l'impact des impérialismes occidentaux, des analyses très fines ont été formulées dans maints articles inclus par Maxime Rodinson dans son remarquable *Marxisme et Monde musulman,* Paris, Seuil, 1972.

Pour le monde chinois, il faut lire *Les Manifestes de Yen Fou,* traduits et présentés par François Houang, Paris, Fayard, 1977.

Sur la dimension psychologique de l'humiliation coloniale : Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre,* Paris, Maspero, 1961, et Albert Memmi, *Portrait du colonisateur et portrait du colonisé,* Paris, Buchet-Chastel Correa, 1957, restent de loin, avec *Peau noire et masques blancs* de F. Fanon (Paris, Seuil, 1959), les livres les plus éclairants.

Sur la théorie du parti d'avant-garde, voir Lénine, *Que faire ?*

Un des ouvrages les plus lucides sur le passage à la modernité des élites des sociétés colonisées est celui de Rupert Emerson, *From Empire to Nation. The Rise to Self-Assertion of Asian and African Peoples,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1960.

Sur le tiers-mondisme : Gérard Chaliand, *Mythes révolutionnaires du tiers monde. Guérillas et socialismes,* Paris, Seuil, 1976 et 1979 ; Claude Liauzu, *Aux origines des tiers-mondismes,* Paris, l'Harmattan, 1982.

## *Guérillas*

On trouvera dans *Stratégies de la guérilla. Anthologie historique de la Longue Marche à nos jours,* Mazarine, 1978 et Idées/Gallimard, 1984, une bibliographie annotée d'environ 300 ouvrages concernant la guérilla en général et un certain nombre d'études de cas.

La bibliographie ici incluse est très sélective et s'en tient aux ouvrages généraux en dehors de quelques études particulièrement intéressantes sur tel ou tel conflit.

Parmi les ouvrages consacrés à la « petite guerre » au début du XIX^e^ siècle :

C .V. Decker, *Der kleine Krieg im Geiste der neueren Kriegführung,* 1822 ; F. W. von Valentini, *Abhandlung über den kleinen Krieg und über den Gebrauch der Leichten Truppen mit Rücksicht auf den französischen Krieg,* 1820 ; Le Mière de Corvey, *Des partisans et des corps irréguliers,* Paris, 1823 ; De Grandmaison, *La Petite Guerre,* Paris, 1785 ; Von Jenney, *Les Partisans ou de la petite guerre,* Paris, 1785.

Parmi les théoriciens de la seconde moitié du XIX^e^ siècle :

Franz von Erlach, *Die Freiheitskriege, Kleiner Völker gegen grosse Heere,* 1867 ; Von Boguslawski, *Der kleine Krieg und seine Bedeutung für die Gegenwart,* 1881 ; W. Rüstow, *Die Lehre vom kleinen Kriege,* 1864 ; A. Gingins-La Sarraz, *Les Partisans et la Guerre défensive en Suisse,* 1861.

Vues intéressantes sur la guerre de partisans (1871) par F. Engels, *Ausgewählte militarische Schiften* (2 vol.), 1858, 1864. Voir aussi Institut für Marxismus-Leninismus : *Frederich Engels über den bewaffneten Volkskampf,* 1956 ; et C. E. Calwell, *Small Wars. Their Principles and Practice,* General Staff War Office, 1906.

Sur la guérilla au plan historique, les ouvrages généraux contemporains sont rares. Trois sont particulièrement intéressants : Werner Hahlweg, *Guerilla. Krieg ohne Fronten,* Stuttgart, W. Kohlhammer Verlag, 1968, ouvrage pionnier, sérieux et doté d'une bonne bibliographie internationale. John Ellis, *A Short History of Guerilla Warfare,* Londres, Ian Allan Ltd., 1975, est également solide, de même que Walter Laqueur, *Guerillas : A Historical and Critical Study,* Boston, Little Brown, 1976. Du même auteur, *The Guerilla Reader,* New York, Meridian, 1977, présente une intéressante anthologie de textes du XVIII^e^ au XX^e^ siècle. Robert B. Asprey a donné une monumentale, bien que journalistique, histoire de la guérilla : *War in the Shadows : The Guerilla in History* (2 vol.), New York, Doubleday, 1975. Voir aussi L. H. Gann, *Guerillas in History,* Stanford, Hoover Institution, 1971. En français, l'unique ouvrage historique est G. Bonnet, *Guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'Antiquité à nos jours,* Paris, Payot, 1958. Le seul autre ouvrage général consacré à la guérilla (et non aux vues contre-insurrectionnelles uniquement) est Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Anthologie de la Longue Marche à nos jours,* Mazarine, 1979

et Idées/Gallimard, 1984 (choix de textes sensiblement différents). Claude Delmas, *La Guerre révolutionnaire,* Paris, P.U.F., Que sais-je, n° 826, 1965, est introductif. Eric R. Wolfe, *Guerres paysannes au XX^e siècle,* Paris, Maspero, 1969, est une très bonne introduction. Parmi les « readers » qui tentent de cerner l'ensemble du phénomène, on retiendra :

Sam C. Sarkissian (ed), *Revolutionary Guerilla Warfare,* Chicago, Precedent Publisher, 1975. Parmi les ouvrages collectifs plus anciens : M. F. Osanka (ed.), *Modern Guerilla Warfare : Fighting Communist Guerilla Movements, 1941-1961,* introduction par Samuel P. Huntington, New York, 1962, et Lt Colonel T. N. Greene, « The Guerilla and How to Fight Him », *Selections from the Marine Corps Gazette,* New York, Praeger, 1962, tous deux intéressants.

La quasi-totalité des ouvrages consacrés à la guérilla l'étudient sous l'angle de la contre-insurrection :

D. Blaufarb, *The Counterinsurgency Era,* New York, The Free Press, 1977 ; le très clair D. Galula, *Counterinsurgensy Warfare. Theory and Practice,* New York, Praeger, 1964 ; J. Mc Cuen, *The Art of Counter-Revolutionary War,* Harrisburg, Penn., Stackpole Books, 1966 ; J. S. Pustay, *Counterinsurgency Warfare,* New York, The Free Press, 1965 ; C. A. Dixon and D. Heilbrunn, *Communist Guerilla Warfare,* New York, Praeger, 1954 ; Julian Paget, *Counter-Insurgency Campaigning,* Londres, Faber and Faber, 1963 ; Peter Paret, *French Revolutionary Warfare from Indo-China to Algeria,* Londres, Pall Mall, 1964 ; Frank Kitson, *Low Intensity Operations, Subversion, Insurgency and Peace-Keeping,* Londres, Faber and Faber, 1971 ; Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency, Malaya and Vietnam,* Londres, Chatto and Windus, 1966 ; R. Trinquier, *La guerre moderne,* Paris, La Table ronde, 1961.

Sur les conceptions américaines en matière de contre-insurrection au début de la guerre du Vietnam :

Headquarters United States Army, Special Warfare School Fort Bragg, North Carolina 28307 : Subject : Current VC tactics against rangers and recommended counter measures. *Directives concerning the Resistance against and the Ruthless Destruction of Enemy's Ranger Units.* 5 August 1960. *Special warfare glossary,* 20 January 1964.

US Army Special Warfare School Fort Bragg. North Carolina : Army extension course : Common subcourse 61, *Introduction to guerilla warfare.* 1 August 1958 (Revised July 1962).

Common subcourse 62. *Special Forces and psychological operations units in counterinsurgency operations.* 14 May 1963.

Counterinsurgency operations extension course : Subcourse 30. *Introduction to counterinsurgency operations.* 1 January 1963. Subcourse 31. *Fundamentals of insurgency movements.* 1 January 1963. Subcourse 32. *Pre-insurgency intelligence and counterintelligence.* 1 January 1963. Subcourse 33. *Psychological aspects of counterinsurgency operations.* 14 May 1963. Subcourse 34. *Concept of communications, propaganda techniques and mass communications.* 15 June 1963.

Special Forces extension course : Subcourse 37. *Concepts of tactical intelligence.* 7 March 1963. Subcourse 38. *Concepts of isolation and destruction.* 10 April 1963. Subcourse 39. *Control measures.* 2 March 1963. Subcourse 40. *Counterguerrilla combat operations.* 1 January 1963.

Parmi les ouvrages généraux : Brian Crozier, *A Theory of Conflict,* Londres, Hamish Hamilton, 1976 ; Brian Crozier, *The Rebels. A Study of Post-War Insurrections,*

Londres, Chatto and Windus, 1960 ; Ted R. Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton University Press, 1970 ; Chalmers Johnson, *Revolutionary Change*, Boston, Little Brown, 1966 ; W. W. Morales, *Social Revolution. Theory and Historical Application*, Denver, University of Denver, Coll., 1973.

Parmi les ouvrages consacrés à la guérilla et qui sont utiles à la compréhension du phénomène. Textes intéressants dans :

*Les Textes essentiels de T. E. Lawrence*, choisis et présentés par D. Garnett, traduits par Etiemble et Y. Gauclère, Paris, Gallimard, 1945 ; Mao Ze Dong : *Ecrits militaires*, Pékin, 1963, en particulier ses écrits entre 1936 et 1938 ; Chalmers Johnson, *Peasant Nationalism and Communist Power*, Palo Alto, Calif, Stanford, 1962, bien que ne traitant pas spécifiquement de la guérilla, en donne un remarquable tableau politique ; A. H. Nasution, *Fundamentals of Guerilla Warfare*, New York, Praeger, 1965, est excellent surtout dans sa seconde partie. Sur la première guerre du Vietnam, le chef-d'œuvre, du côté de l'insurrection, est sans doute : Ngo Van Chieu, *Journal d'un combattant viet-minh*, traduit et adapté par Jacques Despuech, Paris, Seuil, 1955. D'une façon générale, la plupart des écrits de Bernard Fall donnent une vision de l'autre côté ; son ouvrage, *La Guerre d'Indochine 1946-1954*, Paris, Laffont, 1966, est un document de première importance. Comparés aux écrits de Mao Ze Dong, ceux de Giap paraissent empesés, voir : *Guerre du peuple, Armée du peuple*, Paris, Maspero, 1967, et *Guerre de libération*, Paris, Editions sociales, 1970.

Les vues les plus pénétrantes du côté américain sont : Douglas Pike, *The Viet-Cong : Organisation and Technique of the N.L.F. of South Vietnam*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1966 ; Jeffrey Race, *War Comes to Long An*,

Berkeley, University of California Press, 1972 et William R. Carson, *The Betrayal,* New York, Norton, 1968. Ces deux derniers ont une vision très fine de l'adversaire. Voir aussi W. Burchett, *La Seconde Résistance,* Paris, Gallimard, 1966 et *Pourquoi le Vietcong gagne,* Paris, Maspero, 1969.

Sur les bombardements au Nord-Vietnam : G. Chaliand, *Les Paysans du Nord-Vietnam et la guerre,* Paris, Maspero, 1968. On lira évidemment les *Pentagon Papers* (4 vol.), Boston, Senator Gravell's Edition, Beacon, 1972 ; Gl Grivas, *Guerilla Warfare and E.O.KA's Struggle,* Londres, Longman, 1965, récit de l'insurrection chypriote.

Sur l'énorme littérature insurrectionnelle consacrée à l'Amérique latine, du côté insurgé, on retiendra : Vania Bambirra (éd.), *Diez añios de insureccion en America latina,* (2 vol.), Santiago du Chili, 1971 ; E. Che Guevara, *Journal de Bolivie,* qui montre, en dehors d'un grand courage, la quintessence de toutes les erreurs politiques et stratégiques possibles ; Hector Bejar, *Les Guérillas péruviennes de 1965,* Paris, Maspero, 1967 : le bilan critique le plus lucide et le plus honnête dressé par un dirigeant Alberto Bayo, *150 questions to a Guerilla,* Boulder, Co., 1967.

Sur l'Afrique et les expériences concrètes de luttes, on lira Amilcar Cabral, *Unité et Lutte,* (vol n° 2), Paris, Maspero, 1974, où des vues critiques sont exprimées ; G. Chaliand, *Lutte armée en Afrique,* Paris, Maspero, 1967 ; Basil Davidson, *Revolution in Guinea,* Harmondsworth, Penguin, 1969 ; D. L. Barnett and Karari Njama, *Mau Mau from Within,* New York, Monthly Review Press, 1966 ; Michael Raeburn, *Black Fire ! Account of the Guerilla War in Rhodesia,* Londres, J. Friedmann, 1978 ; J. Morais-Monty, *Luta de libertacao. Exercito Nacional a Revolucio Uniao dos escritores angolenas,* Luanda, 1978.

Sur les Palestiniens : W. B. Quandt F. Jabber, A. M. Lesch, *The Politics of Palestinian Nationalism,* University of California Press, 1973 ; G. Chaliand, *La Résistance palestinienne,* Paris, Seuil, 1970 (édition augmentée en anglais : *The Palestinian Resistance,* Harmondsworth, Penguin, 1972). Parmi les ouvrages récents, la remarquable étude, lucide et mesurée de Nadia Benjelloun-Ollivier, *La Palestine, un enjeu, des stratégies, un destin,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1984.

## Terrorismes

Bibliographie sélective anglo-saxonne concernant la problématique du terrorisme contemporain en général. Cette bibliographie ne comprend pas d'études de cas.

Guy Boston, Marvin Marcus, Robert Wheaton, *Terrorism : A Selected Bibliography,* Washington D.C., National Criminal Reference Service, 1976, présentent un choix soigneusement établi et classé.

Parmi les ouvrages de recensement plus récents : Edward Mickolus, *The Literature of Terrorism. A Selected Annotated Bibliography,* Westport, Greenwood Publishers, 1981. Ainsi que l'ouvrage plus ambitieux de R. Norton and Martin H. Greenberg, *The International Terrorism. An Annotated Bibliography,* Boulder, Westview Press, 1979. Voir aussi l'excellent Edward F. Mickolus, *Transnational Terrorism. A Chronology of Events, 1968-1979,* Westport, Greenwood Press, 1981.

Il faut consulter *Annual of Power and Conflict,* Institute for the Study of Conflict, Londres, sur la période 1968-1981, ainsi que les numéros afférents au terrorisme dans les livraisons de *Conflict Studies.* Moins structuré, mais recélant beaucoup d'informations et quelques analyses : *C.I.A., Annual Report,* Washington D.C.

Voir aussi J. D. Elliott, L. K. Gibson (eds), *Contemporary Terrorism, Selected Readings,* Gaithersburg, Md., International Association of Police Chiefs, 1978.

Travail sérieux, par des spécialistes, *in Transnational Terror,* Palo Alto, Calif., Hoover Institution, 1975.

Les ouvrages pionniers en matière de terrorisme moderne sont très peu nombreux. Deux livres (non anglo-saxons) doivent être signalés : General A. Spiridovich, Paris, *Histoire du terrorisme russe,* traduction de V. Lazarevski, Paris, Payot, 1930, et Jersy Waciorski, *Le Terrorisme politique,* Padoue, 1939.

On lira aussi : Felix Gross, « Political Violence and Terror in 19th and 20th Century Russia and Eastern Europe », *in Assassination and Political Violence,* vol. 8 of Report to the National Commission on the Causes and Preventions of Violence, Washington D.C., F. F. Kirkham, S. G. Levy and W. S. Crotty (eds), US Government Printing Office, 1969, p. 421-476.

Les premiers livres relativement récents qui traitent, après la Seconde Guerre mondiale, de terrorisme de façon généralement marginale, sont entre autres :

Felix Gross, *The Seizure of Political Power,* New York, Philosophical Library, 1957 ; Brian Crozier, *The Rebels. A Study of Post-War Insurrection,* Londres, Chatto and Windus, 1960, ainsi que des passages très stimulants chez la grande Hanna Arendt, *On Violence,* New York, Harcourt, Brace, 1969.

Parmi les ouvrages collectifs :

Johan Niezing (ed.), *Urban Guerrilla : Studies on the Theory, Strategy and Practice of Political Violence in Modern Societies,* Rotterdam, Rotterdam University Press, 1974 ; Yonnah Alexander (ed.), *Terrorism : National and Global Perspectives,* New York, Praeger, 1976 ; Yonnah Alexander, Seymour Finger (eds.), *Terrorism : Interdisciplinary*

*Perspectives,* New York, John Jay Press, 1977 ; et surtout : Yonnah Alexander, David Carlton, Paul Wilkinson, *Terrorism : Theory and Practice,* Boulder, Colo., Westview Press, 1979 ; Robert Kupperman, Darrell Trent (eds.), *Terrorism : Threat, Reality, Response,* Stanford, Hoover Institution Press, 1979.

Parmi les spécialistes ayant travaillé depuis une douzaine d'années sur les problèmes des terrorismes d'aujourd'hui, on retiendra essentiellement : Robert Moss, *Urban Guerillas,* Londres, Adelphi Papers, Institute for Strategic Studies, 1971 ; Robert Moss, *Counter Terrorism,* Londres, The Economist Brief Books, 1972 ; Robert Moss, *The War for the Cities,* New York, Coward, Mc Cann and Geoghegan, 1972 ; Brian Jenkins, *International Terrorism. A new Mode of Conflict,* Los Angeles, Crescent Publications, 1975 ; Richard Clutterbuck, *Living with Terrorism,* Londres, Faber and Faber, 1975 ; Richard Clutterbuck, *Protest and the Urban Guerrilla,* Londres, Cassel, 1977 ; Richard Clutterbuck, *The New Fascists,* Londres, Grant McIntyre, 1981. Grant Wardlaw, *Political Terrorism,* Cambridge University Press, 1982. Une bonne introduction historique a été donnée par Walter Laqueur, *Terrorism,* Boston, Little Brown, 1977 (en français : Paris, P.U.F., 1979). Sélectionné par le même auteur, bonne anthologie historique de textes des XIX^e^-XX^e^ siècles : *The Terrorist Reader,* New York, Meridian, 1978.

Parmi les ouvrages classiques traitant de la subversion et de la violence, le livre de Frank Kitson, *Low Intensity Operations : Subversion, Insurgency and Peacekeeping,* Londres, Faber and Faber, 1971, reste toujours actuel.

Tous ces ouvrages envisagent le terrorisme sous l'angle de l'Etat. Pour des vues reflétant, de façon intelligente, celle des révolutionnaires concernant l'usage du terrorisme

(avec sa portée et ses limites), on préférera au mini-manuel de Carlos Marighella (Seuil, 1973) : Hodges D.C. (ed.), *Philosophy of Urban Guerrilla. The Revolutionary Writings of Abraham Guillen,* New York, William Morrow, 1973.
A. Guillen fut le conseiller initial des Tupamaros, puis leur lucide critique bien avant la chute du mouvement.

Sur les problèmes du renseignement, voir : Schlomo Gazir et Michael Handel, « Insurgency, Terrorism and Intelligence », *in* chapitre 5 de Rod Godson (ed.), *Intelligence, Requirements for the 1980's : Counter Intelligence,* Washington D.C., National Strategy Information Center, 1980.

Parmi les publications régulières consacrées aux problèmes du terrorisme : *Terrorism : An International Journal,* Washington, D.C., Yonah Alexander ; *Conflict : An International Journal,* New York, et *Conflict Quarterly,* Center for the Study of Conflict at the University of New Brunswick, Canada.
Il faut consulter les publications de l'Institute for Study of Conflicts, Londres, qui publie chaque année un *Annual of Power and Conflict.*

Parmi les publications de la Rand Corporation qui suivent de près les problèmes du terrorisme international : *International Terrorism. A Chronology 1968-1974,* Brian Jenkins and Janero Johnson, March 1975, Santa Monica (R-1591 — Dos/Arpa) ; *International Terrorism. A Chronology (1974 supplement),* Brian Jenkins and Janera Johnson, February 1976, Santa Monica (R-1909-I-Arpa) ; *Embassies under Siege : A Review of 48 Embassy Takeovers 1971-1980,* Brian Jenkins, January 1981, Santa Monica (R-2651-RC) ; *Terrorism and Beyond : An International Conference on Terrorism and Low-level Conflict,* Brian M.

Jenkins, Conference Director, December 1982, Santa Monica (R-2714-DOC/DO5/DOS/RC); *New Modes of Conflict,* Brian M. Jenkins, June 1983, Santa Monica (R-3009-DNA).

Parmi les *papers,* il est intéressant de lire : Numbered Lives : Some Statistical Observations from 77 International Hostages Episodes, Brian Jenkins, Janere Johnson and David Ronfeldt, July 1977, Santa Monica (P-5905); International Terrorism : Trends and Potentialities, Brian Jenkins, May 1978, Santa Monica (P-6117); Terrorism in the United States, Brian Jenkins, August 1979, Santa Monica (P. 6471); A Strategy for Combatting Terrorism, Brian Jenkins, May 1981, Santa Monica (P-6624); Some Reflections on Recent Trends in Terrorism, Brian M. Jenkins, July 1983, Santa Monica (P-6897).

Parmi les ouvrages généraux en langue française consacrés à la problématique du terrorisme contemporain :

Jean-Paul Charney (ed.), *Terrorisme et Culture,* Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1982; Robert Solé, *Le Défi terroriste,* Paris, Seuil, 1980; J.C. Chesnais, *Histoire de la violence,* Paris, R. Laffont, 1981; Jean Baudrillard, *Les Stratégies fatales,* Paris, Grasset, 1983; Jean Servier, *Le terrorisme,* Paris, P.U.F., Que sais-je?, nº 1768; Edouard Sablier, *Le Fil rouge : Histoire secrète du terrorisme international, Esprit,* nº spécial, « Terrorismes », sept-oct. 1984.

# TABLE DES MATIÈRES


Avant-Propos ..... 11

Introduction : LA BOÎTE À OUTILS ..... 21
Première partie : GUÉRILLAS ..... 49
*LA CONTRE-INSURRECTION* ..... 94
Deuxième partie : TERRORISMES ..... 107
*L'ORGANISATION DES RIPOSTES* ..... 143
Conclusion : LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE .... 155

Cartes ..... 169
Bibliographie sélective et commentée ..... 175

*Achevé d'imprimer en mars 1985*
*sur les presses de l'Imprimerie Bussière*
*à Saint-Amand (Cher)*

— N° d'imprimeur : 272. —
— N° d'éditeur : 1050. —
Dépôt légal : avril 1985.
*Imprimé en France*

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, toutes les guérillas en Asie et en Afrique ont été vaincues. Depuis 1945, presque toutes les guérillas *anticolonialistes* d'Asie et d'Afrique ont débouché sur une victoire politique. Ce livre analyse les raisons historiques et conceptuelles - la « boîte à outils » - de ce retournement. En revanche, très peu de guérillas triomphent dans leurs luttes lorsqu'elles sont dirigées contre leurs propres Etats, en Amérique latine, en Asie ou en Afrique.

Gérard Chaliand, considéré comme un des spécialistes mondiaux de la guérilla, décrit l'organisation et les techniques de l'insurrection, de la contre-insurrection, l'usage et la portée politique du terrorisme, ainsi que les ripostes étatiques.

Le terrorisme, de plus en plus fréquemment utilisé comme *substitut à la guérilla* depuis la fin des années soixante, est ici analysé tant dans sa version internationale - transétatique - que dans ses manifestations locales. Replacés dans le contexte politique du monde contemporain, les terrorismes apparaissent comme la forme la plus spectaculaire de la guerre psychologique.

**Voyageur, poète, homme de terrain, écrivain spécialisé dans les problèmes politiques et stratégiques du monde contemporain, Gérard Chaliand a longuement séjourné dans une dizaine de maquis ou zones de guerre d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Il est notamment l'auteur de *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde* (Points/Seuil, 1979), de *Stratégies de la guérilla* (Idées/Gallimard, 1984) et de l'*Atlas stratégique* (avec Jean-Pierre Rageau) (Fayard, 1983).**

LireLoue.com
TERRORISMES ET GUERILLA
1862900156
[1] 19.95 $

9 782080 646040
FF 4604-85-IV
59,00 FF